

3

Banque Royale du Canada Troisième trimestre de 2006



Rapport aux actionnaires

LA BANQUE ROYALE DU CANADA DÉCLARE DES RÉSULTATS RECORDS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2006

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Faits saillants du troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 :

- Bénéfice net record de 1 177 millions de dollars, en hausse de 20 %; bénéfice net lié aux activités poursuivies (1) de 1 194 millions, en hausse de 19 %.
- Bénéfice dilué par action de 0,90 \$, en hausse de 22 %; bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies de 0,91 \$, en hausse de 20 %.
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 23,1 %, en hausse de 310 points de base.
- Revenus liés aux activités poursuivies de 5 206 millions de dollars, en hausse de 277 millions ou 6 %, en raison des résultats améliorés liés aux activités de négociation et des volumes accrus des activités bancaires et de gestion de patrimoine.
- Frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies de 2 861 millions de dollars, en hausse de 129 millions ou 5 %, résultat qui est imputable à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable, laquelle traduit le rendement solide des activités.
- Total de l'actif de 524 milliards de dollars, en hausse de 13 %.

(1) Les activités poursuivies excluent les résultats de nos activités abandonnées, soit RBC Mortgage Company.

TORONTO, le 25 août 2006 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui qu'elle a réalisé un bénéfice net record de 1 177 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2006, en hausse de 20 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 0,90 \$, en hausse de 22 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,1 %, comparativement à 20 % l'an dernier.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Notre rendement élevé reflète la vigueur soutenue de nos activités et la poursuite fructueuse de nos initiatives visant la croissance des activités en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nos secteurs d'exploitation ont de nouveau obtenu des résultats solides ce trimestre. »

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 1 194 millions de dollars, en hausse de 193 millions ou 19 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 0,91 \$, en hausse de 0,15 \$ ou 20 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,1 %, comparativement à 20,2 % il y a un an. L'augmentation du bénéfice net reflète la forte croissance des revenus dans tous les secteurs d'exploitation et la baisse du taux d'imposition effectif, résultats qui ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable. Cette croissance s'est produite malgré une réduction de 45 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport à l'an dernier.

Les revenus ont augmenté de 277 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des résultats supérieurs liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché, ainsi que de la forte croissance des volumes d'activités bancaires et de gestion de patrimoine.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 129 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient en grande

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	13	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	22	RBC Marchés des Capitaux
2	Message du président et chef de la direction	14	Conventions comptables et estimations	24	Services de soutien généraux
4	Rapport de gestion	15	Résultats des secteurs d'exploitation liés aux activités poursuivies	24	Faits saillants du bilan
4	À propos de la Banque Royale du Canada	15	La façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation	25	Gestion du capital
4	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	15	Principales mesures financières (hors PCGR)	27	Arrangements hors bilan
5	Sommaire des résultats consolidés et autres faits saillants	18	RBC Particuliers et entreprises – Canada	28	Opérations entre apparentés
6	Résumé	20	RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International	28	Gestion du risque
9	Résultats consolidés liés aux activités poursuivies			32	États financiers consolidés intermédiaires
				36	Notes complémentaires
				47	Renseignements aux actionnaires

partie à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement élevé des activités. Les coûts plus élevés engagés pour soutenir nos initiatives visant la croissance telles que l'accroissement de l'effectif de notre réseau de distribution, ainsi que l'augmentation des honoraires et des frais de marketing et de publicité, ont été neutralisés en grande partie par la baisse des autres coûts, laquelle traduit en partie nos mesures continues de gestion des coûts.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 29 millions de dollars ou 23 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète essentiellement la réduction des pertes sur créances liées aux prêts commerciaux au Canada et aux États-Unis. Le recul est également attribuable à la qualité élevée du crédit de nos portefeuilles ainsi qu'au maintien de conditions de crédit favorables.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 54 millions de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier. La diminution est en grande partie attribuable à la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle au Canada, ainsi qu'à l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement de nos activités d'assurance vie au Canada.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué par rapport à l'an dernier, en raison surtout du bénéfice net plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution du taux d'imposition est également attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenu plus efficaces fiscalement comme les dividendes. Ces facteurs ont contribué à la diminution du taux d'imposition effectif, lequel s'est élevé à 23,5 % ce trimestre, par rapport à 28,3 % l'an dernier.

Comparativement au deuxième trimestre de 2006, le bénéfice net a augmenté de 59 millions de dollars ou 5 %, et le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,05 \$ ou 6 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a progressé de 66 millions de dollars ou 6 %, et le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies a augmenté de 0,05 \$ ou 6 %. Cette augmentation reflète la croissance élevée des revenus liés à nos activités bancaires, laquelle tient principalement au fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre, ainsi que la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant principalement de divers éléments tels que les facteurs saisonniers liés à nos portefeuilles de prêts à la consommation. Ces facteurs ont été principalement neutralisés par les résultats liés aux activités de négociation, lesquels ont diminué comparativement aux résultats records constatés au dernier trimestre.

Comparativement aux neuf premiers mois de 2005, le bénéfice net a augmenté de 601 millions de dollars ou 21 %, et le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,64 \$, en hausse de 0,47 \$ ou 22 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 3 494 millions de dollars, en hausse de 600 millions ou 21 % par rapport à l'an dernier, résultat qui découle en grande partie de la forte croissance des revenus dans tous les secteurs d'exploitation. La hausse est également attribuable à la diminution du taux d'imposition effectif et à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés par la hausse des frais au titre de la rémunération variable et par la réduction de 95 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien. Les revenus se sont accrus de 900 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la solide croissance des revenus liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des résultats supérieurs liés à nos activités de négociation, qui découlent de l'amélioration des conditions du marché. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 493 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à la période précédente, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux et en ce qui concerne nos activités de gestion de patrimoine, résultat qui reflète le rendement amélioré des activités et les coûts plus élevés engagés à l'appui de nos initiatives visant la croissance des activités. La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 82 millions de dollars ou 23 % par rapport à la période précédente, résultat qui reflète en grande partie la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale au premier trimestre de 2006, ainsi que le maintien de la qualité élevée du crédit de la plupart de nos portefeuilles.

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 17 millions de dollars ce trimestre, et elle est imputable aux charges liées à la réduction progressive des activités de RBC Mortgage Company. Nous avons constaté une perte d'exploitation nette de 22 millions de dollars l'an dernier et une perte nette de 10 millions au trimestre précédent. La perte nette liée aux activités abandonnées pour les neuf premiers mois de 2006 s'est chiffrée à 28 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 29 millions l'an dernier.

Au 31 juillet 2006, le ratio de capital de première catégorie était de 9,6 %, soit un résultat en baisse par rapport à 9,7 % l'an dernier et un résultat en hausse comparativement à 9,5 % à la fin du trimestre précédent. Le ratio de capital total s'élevait à 12,4 %, en baisse de 100 points de base comparativement à 13,4 % il y a un an, et de 10 points de base par rapport à 12,5 % au trimestre précédent.

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Notre rendement reflète la solidité et la diversité de nos activités, et je suis heureux que nous ayons poursuivi la mise en œuvre de nos initiatives visant la croissance des activités en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Le bénéfice net s'est chiffré à 1,18 milliard de dollars, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,1 % ce trimestre. Nos trois secteurs d'exploitation ont de nouveau obtenu de solides résultats, et ont tous contribué à la croissance de 20 % de notre bénéfice par rapport au troisième trimestre de 2005.

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada a enregistré des résultats records ce trimestre, son bénéfice net s'étant accru de 9 % par rapport à l'an dernier, en raison de la forte croissance de nos activités bancaires et de gestion de patrimoine. La croissance des volumes des fonds communs de placement et des activités de courtage ainsi que des actifs des clients s'est poursuivie, et les activités bancaires ont donné lieu à une forte croissance des prêts et à une amélioration des marges liées aux dépôts. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable résultant du rendement amélioré des activités et de l'augmentation des coûts engagés à l'appui de la croissance de nos activités.

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International a également affiché un bon rendement, malgré le raffermissement

continu du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le bénéfice net de ce secteur lié aux activités poursuivies a augmenté de 39 % par rapport à l'an dernier, et exprimé en dollars américains, il a progressé de 52 %. Ces résultats à la hausse tiennent à la croissance élevée des revenus tirés de la *Gestion de patrimoine*, laquelle est attribuable à la prise en compte d'Abacus Financial Services Group (Abacus), ainsi qu'à la hausse des commissions de courtage de titres de la Gestion Privée Globale, à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients de RBC Dain Rauscher et à la solide croissance des revenus des *Services bancaires*, laquelle traduit les volumes accrus de prêts et de dépôts ainsi que l'accroissement des services tarifés.

Le secteur RBC Marchés des Capitaux a continué d'enregistrer des résultats solides, et son bénéfice a augmenté de 29 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux résultats plus soutenus liés aux activités de négociation concernant toutes les catégories de produits, lesquels découlent de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités, de la baisse du taux d'imposition effectif et des importantes activités de fusion et d'acquisition au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse, comparativement à l'an dernier, des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement solide des activités et par la diminution des recouvrements de pertes sur créances au titre des prêts aux grandes entreprises.

	Objectifs de 2006	Rendement des neuf premiers mois
1. Croissance du bénéfice dilué par action (1)	20 %+	21,7 %
2. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+	23,3 %
3. Croissance des revenus	6 %-8 %	6 %
4. Levier d'exploitation (2)	> 3 %	0 %
5. Qualité du portefeuille (3)	0,40 %-0,50 %	0,21 %
6. Gestion du capital : ratio de capital de première catégorie	8 %+	9,6 %
7. Ratio de distribution	40 %-50 %	39 %

(1) Objectif établi en fonction du bénéfice dilué par action total de 2005 de 5,13 \$, qui a été retraité et établi à 2,57 \$ afin de tenir compte du versement, le 6 avril 2006, d'un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation.

(2) Le levier d'exploitation correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt. Notre objectif pour 2006 à ce chapitre a été établi en fonction des frais autres que d'intérêt de 2005, exclusion faite de la provision de 591 millions de dollars constituée au quatrième trimestre de 2005 au titre du litige relatif à Enron Corp.

(3) Correspond au ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations.

Revue du rendement des neuf premiers mois

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, nous sommes en voie d'atteindre la plupart de nos objectifs financiers de 2006. La croissance enregistrée au cours des neuf premiers mois au chapitre du bénéfice dilué par action, du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des revenus s'aligne sur nos objectifs de 2006. Notre rendement au chapitre de la qualité du portefeuille demeure nettement supérieur à notre objectif, résultat qui tient à la stabilité de l'environnement de crédit. Nous avons également maintenu notre solide situation de capital, le ratio du capital de première catégorie étant demeuré de loin supérieur à notre objectif de 8 % ou plus. Toutefois, le levier d'exploitation depuis le début de l'exercice est demeuré inférieur à notre objectif annuel de plus de 3 %, résultat qui tient en grande partie à la composition de nos activités, laquelle a reflété une proportion plus élevée du bénéfice tiré du secteur RBC Marchés des Capitaux et une baisse des revenus liés à nos activités d'assurance. Les deux secteurs Particuliers et entreprises ont toutefois enregistré un levier d'exploitation positif. Par ailleurs, compte tenu du bénéfice élevé dégagé au cours des neuf premiers mois de l'exercice, le ratio de distribution de 39 % est légèrement inférieur au ratio cible.

Progrès relatifs à nos objectifs stratégiques

Au troisième trimestre, nous avons continué de réaliser des progrès relativement à nos trois objectifs suivants :

1. Être reconnus comme le premier prestataire incontesté de services financiers au Canada.
2. Tirer parti de la solidité de nos activités bancaires, de nos services de gestion de patrimoine et de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.
3. Être reconnus comme un prestataire de choix de services financiers à l'échelle mondiale.

Au Canada, juillet a constitué le 35^e mois d'affilée au cours duquel les ventes nettes de fonds communs de placement de RBC Gestion d'actifs ont excédé 100 millions de dollars, les ventes nettes ayant totalisé 676 millions au troisième trimestre. Nous avons apporté plusieurs changements à la gamme de fonds RBC et avons notamment réduit les frais de gestion et les soldes minimaux requis, de manière que les clients bénéficient d'une plus grande valeur et d'un accès accru à nos produits. En ce qui concerne les clients qui utilisent nos services bancaires, nous avons lancé le Compte sans limite RBC, un nouveau compte à volume d'opérations élevé grâce auquel nos clients au Canada qui utilisent leur carte de débit sur une base quotidienne pourront réaliser des économies substantielles. RBC Assurances a continué d'élargir son réseau de distribution avec l'ouverture de deux nouvelles succursales en Ontario, ce qui a porté à huit le nombre total de succursales au Canada, afin que les clients qui le désirent puissent plus aisément rencontrer un conseiller en assurances autorisé. RBC Marchés des Capitaux a continué d'agir à titre de conseiller dans le cadre de nombreuses activités de fusion et d'acquisition au Canada. Elle a notamment agi à titre de conseiller financier d'Inco dans le cadre des offres d'achat en cours faites par Phelps Dodge Corporation, Teck Cominco Limited et Companhia Vale de Rio Doce (CVRD).

Aux États-Unis, RBC Centura a annoncé, le 9 août, qu'elle avait l'intention d'acquérir Flag Financial Corporation (Flag), une société ayant son siège à Atlanta qui exploite 17 centres de services bancaires dans la région métropolitaine d'Atlanta ainsi que dans le centre et l'ouest de la Géorgie. Cette opération s'aligne sur la stratégie de RBC Centura visant à devenir une banque de premier choix pour les entreprises, les propriétaires d'entreprises et les professionnels dans le sud-est des États-Unis, et permettra de tirer parti des capacités uniques de Flag en matière de services bancaires d'entreprise. RBC Dain Rauscher a accru sa présence et ouvert

de nouveaux bureaux à Washington et au Texas, et elle a également intensifié le recrutement dans tout le pays, aux fins de l'embauche de conseillers financiers chevronnés. Les activités de RBC Marchés des Capitaux liées aux finances publiques ont continué de porter leurs fruits au premier semestre de l'année civile 2006, RBC ayant partagé avec une autre institution, en ce qui concerne le nombre d'émissions d'obligations municipales aux États-Unis, le premier rang au chapitre des grandes opérations gérées (*Thomson Financial*).

Sur le plan international, nous avons continué d'investir dans des entreprises qui nous permettront d'accroître notre réseau de distribution et d'élargir notre gamme de produits. Ainsi, RBC Marchés des Capitaux a ouvert un bureau à Édimbourg afin d'accroître sa présence en Écosse à la suite de l'acquisition d'Abacus effectuée par la Gestion Privée Globale en novembre 2005. RBC Marchés des Capitaux a également annoncé la mise sur pied d'une équipe basée à Londres qui fera partie de la division des services de banque d'investissement et qui se concentrera sur la prestation de services aux plus petites sociétés cotées dont les titres sont inscrits sur la liste officielle de la Bourse et sur l'Alternative Investment Market (AIM). L'équipe offrira des services de financement des entreprises, de vente, de recherche et de tenue de marché à une clientèle se composant notamment de sociétés des secteurs des ressources naturelles, de l'énergie et de la technologie. Pour le semestre civil terminé le 30 juin, le magazine *Pension and Investments* a classé le Multi-Strategy Fund de RBC Marchés des Capitaux au nombre des quatre fonds de couverture pour les particuliers ayant généré les rendements les plus élevés.

Nos objectifs stratégiques visent à offrir de meilleures solutions à nos clients et des rendements élevés à nos actionnaires. Au cours des 12 derniers mois, le rendement total pour les actionnaires s'est établi à 22 %, résultat qui reflète l'augmentation de 19 % du cours de nos actions ordinaires.

Distinctions décernées récemment

Nous sommes fiers que RBC ait été désignée la marque ayant le plus de valeur au Canada en 2006, dans le premier classement annuel des meilleures marques canadiennes. Interbrand a effectué l'évaluation et classé RBC en tête au chapitre de la solidité financière, de l'influence sur les choix des consommateurs et de la probabilité de tirer de la marque un revenu continu. RBC Assurances a été nommée le fournisseur d'assurance voyage favori des agents de voyage canadiens pour une quatrième année de suite (*Canadian Travel Press*). De plus, le magazine *Euromoney* a décerné des prix d'excellence à RBC Marchés des Capitaux, à savoir le titre de meilleur établissement prêteur au Canada, le titre de meilleur établissement en matière de services liés aux activités de fusion et d'acquisition au Canada et celui de meilleur établissement de titres de capitaux propres au Canada. C'est la première fois que ces trois titres nous sont décernés au cours d'une même année.

Ces distinctions, de même que d'autres qui nous ont été décernées, témoignent des efforts continus que nos plus de 70 000 employés déploient afin de servir nos clients et de générer de solides résultats pour RBC. J'aimerais remercier nos clients pour les relations d'affaires qu'ils continuent d'entretenir avec nous, et nos employés pour leurs efforts et leur dévouement.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer notre situation financière, nos perspectives futures et nos résultats d'exploitation, y compris notre situation de trésorerie et nos sources de financement, pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2006, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, l'accent étant mis sur les résultats trimestriels. Le rapport de gestion fournit également une comparaison des résultats du trimestre terminé le 31 juillet 2006 et des résultats du trimestre terminé le 30 avril 2006. Le présent rapport de gestion doit être lu attentivement en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2005 aux actionnaires (rapport annuel 2005). Ce rapport de gestion est daté du 25 août 2006, il se base sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et, sauf indication contraire, tous les montants y sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2005, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

À PROPOS DE LA BANQUE ROYALE DU CANADA

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services

d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 70 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 14 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, visitez notre site Web à l'adresse rbc.com.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et de toute loi canadienne applicable en matière de valeurs mobilières. Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, ou dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2006 et à notre but à moyen terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre nos objectifs et notre but à moyen terme, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la gestion des risques de crédit et de marché et du risque d'illiquidité et de financement; la solidité des économies canadienne et américaine et la solidité des économies des autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain et le livre sterling; l'incidence des modifications de la politique monétaire, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les

assurances et les valeurs mobilières) et leur exécution; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; notre capacité d'obtenir des informations exactes et complètes de nos clients ou contreparties ou en leur nom; notre capacité de réaligner avec succès notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus; notre capacité de mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure; les risques liés à la réputation ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services; les modifications apportées à nos estimations concernant les provisions et les provisions cumulatives; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; les catastrophes naturelles telles que les ouragans; l'incidence possible, sur nos activités, d'urgences en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis aux rubriques « Gestion du risque » et « Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs » de notre rapport annuel 2005.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes et événements possibles. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET AUTRES FAITS SAILLANTS

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Activités poursuivies					
Total des revenus	5 206 \$	5 122 \$	4 929 \$	15 288 \$	14 388 \$
Frais autres que d'intérêt	2 861	2 928	2 732	8 540	8 047
Dotation à la provision pour pertes sur créances	99	124	128	270	352
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	627	619	681	1 898	1 885
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	–	1	–	5
Bénéfice net avant impôts (1)	1 619	1 451	1 387	4 580	4 099
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 194	1 128	1 001	3 494	2 894
Perte nette liée aux activités abandonnées	(17)	(10)	(22)	(28)	(29)
Bénéfice net	1 177 \$	1 118 \$	979 \$	3 466 \$	2 865 \$
Secteurs – bénéfice net tiré des activités poursuivies					
RBC Particuliers et entreprises – Canada	742 \$	608 \$	679 \$	2 019 \$	1 800 \$
RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International (2)	111	106	80	318	255
RBC Marchés des Capitaux (2)	329	433	255	1 092	817
Services de soutien généraux	12	(19)	(13)	65	22
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 194 \$	1 128 \$	1 001 \$	3 494 \$	2 894 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – dilué (3)	0,90 \$	0,85 \$	0,74 \$	2,64 \$	2,17 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	23,1 %	23,0 %	20,0 %	23,3 %	20,6 %
Rendement du capital de risque (4)	35,7 %	35,7 %	33,4 %	36,4 %	33,5 %
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – dilué (3)	0,91 \$	0,86 \$	0,76 \$	2,66 \$	2,19 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	23,1 %	22,9 %	20,2 %	23,2 %	20,6 %
Rendement du capital de risque (4)	36,2 %	36,1 %	34,1 %	36,7 %	33,8 %
Levier d'exploitation (5)	0,9 %	(0,7) %	7,2 %	0,2 %	9,3 %
Ratios de capital (6)					
Ratio du capital de première catégorie	9,6 %	9,5 %	9,7 %	9,6 %	9,7 %
Ratio du capital total	12,4 %	12,5 %	13,4 %	12,4 %	13,4 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	523 969 \$	502 893 \$	463 325 \$	523 969 \$	463 325 \$
Valeurs mobilières	172 803	163 991	155 682	172 803	155 682
Prêts à la consommation	146 502	140 998	134 670	146 502	134 670
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	59 418	57 583	52 381	59 418	52 381
Dépôts	334 702	322 787	304 497	334 702	304 497
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	20 050	19 700	19 150	19 700	18 350
Moyenne du capital de risque (4)	12 950	12 700	11 500	12 600	11 300
Actif ajusté en fonction des risques (6)	218 482	210 965	190 908	218 482	190 908
Biens administrés – RBC	493 700	487 900	1 727 000	493 700	1 727 000
– RBC Dexia IS (7)	1 832 700	1 832 100	–	1 832 700	–
Biens sous gestion	114 600	113 700	104 900	114 600	104 900
Information sur les actions ordinaires (3)					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 279 300	1 282 694	1 286 204	1 281 815	1 281 748
– moyenne (diluée)	1 297 340	1 301 645	1 306 047	1 301 165	1 303 044
– à la fin	1 281 279	1 286 064	1 294 476	1 281 279	1 294 476
Dividendes par action	0,36 \$	0,36 \$	0,31 \$	1,04 \$	0,86 \$
Rendement de l'action	3,1 %	3,0 %	3,2 %	3,0 %	3,2 %
Cours de l'action à la TSX – à la clôture	46,03 \$	47,84 \$	38,70 \$	46,03 \$	38,70 \$
Renseignements opérationnels liés aux activités poursuivies					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	60 875	59 206	60 627	60 875	60 627
Nombre de succursales	1 430	1 424	1 417	1 430	1 417
Nombre de guichets automatiques	4 297	4 272	4 321	4 297	4 321
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (4)	0,896 \$	0,877 \$	0,810 \$	0,879 \$	0,816 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,884	0,894	0,817	0,884	0,817

(1) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

(2) Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte du transfert des activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux, avec prise d'effet le 1^{er} février 2006.

(3) Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Cette opération a eu la même incidence qu'un fractionnement d'actions ordinaires à raison de deux actions pour chaque action ordinaire. Le nombre d'actions ordinaires et les montants par action ont tous été retraités afin de tenir compte du dividende en actions.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

(5) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

(6) Calculé en fonction des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(7) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %. RBC Dexia IS a été créée le 2 janvier 2006, et nous avons fourni des biens administrés de 1 400 milliards de dollars à la coentreprise au moment de sa création. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats avec un décalage de un mois, le montant figurant au poste Biens administrés – RBC Dexia IS pour le troisième trimestre de 2006 est présenté au 30 juin 2006.

RÉSUMÉ

Nous avons enregistré un bénéfice record ce trimestre en raison de la croissance solide des activités dans tous nos secteurs d'exploitation, laquelle traduit en grande partie la mise en œuvre fructueuse de nos

initiatives visant la croissance par rapport à l'an dernier. Ces résultats tiennent également au maintien d'une conjoncture économique et commerciale favorable, tant sur les marchés au pays que sur ceux à l'étranger.

REVUE ÉCONOMIQUE ET REVUE DES MARCHÉS

La croissance de l'économie au Canada et aux États-Unis s'est avérée solide, même si elle a ralenti au cours de la période après avoir connu une vigoureuse performance au premier semestre. L'économie des deux pays a continué de tirer parti des niveaux d'emploi élevés et des hausses de salaires, malgré le ralentissement des gains au chapitre de l'emploi survenu vers la fin de la période. Le ralentissement de la croissance économique au cours de la période considérée reflète l'incidence de la hausse des prix de l'énergie et des taux d'intérêt, ainsi que la confiance chancelante des consommateurs, facteurs qui ont entraîné un affaiblissement du marché de l'habitation et une modeste diminution des activités des consommateurs.

La Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine ont maintenu leur cycle de hausses des taux d'intérêt ce trimestre. La Banque du Canada a augmenté le taux de financement à un jour de 25 points de base pour une 7^e fois de suite en mai, le portant à 4,25 %, et la Réserve fédérale américaine a haussé son taux directeur pour une 17^e fois de suite en juin, le portant à 5,25 %. Pendant, les deux banques centrales ont récemment maintenu leurs taux. La Banque du Canada a agi de la

sorte en raison du fait que le taux d'inflation au Canada avait atteint le taux cible établi, et la Réserve fédérale, en raison du fait qu'elle s'attend à un ralentissement de l'inflation dans un avenir rapproché.

La demande visant les prêts à la consommation est demeurée solide au cours de la période, en raison principalement des salaires élevés et du maintien de niveaux d'emploi élevés, et malgré les taux d'intérêt à la hausse et l'augmentation des coûts de l'énergie. Du côté des entreprises, le nombre de fusions et d'acquisitions est demeuré élevé au Canada, situation qui découle en partie des liquidités et des marges bénéficiaires importantes dont les entreprises disposent. Les activités de négociation en Amérique du Nord ont continué de bénéficier de conditions de marché favorables pour presque toutes les catégories d'actifs. La volatilité accrue des marchés boursiers et l'accroissement des opérations d'arbitrage se sont traduits par une amélioration des activités de négociation pour compte propre et du volume des clients, tandis que l'incertitude concernant les hausses de taux a entraîné un aplatissement de la courbe de rendement qui a donné lieu à des occasions réduites au chapitre des activités de négociation de titres à revenu fixe.

RENDEMENT FINANCIER

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 177 millions de dollars au troisième trimestre terminé le 31 juillet 2006, en hausse de 198 millions ou 20 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,90 \$, en hausse de 0,16 \$ ou 22 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 23,1 %, comparativement à 20 % l'an dernier.

Le bénéfice net lié aux **activités poursuivies** s'est chiffré à 1 194 millions de dollars, en hausse de 193 millions ou 19 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 0,91 \$, en hausse de 0,15 \$ ou 20 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,1 %, par rapport à 20,2 % l'an dernier. L'augmentation reflète la croissance élevée des revenus dans tous les secteurs d'exploitation ainsi que la baisse du taux d'imposition effectif, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux. Cette croissance a été enregistrée malgré la réduction de 45 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

Les revenus ont augmenté de 277 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des résultats à la hausse liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché, ainsi que de la forte croissance des volumes d'activités bancaires et de gestion de patrimoine.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 129 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à la hausse des frais au titre de la rémunération variable, laquelle reflète le rendement élevé des activités. La hausse des coûts engagés pour soutenir nos initiatives visant la croissance des activités, lesquels sont notamment liés à l'accroissement de l'effectif de notre réseau de distribution, à l'augmentation des honoraires, ainsi qu'aux frais de marketing et de publicité, a été neutralisée en grande partie par la diminution d'autres coûts, laquelle tient en partie à nos mesures continues de gestion des coûts.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 29 millions de dollars ou 23 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution reflète principalement la réduction des pertes sur créances liées aux prêts commerciaux au Canada et aux États-Unis, ainsi que la qualité du crédit élevée de nos portefeuilles et le maintien de conditions de crédit favorables.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 54 millions de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier. La diminution tient en grande partie à la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle au Canada, ainsi qu'à l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement des activités d'assurance vie au Canada.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué par rapport à l'an dernier, en raison surtout du bénéfice net plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution du taux d'imposition est également

attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenu plus efficaces fiscalement comme les dividendes. Ces facteurs ont contribué à la diminution du taux d'imposition effectif, lequel s'est élevé à 23,5 % ce trimestre, par rapport à 28,3 % l'an dernier.

RBC Particuliers et entreprises – Canada. Le bénéfice net de ce secteur a augmenté de 63 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier. La hausse est en grande partie attribuable à l'accroissement des revenus découlant de la croissance élevée enregistrée relativement aux activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi qu'à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des charges découlant de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable, laquelle tient au rendement accru des activités, et par la hausse des coûts engagés à l'appui de la croissance des activités. Ces résultats continuent de refléter la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, la solidité continue de l'économie canadienne et les conditions de crédit favorables.

RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International. Le bénéfice net de ce secteur a progressé de 31 millions de dollars ou 39 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'est produite malgré une réduction de 10 millions de dollars constatée comparativement à l'an dernier, qui est imputable à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 34 millions de dollars US, ou 52 %, résultat qui reflète la forte hausse des revenus de la *Gestion de patrimoine*, ainsi que la croissance solide des revenus et l'amélioration de la qualité du crédit des *Services bancaires*. Ces résultats reflètent la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, ainsi que le maintien de conjonctures favorables aux États-Unis et sur le plan international. Les résultats de la période comparable de l'exercice précédent tenaient également compte d'une charge d'impôts de 11 millions de dollars US liée à la cession de nos activités abandonnées, laquelle a été contrebalancée en partie par un recouvrement d'assurances de 8 millions de dollars US avant impôts (5 millions de dollars US après impôts).

RBC Marchés des Capitaux. Le bénéfice net de ce secteur s'est accru de 74 millions de dollars ou 29 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités. L'augmentation est aussi attribuable à la baisse du taux d'imposition effectif et au maintien des importantes activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités ainsi que par la diminution des recouvrements de pertes sur créances liées aux prêts aux grandes entreprises comparativement à l'an dernier.

Services de soutien généraux. Le bénéfice net de 12 millions de dollars enregistré ce trimestre reflète principalement le calendrier d'exécution des opérations de titrisation et les impôts, qui avaient essentiellement trait aux activités de financement et n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Comparativement aux neuf premiers mois de 2005, le bénéfice net a augmenté de 601 millions de dollars ou 21 %, et le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,64 \$, en hausse de 0,47 \$ ou 22 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 3 494 millions de dollars, en hausse de 600 millions ou 21 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient principalement à la croissance élevée des revenus dans tous les secteurs d'exploitation. La hausse est également attribuable à la baisse du taux d'imposition effectif et à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés par la hausse des frais au titre de la rémunération variable et par la réduction de 95 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien. Les revenus se sont accrus de 900 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la solide croissance des revenus liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des résultats supérieurs liés à nos activités de négociation, qui découlent de l'amélioration des conditions du marché. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 493 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à la période précédente, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux et en ce qui concerne nos activités de gestion de patrimoine, résultat qui reflète le rendement amélioré des activités et les coûts plus élevés engagés à l'appui de nos initiatives visant la croissance des activités. La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 82 millions de dollars ou 23 % par rapport à la période précédente, résultat qui reflète en grande partie la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale au premier trimestre de 2006, ainsi que le maintien de la qualité élevée du crédit de la plupart de nos portefeuilles.

Comparativement au deuxième trimestre de 2006, le bénéfice net a augmenté de 59 millions de dollars ou 5 %, et le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,05 \$ ou 6 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a progressé de 66 millions de dollars ou 6 %, et le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies a augmenté de 0,05 \$ ou 6 %. Cette augmentation reflète en grande partie la croissance élevée des revenus liés à nos activités bancaires, laquelle tient principalement au fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre, ainsi que la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant d'un certain nombre de facteurs, notamment les facteurs saisonniers liés à nos portefeuilles de prêts à la consommation. Ces facteurs ont été principalement neutralisés par les résultats liés aux activités de négociation, lesquels ont diminué comparativement aux résultats records constatés au dernier trimestre.

La perte nette liée aux **activités abandonnées** s'est chiffrée à 17 millions de dollars ce trimestre, et elle est imputable aux charges liées à la réduction progressive des activités de RBC Mortgage Company. Nous avons constaté une perte nette de 22 millions de dollars l'an dernier et une perte nette de 10 millions au trimestre précédent. La perte nette liée aux activités abandonnées pour les neuf premiers mois de 2006 s'est chiffrée à 28 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 29 millions l'an dernier.

Activités aux États-Unis ⁽¹⁾

Le bénéfice net aux États-Unis lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 168 millions de dollars ce trimestre, en hausse de 47 millions ou 39 % par rapport à l'an dernier, malgré l'incidence défavorable de 15 millions découlant du raffermissement du dollar canadien. La hausse reflète principalement la diminution de la charge d'impôts attribuable au bénéfice plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont plus faibles, ainsi que les résultats améliorés liés aux activités de négociation. Les résultats de l'an dernier reflétaient le paiement que nous avons versé au titre de notre part du règlement de la poursuite MegaClaims intentée par Enron Corp. (Enron) contre nous et un certain nombre d'autres institutions financières, ainsi que la charge d'impôts de 11 millions de dollars US concernant la cession de nos activités abandonnées.

Le bénéfice net aux États-Unis lié aux activités poursuivies s'est établi à 551 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, en hausse de 213 millions ou 63 %. Cette augmentation reflète en grande partie les résultats à la hausse liés aux activités de négociation, la diminution de la charge d'impôts attribuable au bénéfice plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont plus faibles, les recouvrements plus élevés au titre des pertes sur créances liées aux prêts aux grandes entreprises et le gain net à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX, tel qu'il est présenté à la rubrique Éléments particuliers. Ces résultats ont été neutralisés en partie par le gain comptabilisé à la période précédente relativement à la vente de Liberty Insurance Services Corporation (LIS) effectuée le 31 décembre 2004, ainsi que par la diminution des ventes de rentes aux États-Unis. Les résultats de l'an dernier reflétaient les coûts au titre du règlement lié à la faillite d'Enron ainsi que la charge d'impôts de 11 millions de dollars US concernant la cession de nos activités abandonnées.

Le bénéfice net aux États-Unis lié aux activités poursuivies a reculé de 43 millions de dollars ou 20 % par rapport au deuxième trimestre de 2006. Les résultats liés aux activités de négociation ont diminué par rapport aux résultats solides enregistrés au trimestre précédent. Les résultats du trimestre précédent reflétaient le gain net réalisé à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX. Le recul est également imputable à la diminution des recouvrements de pertes sur créances liées aux prêts aux grandes entreprises et à l'incidence défavorable de 8 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

Ratios de capital

Au 31 juillet 2006, le ratio de capital de première catégorie était de 9,6 %, soit un résultat en baisse par rapport à 9,7 % l'an dernier, et en hausse comparativement à 9,5 % à la fin du trimestre précédent. Le ratio de capital total s'élevait à 12,4 %, en baisse de 100 points de base comparativement à 13,4 % il y a un an, et de 10 points de base par rapport à 12,5 % au trimestre précédent.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats libellés en dollars américains. Le tableau ci-dessous illustre l'incidence de la conversion des résultats de la période considérée au taux de change en vigueur par rapport aux taux de change des périodes historiques. Nous sommes d'avis que cela permet aux lecteurs d'évaluer les résultats sous-jacents sur une base davantage comparable, particulièrement compte tenu de l'importance des variations récentes du taux de change et de l'incidence de ces variations sur nos résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour le trimestre terminé au		Pour les neuf mois terminés le
	T3 2006 par rapport à la période correspondante terminée au		T3 2006 par rapport à la période correspondante terminée au
	T2 2006	T3 2005	T3 2005
Total des revenus : diminution	35 \$	160 \$	335 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution	15	75	170
Bénéfice net lié aux activités poursuivies : diminution	8	45	95
Bénéfice net : diminution	8	44	93
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies : diminution	0,01 \$	0,03 \$	0,07 \$
Bénéfice dilué par action : diminution	0,01 \$	0,03 \$	0,07 \$
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains ⁽¹⁾	2 %	11 %	8 %

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

Le taux de change moyen du dollar canadien s'est apprécié de 11 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a occasionné une diminution de 44 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, et une réduction de 0,03 \$ du bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change moyen du dollar canadien s'est apprécié de 8 % comparativement aux neuf premiers mois de l'an dernier, ce qui a entraîné une diminution de 93 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, et une réduction de 0,07 \$ du bénéfice dilué par action pour les neuf premiers mois de 2006.

Le taux de change moyen du dollar canadien s'est apprécié de 2 % comparativement au trimestre précédent, ce qui a occasionné une diminution de 8 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, et une réduction de 0,01 \$ du bénéfice dilué par action ce trimestre.

Performance par rapport aux objectifs

Nous avons établi nos objectifs pour 2006 à la fin de 2005, en fonction de la conjoncture économique actuelle et prévue. Nos résultats pour l'exercice à ce jour indiquent que nous sommes en voie d'atteindre la plupart de nos objectifs pour 2006. La croissance du bénéfice dilué par action de 21,7 %, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 23,3 % et la croissance des revenus de 6 % s'alignent sur nos objectifs, qui s'établissent comme suit : croissance du bénéfice dilué par action de 20 % ou plus; rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20 % ou plus; croissance des revenus se situant entre 6 % et 8 %. L'environnement du crédit favorable a continué de soutenir notre solide ratio de qualité du crédit ⁽²⁾, lequel s'est chiffré à 0,21 %, soit un résultat qui demeure de loin supérieur à notre objectif de 0,40 % à 0,50 %. Nous avons également maintenu une solide situation de capital, et notre ratio du capital de première catégorie de 9,6 % demeure de loin supérieur à notre objectif de 8 % ou plus. Notre levier d'exploitation depuis le début de l'exercice est toutefois demeuré inférieur à notre objectif de 3 % ou plus, en raison principalement de la composition de nos activités, qui tiennent compte d'une tranche plus importante des résultats de RBC Marchés des Capitaux, et de la baisse des revenus liés aux activités d'assurance. Par ailleurs, compte tenu du bénéfice élevé dégagé au cours des neuf premiers mois, le ratio de distribution de 39 % est légèrement inférieur au ratio cible.

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les secteurs Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui du client. Les opérations sont comptabilisées dans la devise locale de référence et sont assujetties aux variations des taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

(2) Ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations.

ÉLÉMENTS PARTICULIERS

Le tableau suivant illustre les éléments particuliers qui sont compris dans nos résultats des périodes antérieures. Aucun élément particulier n'a été relevé au troisième trimestre de 2006 ni au cours des trois premiers trimestres de 2005.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour les neuf mois terminés le		Secteurs
	31 juillet 2006		30 avril 2006		31 juillet 2006		
	Avant impôts	Après impôts	Avant impôts	Après impôts	Avant impôts	Après impôts	
Passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit			(72)\$	(47)\$	(72)\$	(47)\$	RBC Particuliers et entreprises – Canada
Frais de résiliation d'accord			51	33	51	33	RBC Particuliers et entreprises – Canada
Gain net lié à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX	Aucun élément particulier		40	23	40	23	RBC Marchés des Capitaux et RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International
Réduction de la charge d'impôts			–	–	s.o.	70	Services de soutien généraux
Contrepassation d'une tranche de la provision générale			–	–	50	33	RBC Marchés des Capitaux
Charges liées aux ouragans			–	–	(61)	(61)	RBC Particuliers et entreprises – Canada
Montants liés au transfert des Services aux institutions et aux investisseurs à RBC Dexia IS			–	–	(16)	(19)	RBC Marchés des Capitaux

s.o. sans objet

Deuxième trimestre de 2006

Passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit : Nous avons effectué un ajustement de 72 millions de dollars relativement au passif au titre du programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, en raison principalement des améliorations apportées aux hypothèses qui sous-tendent les modèles, de manière à tenir compte de l'utilisation accrue par les clients des points RBC Récompenses.

Frais de résiliation d'accord : Nous avons reçu 51 millions de dollars au cours du trimestre, au titre de la résiliation d'un accord.

Gain net lié à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX : Le 7 mars 2006, les filiales de courtage des secteurs RBC Marchés des Capitaux et RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International ont reçu des actions du groupe NYSE (NYX) en échange de leurs sièges respectifs à la Bourse de New York (NYSE). Cet échange a donné lieu à un gain net de 32 millions de dollars pour RBC Marchés des Capitaux et à un gain net de 8 millions pour RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International.

Premier trimestre de 2006

Réduction de la charge d'impôts : Le règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices précédents a donné lieu à

une réduction de 70 millions de dollars de la charge d'impôts.

Contrepassation d'une tranche de la provision générale : Nous avons contrepassé une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale liée au portefeuille de prêts aux grandes entreprises de RBC Marchés des Capitaux. Ce résultat découle du maintien de conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Charges liées aux ouragans : Nous avons passé en charges des provisions supplémentaires de 61 millions de dollars (avant et après impôts) au titre des sinistres d'assurance nets estimatifs liés principalement à l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005.

Montants liés au transfert des Services aux investisseurs institutionnels à RBC Dexia IS : Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos Services aux investisseurs institutionnels, qui faisaient auparavant partie de RBC Marchés des Capitaux, avec les activités de Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia) exploitées sous la dénomination Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS), la nouvelle coentreprise formée. Nous avons comptabilisé des charges nettes de 16 millions de dollars avant impôts au titre de ce transfert (charges de 19 millions après impôts, qui comprennent une radiation d'impôts reportés).

ÉVÉNEMENTS CLÉS

Abacus : Le 30 novembre 2005, nous avons conclu l'acquisition d'Abacus Financial Services Group Limited (Abacus), élargissant ainsi les services de la *Gestion de patrimoine* au sein du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International.

Événement postérieur à la clôture du trimestre : Le 9 août 2006, nous avons annoncé notre intention d'acquiescer Flag Financial Corporation,

une société située en Géorgie ainsi que Flag Bank, sa filiale, afin d'accroître nos services bancaires au sein du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International. Cette acquisition est assujettie aux conditions de clôture habituelles et elle devrait être conclue d'ici la fin de l'année civile.

PERSPECTIVES POUR 2006

Nous prévoyons que l'économie au Canada et aux États-Unis demeurera solide d'ici la fin de l'année, mais qu'elle connaîtra une croissance plus lente qu'au cours du premier semestre de l'exercice. L'économie de ces deux pays devrait continuer de bénéficier du marché de l'habitation et des taux de croissance des dépenses de consommation, lesquels devraient demeurer solides malgré un ralentissement, ainsi que du maintien d'un niveau d'investissement élevé pour les entreprises. Nous prévoyons actuellement une croissance de 3,3 % de l'économie au Canada et aux États-Unis cette année, comparativement à une croissance de 2,9 % et de 3,2 %, respectivement, l'an dernier. Même si aucune hausse de taux d'intérêt n'a eu lieu récemment, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine haussent leurs taux de 25 points de base et les portent à 4,5 % et à 5,5 %, respectivement, d'ici la fin de l'année, en raison de l'augmentation prévue de l'inflation de base durant cette période.

Les prêts à la consommation devraient demeurer élevés en raison des niveaux d'emplois et des salaires élevés, ainsi que du marché de l'habitation, lequel demeure solide malgré un ralentissement. Nous nous

attendons toutefois à ce que les taux de croissance ralentissent en raison de l'augmentation des prix de l'énergie et des hausses de taux d'intérêt précédentes. À la lumière de ces facteurs, nous prévoyons aussi que les particuliers au Canada continueront d'accroître leur investissement dans des produits de gestion de patrimoine, et plus particulièrement dans des fonds communs de placement et des dépôts à terme fixe, plutôt que dans des comptes de chèques et d'épargne. Les niveaux de liquidités élevés et la solidité des marchés du travail continueront de soutenir la qualité du crédit des particuliers.

Le niveau des investissements des entreprises devrait demeurer élevé, car celles-ci continuent d'utiliser leurs profits à des fins d'investissement et dans le cadre d'activités de fusion et d'acquisition. Même si nous nous attendons à ce que la reprise du marché des prêts aux entreprises ayant débuté l'an dernier se poursuive, le niveau élevé de liquidités des sociétés au Canada devrait continuer d'avoir une incidence sur les activités de montage au Canada et sur la croissance des prêts aux entreprises cette année, tout en soutenant les activités de fusion et d'acquisition.

La redistribution des liquidités aux États-Unis, plus rapide et amorcée plus tôt qu'au Canada, laisse prévoir un maintien de la croissance des prêts. Nous prévoyons que le dollar canadien s'affaiblira légèrement vers

la fin de l'année, en réponse à la réduction des prix de l'énergie, aux écarts de taux d'intérêt négatifs par rapport au marché américain, et à la stabilisation des déficits financier et commercial aux États-Unis.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

Le texte qui suit comporte une analyse de nos résultats d'exploitation déclarés liés aux activités poursuivies. Les facteurs qui se rapportent principalement à un secteur donné font l'objet d'une analyse détaillée

dans la section portant sur les résultats des secteurs d'exploitation. Se reporter à la rubrique « Résumé » pour une analyse de nos activités abandonnées.

Total des revenus

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des produits et services clés :

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Intérêts créditeurs	5 840 \$	5 249 \$	4 283 \$	16 060 \$	12 332 \$
Intérêts débiteurs	4 083	3 640	2 626	11 019	7 319
Revenu net d'intérêt	1 757 \$	1 609 \$	1 657 \$	5 041 \$	5 013 \$
Services de placements (1)	950 \$	997 \$	832 \$	2 832 \$	2 481 \$
Activités d'assurance (2)	821	806	886	2 485	2 472
Services bancaires (3)	648	510	602	1 749	1 702
Activités de négociation	683	724	452	1 954	1 286
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	253	259	251	731	793
Autres (4), (5)	94	217	249	496	641
Revenus autres que d'intérêt	3 449 \$	3 513 \$	3 272 \$	10 247 \$	9 375 \$
Total des revenus	5 206 \$	5 122 \$	4 929 \$	15 288 \$	14 388 \$
Informations supplémentaires					
Marge nette d'intérêt (6)	1,37 %	1,34 %	1,45 %	1,36 %	1,53 %
Total des revenus liés aux activités de négociation (7)	537 \$	586 \$	376 \$	1 588 \$	1 294 \$

(1) Comprend les commissions de courtage, commissions de gestion de placements et revenus tirés de fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, revenus de placement et revenus provenant des services tarifés.

(3) Comprend les frais bancaires, revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, frais de gestion des cartes et commissions de crédit.

(4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, le gain ou la perte à la vente de titres et les revenus tirés de la titrisation.

(5) Au deuxième trimestre de 2006, nous avons reclassé la variation de la juste valeur de certains instruments dérivés désignés à titre de couverture économique de nos régimes de rémunération à base d'actions liés à RBC Dain Rauscher. Cette variation, qui était inscrite au poste Revenus autres que d'intérêt – autres, est maintenant inscrite au poste Frais autres que d'intérêt – rémunération à base d'actions, de manière à refléter de façon plus adéquate la nature de ces instruments ainsi que la gestion de nos régimes de rémunération. Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir de plus amples renseignements.

(6) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée au moyen des soldes de fin de mois pour la période.

(7) Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation présentés dans le poste Revenu net d'intérêt et dans le poste Revenu autres que d'intérêt. Le total des revenus liés aux activités de négociation constitue une mesure financière hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Le total des revenus a augmenté de 277 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des résultats supérieurs liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché, ainsi que de la forte croissance des volumes d'activités bancaires et de gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés principalement par la réduction de 160 millions de dollars de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien, par la hausse des pertes à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques, ainsi que par la diminution des gains sur les placements privés ce trimestre.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 100 millions de dollars ou 6 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts et des dépôts et de l'amélioration des marges liées aux dépôts et aux produits de placement pour les particuliers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts de financement découlant de l'accroissement des volumes et des taux sur nos positions de financement liées à certaines stratégies de négociation de titres de participation. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,37 %, en baisse de 8 points de base par rapport à l'an dernier. Cette baisse tient principalement à la forte croissance et au niveau élevé d'activités liés aux actifs productifs générant des intérêts faibles et à ceux ne générant pas d'intérêts tels que les titres de négociation, les actifs acquis dans le cadre de conventions de revente et les titres empruntés et autres actifs de RBC Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont largement neutralisé l'augmentation de 4 points de base du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, laquelle tenait en grande partie à l'amélioration des marges liées aux dépôts et aux produits de placement pour les particuliers.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 118 millions de dollars ou 14 %, résultat qui reflète en grande partie les ventes nettes élevées et l'appréciation du capital de nos fonds communs de placement. Cette augmentation découle aussi des volumes accrus des activités de courtage traditionnel, de la prise en compte des résultats d'Abacus et de la croissance continue des actifs liés aux services tarifés.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont reculé de 65 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier. La diminution est en grande partie imputable à la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle au

Canada, ainsi qu'aux revenus moindres tirés de nos activités d'assurance vie aux États-Unis, baisse qui découle de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien et de la diminution des ventes de rentes. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance des activités d'assurance vie au Canada. Les éléments susmentionnés ont été partiellement compensés dans le poste Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. (Aux fins comptables, les revenus de placement garantissant certaines polices d'assurance vie sont constatés à titre de revenus, et une écriture de compensation est constatée dans les indemnités liées aux polices d'assurance.)

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 46 millions de dollars ou 8 %. Cette augmentation reflète principalement l'accroissement des revenus liés aux opérations de change et la hausse des frais bancaires, laquelle découle principalement de l'augmentation du volume des opérations.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont augmenté de 231 millions de dollars ou 51 % par rapport à l'an dernier. Le total des revenus liés aux activités de négociation (qui comprend le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt liés aux activités de négociation) s'est établi à 537 millions de dollars, en hausse de 161 millions ou 43 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie les résultats à la hausse liés aux activités de négociation, principalement en ce qui concerne la négociation de titres de participation. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour un rapprochement du total des revenus tirés des activités de négociation.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont augmenté de 2 millions de dollars par rapport à l'an dernier. La hausse des activités de fusion et d'acquisition ce trimestre, laquelle reflète l'environnement solide qui caractérise ce type d'activités au Canada, a été en grande partie neutralisée par la diminution des activités de montage de titres de participation au Canada et par la diminution des activités de montage de prêts.

Les *autres revenus* ont reculé de 155 millions de dollars ou 62 %. Ce résultat reflète principalement la hausse des pertes à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques ainsi que la diminution des gains sur les placements privés ce trimestre. Le recul reflète aussi l'ajustement cumulatif favorable comptabilisé l'an dernier au titre de notre participation dans un placement.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

Le total des revenus a augmenté de 900 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités de gestion de patrimoine et de services bancaires, ainsi que des résultats supérieurs liés aux activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché. Cette croissance s'est produite malgré la réduction de 335 millions de dollars des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 28 millions de dollars ou 1 %, en raison principalement de la croissance des volumes de prêts et de dépôts ainsi que de l'amélioration des marges liées aux dépôts et aux produits de placement pour les particuliers. Ces facteurs ont été principalement neutralisés par la hausse des coûts de financement découlant de l'accroissement des volumes et des taux sur nos positions de financement liées à certaines stratégies de négociation de titres de participation, ainsi que par l'incidence de l'augmentation des soldes de cartes de crédit titrisés.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 351 millions de dollars ou 14 %, résultat qui reflète en grande partie les ventes nettes élevées et l'appréciation du capital de nos fonds communs de placement. Cette augmentation découle aussi des volumes accrus des activités de courtage traditionnel, de la croissance continue des actifs liés aux services tarifés et de la prise en compte des résultats d'Abacus.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 13 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la croissance élevée des activités touchant la plupart de nos produits d'assurances IARD. Cette augmentation a été en grande partie neutralisée par l'incidence défavorable de nos activités d'assurance vie aux États-Unis découlant du raffermissement du dollar canadien, par la baisse des ventes de rentes, ainsi que par la constatation des revenus de Liberty Insurance Services Corporation (LIS) pour une période de deux mois à la période précédente, cette société ayant été vendue le 31 décembre 2004. Par ailleurs, nous avons continué à réduire de façon stratégique notre risque lié aux activités de réassurance contre les catastrophes, ce qui a donné lieu à une baisse des revenus comparativement à la période précédente.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 47 millions de dollars ou 3 %. Cette augmentation reflète principalement l'accroissement des commissions d'engagement à l'appui des activités de fusion et d'acquisition, ainsi que la hausse des frais bancaires et l'augmentation des revenus liés aux opérations de change découlant principalement de la hausse du volume des opérations.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont augmenté de 668 millions de dollars ou 52 % par rapport à l'an dernier. Le total des revenus liés aux activités de négociation s'est établi à 1 588 millions de dollars, en hausse de 294 millions ou 23 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les résultats supérieurs liés aux activités de négociation, lesquels découlent de l'amélioration des conditions du marché, ainsi que la croissance découlant de plusieurs stratégies de négociation, principalement en ce qui concerne la négociation de titres de participation.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont diminué de 62 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient principalement à la diminution des activités de montage de titres de participation, principalement au Canada, ainsi qu'à la réduction des activités de montage de prêts. Ces facteurs ont été neu-

tralisés en partie par la hausse des activités de fusion et d'acquisition.

Les *autres revenus* ont reculé de 145 millions de dollars ou 23 %. Ce résultat reflète principalement la hausse des pertes à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques au cours de l'exercice considéré. Le recul traduit également certains éléments favorables comptabilisés l'an dernier, notamment un ajustement cumulé au titre de notre participation dans un placement, les gains à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires et le gain à la vente de LIS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réception de frais liés à la résiliation d'un accord et par le gain net à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX comptabilisé en 2006.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le total des revenus a augmenté de 84 millions de dollars ou 2 %, en raison principalement de la forte croissance de nos activités liées aux services bancaires aux grandes entreprises et aux services bancaires de détail, qui a été contrebalancée en partie par la réception de frais à la résiliation d'un accord et par le gain net à l'échange de sièges à la NYSE, lesquels ont tous deux été comptabilisés au trimestre précédent.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 148 millions de dollars ou 9 % comparativement au trimestre précédent, résultat qui tient principalement au fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre, ainsi qu'à la hausse des volumes de prêts et de dépôts et à l'amélioration des marges liées aux services de détail.

Les revenus liés aux *activités de placement* ont diminué de 47 millions de dollars ou 5 %, résultat qui tient en grande partie à la réduction des volumes de nos activités de courtage traditionnel et autogéré, laquelle reflète un ralentissement estival habituel.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 15 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie le renouvellement saisonnier de contrats de réassurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des ventes d'assurance voyage découlant de facteurs saisonniers ainsi que par la réduction du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle au Canada.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 138 millions de dollars ou 27 %. Cette augmentation reflète principalement l'ajustement de 72 millions de dollars constaté au trimestre précédent pour accroître le passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle. L'augmentation est également attribuable à la hausse des frais de gestion des cartes reflétant l'augmentation des volumes de cartes de crédit et des achats, ainsi qu'à l'accroissement des frais bancaires découlant de l'accroissement du volume des opérations.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont diminué de 41 millions de dollars ou 6 %. Le total des revenus liés aux activités de négociation s'est établi à 537 millions de dollars, en baisse de 49 millions ou 8 % par rapport aux résultats records constatés au trimestre précédent. Ce résultat reflète en grande partie les résultats à la baisse liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe, aux instruments du marché monétaire, aux opérations de change et aux opérations sur marchandises.

Les *autres revenus* ont reculé de 123 millions de dollars ou 57 %. Ce résultat reflète principalement la réception de frais liés à la résiliation d'un accord, et le gain net lié à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX réalisé au trimestre précédent. Le recul est aussi imputable à la diminution des gains sur les placements privés ce trimestre.

Frais autres que d'intérêt

Le tableau suivant illustre les principales composantes des frais autres que d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Salaires	832 \$	797 \$	799 \$	2 411 \$	2 373 \$
Rémunération variable	716	751	587	2 129	1 729
Rémunération à base d'actions (1)	28	38	56	134	161
Avantages sociaux et rémunération au titre de la rétention du personnel	272	284	273	837	846
Ressources humaines	1 848 \$	1 870 \$	1 715 \$	5 511 \$	5 109 \$
Matériel	233	236	247	700	715
Frais d'occupation	196	189	188	567	559
Communications	168	173	155	487	458
Services professionnels et autres services externes	229	236	205	675	582
Autres charges	167	204	206	546	573
Amortissement des actifs incorporels	20	20	16	54	51
Frais autres que d'intérêt	2 861 \$	2 928 \$	2 732 \$	8 540 \$	8 047 \$

(1) Au deuxième trimestre de 2006, nous avons reclassé la variation de la juste valeur des instruments dérivés désignés à titre de couverture économique de nos régimes de rémunération à base d'actions liés à RBC Dain Rauscher. Cette variation, qui était inscrite dans le poste Revenus autres que d'intérêt - autres, est maintenant inscrite dans le poste Frais autres que d'intérêt - rémunération à base d'actions, de manière à refléter de façon plus adéquate la nature de ces instruments ainsi que la gestion de nos régimes de rémunération. Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir de plus amples renseignements.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 129 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient en grande partie à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement élevé des activités. Les coûts plus élevés engagés pour soutenir nos initiatives visant la croissance telles que l'accroissement de l'effectif de notre réseau de distribution, ainsi que l'augmentation des honoraires et des frais de marketing et de publicité ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la baisse d'autres coûts, laquelle reflète nos mesures continues de gestion des coûts, par les coûts au titre du règlement dans le cadre de la poursuite MegaClaims liée à la faillite d'Enron comptabilisés l'an dernier et par la réduction de 75 millions de dollars de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 493 millions de dollars ou 6 % comparativement à la période précédente. Ce résultat tient en grande partie à la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux et en ce qui

concerne nos activités de gestion de patrimoine, laquelle reflète le rendement élevé des activités. L'augmentation tient aussi à la hausse des honoraires et des frais de marketing et de publicité ainsi qu'à l'accroissement de l'effectif de notre réseau de distribution, à l'appui de nos initiatives visant la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de 170 millions de dollars de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 67 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des frais au titre de la rémunération variable, particulièrement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux, car les résultats au trimestre précédent reflétaient les résultats records liés aux activités de négociation ainsi que les importantes activités de fusion et d'acquisition. Le recul tient également à la diminution des frais liés aux avantages sociaux découlant de facteurs saisonniers et à la réduction de la charge au titre de la rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais de rémunération tenant au fait que le trimestre considéré comptait trois jours de plus que le trimestre précédent.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Prêts à la consommation	96 \$	130 \$	108 \$	347 \$	334 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1	(4)	26	(22)	(42)
Provisions spécifiques	97 \$	126 \$	134 \$	325 \$	292 \$
Provision générale	2	(2)	(6)	(55)	60
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	99 \$	124 \$	128 \$	270 \$	352 \$

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 29 millions de dollars ou 23 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète le maintien de la qualité du crédit élevée de nos portefeuilles ainsi que les conditions de crédit favorables. Cette diminution est en grande partie attribuable à la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada et aux États-Unis, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises et par la hausse des provisions au titre des prêts aux particuliers au Canada découlant de la croissance du portefeuille.

La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts à la consommation a reculé de 12 millions de dollars ou 11 % comparativement à l'an dernier. Ce recul est en grande partie attribuable aux améliorations apportées à la gestion du portefeuille de cartes de crédit, à l'incidence favorable du niveau plus élevé de soldes de cartes de crédit titrisés et à la baisse des provisions au titre du portefeuille de prêts à la consommation aux États-Unis, résultats qui ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux particuliers au Canada, laquelle tient à la croissance des prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements a diminué de 25 millions de dollars ou 96 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution reflète principalement la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada et aux États-Unis, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises ce trimestre.

La hausse de 8 millions de dollars de la dotation à la provision générale par rapport à la période correspondante découle principalement des fluctuations trimestrielles des montants répartis entre les provisions spécifiques et la provision générale relativement à nos activités aux États-Unis, selon les exigences imposées par les organismes de réglementation locaux. Ces montants ont été constatés au titre du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et ils n'ont eu aucune incidence sur le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de ce secteur.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 82 millions de dollars ou 23 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la réduction de la provision générale et l'incidence favorable du niveau plus élevé de soldes de cartes de crédit titrisés. Les résultats de l'an dernier comprenaient une provision au titre de notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris Solutions, Inc. (Moneris). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions au

titre des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux particuliers, laquelle découle de l'accroissement du nombre de prêts.

La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts à la consommation a augmenté de 13 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la hausse des provisions au titre des prêts aux particuliers découlant de la croissance du portefeuille.

Le recouvrement de pertes sur créances liées aux prêts aux entreprises et aux gouvernements de 22 millions de dollars constaté au cours de période considérée reflète principalement les recouvrements liés à des prêts aux grandes entreprises classés à titre de prêts douteux précédemment. À la période précédente, nous avons comptabilisé un recouvrement de pertes sur créances de 42 millions de dollars, qui tient principalement aux recouvrements au titre des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises, lesquels ont été neutralisés en partie par la provision comptabilisée relativement à notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris.

La dotation à la provision générale a reculé de 115 millions de dollars par rapport à la période précédente, résultat qui reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale ce trimestre, comme il est mentionné précédemment, ainsi que le transfert d'une tranche de 52 millions des provisions spécifiques à la provision générale à la période précédente, aux fins de l'harmonisation, à l'échelle de l'organisation, du traitement comptable des pertes sur créances.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 25 millions de dollars ou 20 % par rapport au dernier trimestre. Ce recul reflète en grande partie divers facteurs, notamment les facteurs saisonniers liés à nos portefeuilles de cartes de crédit et de prêts aux étudiants, pour lesquels les pertes subies sont habituellement plus élevées au deuxième trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises.

La provision spécifique liée aux prêts à la consommation a diminué de 34 millions de dollars ou 26 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est attribuable aux changements apportés au chapitre de la gestion de nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit non garanties, ainsi qu'aux facteurs saisonniers liés à nos portefeuilles de cartes de crédit et de prêts aux étudiants, pour lesquels les pertes subies sont habituellement plus élevées au deuxième trimestre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts aux entreprises et aux gouvernements a augmenté de 5 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la diminution des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises au cours du trimestre.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	627 \$	619 \$	681 \$	1 898 \$	1 885 \$
Sinistres et obligations liés aux indemnités d'assurance	7 352	7 182	6 914	7 352	6 914

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 54 millions de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier. Cette diminution tient principalement à la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle au Canada, ainsi qu'à l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement de nos activités d'assurance vie au Canada. (Aux fins comptables, les revenus de placement garantissant certaines polices d'assurance vie sont constatés à titre de revenus liés aux activités d'assurance, et une écriture de compensation est constatée dans les indemnités liées aux polices d'assurance.)

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 13 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement les charges de 61 millions de dollars liées aux ouragans comptabilisées au premier trimestre de

2006, ainsi que la hausse des coûts liés aux indemnités et aux sinistres découlant de la croissance des activités ainsi que des résultats techniques au chapitre de l'assurance invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien, par la réduction stratégique de notre risque lié aux activités de réassurance contre les catastrophes et par la hausse des ajustements nets des provisions techniques à la période précédente.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 8 millions de dollars ou 1 % comparativement au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement l'incidence du renouvellement de contrats de réassurance, ainsi que la hausse des coûts liés aux sinistres et aux indemnités découlant de la croissance des activités. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des ventes d'assurance voyage, laquelle est imputable à des facteurs saisonniers, ainsi que par la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle au Canada.

Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Bénéfice tiré des activités poursuivies, avant impôts	1 619 \$	1 451 \$	1 387 \$	4 580 \$	4 099 \$
Charge d'impôts	381	348	392	1 061	1 188
Taux d'imposition effectif	23,5 %	24,0 %	28,3 %	23,2 %	29,0 %

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Les impôts sur les bénéfices ont diminué par rapport à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat est principalement attribuable à la hausse du bénéfice net déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution est également attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenu plus efficaces fiscalement comme les dividendes. Ces facteurs ont donné lieu à une baisse du taux d'imposition effectif ce trimestre, lequel s'est établi à 23,5 %, comparativement à 28,3 % l'an dernier.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

Les impôts sur les bénéfices ont diminué comparativement à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies.

Ce résultat à la baisse découle en grande partie de la hausse du bénéfice net déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont plus faibles. La diminution est également attribuable au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenu plus efficaces fiscalement comme les dividendes, ainsi qu'au règlement favorable de vérifications fiscales liées à des exercices précédents comptabilisé au premier trimestre de 2006. Ces facteurs ont donné lieu à une baisse du taux d'imposition effectif pour la période considérée, lequel s'est établi à 23,2 % par rapport à 29,0 % l'an dernier.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté comparativement au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Le taux d'imposition effectif ce trimestre s'est établi à 23,5 %, comparativement à 24,0 % au trimestre précédent.

Charges liées au réaligement de l'entreprise

(en millions de dollars canadiens)	Charge pour le trimestre terminé le			Solde des charges au		
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005
Charges liées aux employés	– \$	– \$	1 \$	60 \$	74 \$	109 \$
Autres charges	–	–	–	–	–	1
Charges liées au réaligement de l'entreprise (activités poursuivies)	– \$	– \$	1 \$	60 \$	74 \$	110 \$

Nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts liées au réaligement de l'entreprise annoncé le 1^{er} novembre 2004 et avons mis en œuvre les mesures supplémentaires définies à l'exercice 2005, mais nous n'avons pas engagé de charges additionnelles au titre de ces activités ce trimestre. La charge de 1 million de dollars constatée l'an dernier visait les services de remplacement d'employés licenciés.

Les charges liées au réaligement de l'entreprise ont diminué de 50 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison des paiements liés à d'anciens employés effectués au titre de la protection salariale. Nous prévoyons mener à terme la plupart de nos activités de réaligement d'ici la fin de l'exercice 2006, mais certains paiements liés à la protection salariale devraient se poursuivre par après. Se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir des renseignements supplémentaires.

ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DES TENDANCES

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et la concurrence.

Fluctuations saisonnières

Les facteurs saisonniers ont une incidence sur nos résultats pour la plupart des trimestres. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les trois autres trimestres, ce qui donne lieu à une diminution du revenu net d'intérêt. Les troisième et quatrième trimestres incluent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés subissent fréquemment un ralentissement, ce qui a une incidence défavorable sur les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers, ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

Incidence de la conjoncture et des conditions du marché sur nos activités

La conjoncture positive a eu une incidence favorable sur nos activités pour les neuf trimestres illustrés ci-dessous. Les faibles taux d'intérêt, qui sont toutefois à la hausse, les niveaux d'emploi élevés et l'augmentation des dépenses engagées par les entreprises et des dépenses de consommation ont donné lieu à l'accroissement des prêts et des dépôts, ainsi

qu'à la forte demande visant nos produits de gestion de patrimoine. Ces facteurs ont également soutenu les conditions de crédit favorables qui, conjuguées à nos activités de gestion du risque, se sont traduites par l'amélioration de la qualité du crédit de notre portefeuille au cours des neuf derniers trimestres. En ce qui concerne les activités de négociation, nous avons dû composer avec une volatilité moindre des marchés pendant une bonne partie de la période, sauf aux trimestres les plus récents. Le raffermissement du dollar canadien au cours de la période a également réduit la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, principalement le bénéfice tiré de nos services de gros et celui tiré de nos activités de détail aux États-Unis.

Par ailleurs, la concurrence s'est accrue au cours des neuf derniers trimestres, ce qui a entraîné la compression des marges des prêts au Canada et aux États-Unis. La concurrence en ce qui concerne les services de gros s'est aussi intensifiée, car les banques d'investissement américaines ont accru leur présence au Canada, par suite de la suppression des restrictions concernant le contenu étranger des produits de retraite enregistrés offerts au Canada.

Nos résultats pour les neuf plus récents trimestres s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2006			2005				2004	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Total des revenus	5 206 \$	5 122 \$	4 960 \$	4 796 \$	4 929 \$	4 686 \$	4 773 \$	4 570 \$	4 508 \$
Frais autres que d'intérêt	2 861	2 928	2 751	3 310	2 732	2 661	2 654	2 734	2 675
Dotation à la provision pour pertes sur créances	99	124	47	103	128	116	108	97	125
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	627	619	652	740	681	622	582	589	575
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	–	–	40	1	2	2	177	–
Bénéfice net avant impôts (1)	1 619	1 451	1 510	603	1 387	1 285	1 427	973	1 133
Impôts sur les bénéfices	381	348	332	90	392	353	443	282	358
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	44	(25)	6	(30)	(6)	16	7	4	4
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 194	1 128	1 172	543	1 001	916	977	687	771
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(17)	(10)	(1)	(21)	(22)	(9)	2	(173)	(28)
Bénéfice net	1 177 \$	1 118 \$	1 171 \$	522 \$	979 \$	907 \$	979 \$	514 \$	743 \$
Bénéfice par action (2) – de base	0,91 \$	0,86 \$	0,90 \$	0,40 \$	0,75 \$	0,70 \$	0,76 \$	0,40 \$	0,57 \$
– dilué	0,90 \$	0,85 \$	0,89 \$	0,39 \$	0,74 \$	0,69 \$	0,75 \$	0,39 \$	0,56 \$
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies (2) – de base	0,92 \$	0,87 \$	0,90 \$	0,42 \$	0,77 \$	0,71 \$	0,76 \$	0,53 \$	0,59 \$
– dilué	0,91 \$	0,86 \$	0,89 \$	0,41 \$	0,76 \$	0,70 \$	0,75 \$	0,52 \$	0,58 \$
Bénéfice net (perte nette) sectoriel(le) lié(e) aux activités poursuivies									
RBC Particuliers et entreprises – Canada	742 \$	608 \$	669 \$	504 \$	679 \$	524 \$	597 \$	448 \$	523 \$
RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International (3)	111	106	101	132	80	82	93	35	70
RBC Marchés des Capitaux (3)	329	433	330	(57)	255	294	268	214	196
Services de soutien	12	(19)	72	(36)	(13)	16	19	(10)	(18)
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 194 \$	1 128 \$	1 172 \$	543 \$	1 001 \$	916 \$	977 \$	687 \$	771 \$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (4)	0,896 \$	0,877 \$	0,865 \$	0,850 \$	0,810 \$	0,811 \$	0,827 \$	0,792 \$	0,745 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,884	0,894	0,878	0,847	0,817	0,795	0,806	0,821	0,752

(1) Bénéfice net avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales.

(2) Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Cette opération a eu la même incidence qu'un fractionnement d'actions ordinaires à raison de deux actions pour chaque action ordinaire. Tous les montants liés au bénéfice par action ont été retraités afin de tenir compte du dividende en actions.

(3) Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte du transfert des activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux, avec prise d'effet le 1^{er} février 2006.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

Analyse des tendances**Aperçu**

Au cours des neuf derniers trimestres, nos résultats ont été touchés par divers facteurs favorables et défavorables. Au premier trimestre de 2006 et au quatrième trimestre de 2005, nos résultats ont été touchés par la constatation, au titre de nos activités d'assurance, de charges liées aux ouragans de 61 millions de dollars (avant et après impôts) et de 203 millions (avant et après impôts), respectivement. Au quatrième trimestre

de 2005, nous avons constaté une charge de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) relative au litige lié à Enron Corp. Au premier trimestre de 2006 et au quatrième trimestre de 2004, nous avons effectué la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars et de 25 millions, respectivement, de la provision générale. Nos résultats au cours des neuf derniers trimestres ont également été touchés par les activités d'acquisition et de cession d'entreprises. Nous avons comptabilisé des charges liées au réaligement de l'entreprise de 177 millions de

dollars au quatrième trimestre de 2004 et des charges supplémentaires de 40 millions au quatrième trimestre de 2005. Le réalignement a donné lieu à la radiation, au quatrième trimestre de 2004, de l'écart d'acquisition de 130 millions de dollars lié à RBC Mortgage Company, société qui a subséquemment été classée à titre d'activités abandonnées au deuxième trimestre de 2005, et nous avons vendu certains actifs de cette dernière. Au cours de 2005 et depuis le début de 2006, nous avons mis en œuvre diverses mesures visant la gestion des revenus et des charges.

Résultats consolidés

Au cours des neuf derniers trimestres, le bénéfice net consolidé lié aux activités poursuivies a augmenté de façon constante, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, compte non tenu de l'incidence des éléments particuliers dont il est fait mention ci-dessus. Ce résultat tient principalement à l'augmentation constante des revenus d'un exercice à l'autre, laquelle découle en grande partie de la croissance élevée des revenus de tous nos secteurs d'exploitation. Cette tendance positive a été partiellement neutralisée par le raffermissement du dollar canadien au cours des neuf derniers trimestres, qui a entraîné une baisse de la valeur de conversion des revenus et du bénéfice libellés en devises.

Compte tenu des fluctuations saisonnières et des éléments dont il est fait mention ci-dessus, la hausse des frais autres que d'intérêt au cours des neuf derniers trimestres s'est avérée faible par rapport à la croissance des revenus, situation qui tient principalement aux efforts déployés depuis le quatrième trimestre de 2004 au chapitre de la gestion des coûts. Au quatrième trimestre de 2005, les frais autres que d'intérêt ont augmenté considérablement en raison de la provision de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) comptabilisée au titre du litige lié à Enron. Par ailleurs, la hausse des frais autres que d'intérêt au premier et deuxième trimestres de 2006 est en grande partie imputable à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur RBC Marchés des Capitaux, laquelle découle du rendement élevé des activités.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué en 2004, en raison d'un cycle de crédit particulièrement favorable. De plus, les recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises et des prêts commerciaux ont eu une incidence favorable sur nos résultats en 2005 et depuis le début de 2006. La dotation à la provision pour pertes sur créances était faible au quatrième trimestre de 2004 et au premier trimestre de 2006, car nous avons effectué la contrepassation de tranches de 25 millions de dollars et de 50 millions, respectivement, de la provision générale. Par ailleurs, les taux de perte favorables sur créances liées aux prêts à la consommation ont eu une incidence positive sur nos résultats en 2005 et depuis le début de 2006. Le cycle du crédit est également demeuré favorable tout au long de 2005 et au cours des trois premiers trimestres de 2006.

Les impôts sur les bénéfices au cours des neuf derniers trimestres ont dans l'ensemble diminué, malgré la hausse du bénéfice avant impôts

lié aux activités poursuivies. Ce résultat tient principalement au bénéfice plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles, au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenu plus efficaces fiscalement comme les dividendes, ainsi qu'à la contrepassation de montants comptabilisés au cours d'exercices précédents, laquelle découle du règlement favorable d'une vérification fiscale au premier trimestre de 2006. Ces facteurs ont donné lieu à une baisse du taux d'imposition effectif pour les neuf derniers trimestres, lequel est passé de 31,6 % à 23,5 %.

La part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales représente le bénéfice net attribué aux tiers investisseurs qui est lié aux entités que nous sommes tenus de consolider, mais dans lesquelles nous ne détenons pas une participation de 100 %; par conséquent, les montants concernant toute période donnée fluctueront en fonction des résultats de ces entités.

Résultats des secteurs d'exploitation

De façon générale, les résultats du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada se sont améliorés de façon constante, compte non tenu de certains éléments particuliers. La croissance élevée des volumes de la plupart des secteurs d'activité a donné lieu à une forte croissance des revenus au cours des neuf derniers trimestres. Ce résultat a été soutenu par le maintien de marges stables, malgré les pressions concurrentielles et la préférence accordée par les clients aux produits donnant lieu à des marges moins élevées dans un marché caractérisé par des taux d'intérêt demeurant faibles, qui accusent toutefois une tendance à la hausse. La stabilité des conditions de crédit au cours des neuf derniers trimestres a elle aussi eu une incidence favorable sur nos résultats.

Les résultats du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International se sont également améliorés, le bénéfice net ayant augmenté chaque trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la croissance élevée des revenus, laquelle a été neutralisée en partie par l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains.

Le secteur RBC Marchés des Capitaux exerce ses activités dans des marchés qui se caractérisent par une volatilité intrinsèque. La diversification de nos activités et de nos produits s'est toutefois traduite par une augmentation relativement constante du bénéfice trimestriel d'un exercice à l'autre, sauf en ce qui concerne les résultats du quatrième trimestre de 2005, qui incluaient la provision relative au litige lié à Enron dont il est fait mention ci-dessus. En 2005, nous avons dû composer avec des conditions difficiles au chapitre des activités de négociation pendant presque tout l'exercice, et la croissance des revenus était en grande partie attribuable au volume élevé des activités de montage. La réduction de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling découlant de la forte appréciation du dollar canadien continue d'avoir une incidence défavorable sur nos résultats.

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1, à la page 88 de notre rapport annuel 2005. Certaines de ces conventions, ainsi que les estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que la direction est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines. Nos conventions comptables critiques et nos estimations touchent la provision pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les opérations de titrisation, les entités à débiteurs de droits variables, les régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et les impôts sur les bénéfices. De plus amples détails à ce sujet sont fournis aux pages 36 à 38 de notre rapport annuel 2005.

Modifications des conventions comptables et des estimations

Au cours du trimestre, nous n'avons pas adopté de nouvelles conventions comptables importantes aux fins de la préparation de nos états financiers selon les PCGR du Canada. Aux fins des PCGR des États-Unis, nous avons adopté le FASB Statement 123 (révisé en 2004), intitulé *Share-Based Payment* (FAS 123R), et les prises de position connexes (FSP) le 1^{er} novembre 2005. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur nos résultats présentés selon les PCGR des États-Unis.

Modifications futures des conventions comptables et des estimations

PCGR du Canada

En 2005, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié trois nouvelles normes comptables, intitulées *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, *Couvertures et Résultat étendu*. Ces normes fournissent des directives sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs financiers et des dérivés non financiers, ainsi que des directives sur le classement des instruments financiers et des normes sur la comptabilité de couverture.

Nous devons adopter ces normes avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006 et nous évaluons actuellement leur incidence sur notre situation financière et sur nos résultats d'exploitation consolidés.

PCGR des États-Unis

En 2006, le Financial Accounting Standards Board a publié le FASB Interpretation No. 48, intitulé *Accounting for Uncertainty in Income Taxes – an interpretation of FASB Statement No. 109* (FIN 48). Le FIN 48 fournit des lignes directrices supplémentaires sur la constatation, l'évaluation et la présentation des économies d'impôts, et nous devons l'adopter avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur notre situation financière et sur nos résultats d'exploitation consolidés en vertu des PCGR des États-Unis.

RÉSULTATS DES SECTEURS D'EXPLOITATION LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

La présente rubrique donne un aperçu de la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation et de nos principales mesures financières (hors PCGR), et elle comprend une analyse des résultats financiers de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement des activités ou des filiales d'un secteur d'exploitation à l'autre, afin d'assurer un alignement plus étroit sur notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont considérés comme importants, les chiffres correspondants font l'objet d'un reclassement.

LA FAÇON DONT NOUS GÉRONS NOS SECTEURS D'EXPLOITATION

Nos trois secteurs d'exploitation sont axés sur la prestation de services à divers clients, dans divers secteurs géographiques. Ces secteurs sont les suivants : le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, qui gère les activités bancaires et les services de gestion de patrimoine au Canada ainsi que les activités d'assurance à l'échelle mondiale; le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, qui comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires aux Antilles et les services de gestion privée globale à l'échelle internationale; le secteur RBC Marchés des Capitaux, qui fournit une vaste gamme de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, au secteur public et aux clients institutionnels en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale.

Notre équipe des Services de soutien généraux appuie les secteurs d'exploitation et elle se compose de deux groupes : i) le groupe Technologie et exploitation mondiales, qui fournit l'infrastructure d'exploitation et technologique nécessaire pour assurer la prestation de produits et services aux clients; ii) le groupe Fonctions générales, qui gère efficacement nos employés, notre profil actif/passif, notre répartition du bénéfice, nos ratios de capital et notre situation fiscale, tout en maintenant notre profil de risque et nos liens avec les investisseurs, les agences de notation, les organismes de réglementation et autres parties concernées.

Les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent les revenus et les charges liés à la conduite de nos activités. Ces charges peuvent inclure des coûts engagés ou des services fournis par les groupes Technologie et exploitation mondiales et Fonctions générales, que ceux-ci exercent ou fournissent directement au nom des secteurs d'exploitation. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'aux fins de l'attribution du capital et de l'établissement des prix de cession interne des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les

autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre du modèle d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital décrites en détail à la page 62 de notre rapport annuel 2005 comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement. Toute modification apportée à ces facteurs a une incidence directe sur les autres mesures telles que le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation et le rendement du capital de risque.

Au premier trimestre de 2006, nous avons modifié nos méthodes d'établissement des prix de cession interne et nous avons reclassé les résultats des secteurs d'exploitation pour 2005 et 2004, de manière à tenir compte des modifications apportées.

Au deuxième trimestre de 2006, nous avons transféré les activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux. Les résultats correspondants de ces secteurs ont été retraités afin de tenir compte de ce transfert. Nous avons également reclassé la variation à la valeur de marché de la juste valeur des instruments dérivés et de nos actions désignés comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Ainsi, les montants inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt ont été reclassés au poste Frais autres que d'intérêt – rémunération à base d'actions, de manière à mieux refléter le but visé par ces instruments ainsi que la gestion de notre régime de rémunération. Tous les chiffres correspondants ont été retraités afin de tenir compte du reclassement. Le reclassement ne s'appliquait pas aux autres valeurs mobilières utilisées à titre de couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher.

Les changements effectués aux premier et deuxième trimestres n'ont pas eu d'incidence sur nos résultats consolidés.

Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers.

PRINCIPALES MESURES FINANCIÈRES (HORS PCGR)

Mesures du rendement et mesures hors PCGR

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de différentes mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. La direction évalue également le rendement du secteur RBC Marchés des Capitaux en fonction des revenus majorés au montant imposable équivalent. Bien que le bénéfice net soit déterminé conformément aux PCGR, les autres mesures constituent des mesures hors PCGR et elles ne sont pas nécessairement comparables aux mesures présentées par d'autres sociétés. Une description détaillée de ces mesures est présentée aux pages 46 et 47 de notre rapport annuel 2005.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteurs, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs.

Nos calculs trimestriels consolidés du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur un bénéfice

net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période, ce qui exclut les actions privilégiées.

Les calculs trimestriels du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur un bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est basée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels. Le total des capitaux propres attribués est réputé, selon la direction, être composé des montants nécessaires pour contrebalancer les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants relatifs aux investissements passés (écart d'acquisition et actifs incorporels). Le total du capital de risque et de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels correspond aux capitaux propres attribués et est aussi désigné comme « capital économique ». La différence entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la moyenne des capitaux propres attribués est classée dans les capitaux propres non attribués du secteur Services de soutien généraux pour les besoins de l'information sectorielle.

Le calcul de notre rendement trimestriel du capital de risque est basé sur le bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les capitaux propres attribuables

aux actionnaires ordinaires non attribués). La mesure du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque par secteurs est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources.

Rapprochement du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	Pour le trimestre terminé le					Pour le trimestre terminé le	
	31 juillet					30 avril	31 juillet
	2006					2006	2005
	RBC Particuliers et entreprises – Canada	RBC Particuliers et entreprises – É.-U. et International	RBC Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total (2)	Total (2)	Total (2)
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	742 \$	111 \$	329 \$	12 \$	1 194 \$	1 128 \$	1 001 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (2)	–	–	–	–	(17)	(10)	(22)
Bénéfice net	742 \$	111 \$	329 \$	12 \$	1 177 \$	1 118 \$	979 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(6)	(2)	(3)	(2)	(13)	(11)	(11)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	736 \$	109 \$	326 \$	10 \$	1 164 \$	1 107 \$	968 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 800 \$	3 300 \$	4 900 \$	3 050 \$	20 050 \$	19 700 \$	19 150 \$
Moins : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués	–	–	–	2 300	2 300	2 100	2 700
Moins : Écart d'acquisition et actifs incorporels	2 350	1 300	1 150	–	4 800	4 900	4 950
Moyenne du capital de risque (3)	6 450 \$	2 000 \$	3 750 \$	750 \$	12 950 \$	12 700 \$	11 500 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,2 %	13,1 %	26,5 %	1,4 %	23,1 %	23,0 %	20,0 %
Rendement du capital de risque	45,3 %	21,6 %	34,4 %	n.s.	35,7 %	35,7 %	33,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies					23,1 %	22,9 %	20,2 %
Rendement du capital de risque lié aux activités poursuivies					36,2 %	36,1 %	34,1 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	Pour les neuf mois terminés le					Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet					31 juillet
	2006					2005
	RBC Particuliers et entreprises – Canada	RBC Particuliers et entreprises – É.-U. et International	RBC Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total (2)	Total (2)
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	2 019 \$	318 \$	1 092 \$	65 \$	3 494 \$	2 894 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (2)	–	–	–	–	(28)	(29)
Bénéfice net	2 019 \$	318 \$	1 092 \$	65 \$	3 466 \$	2 865 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(15)	(5)	(8)	(6)	(34)	(31)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 004 \$	313 \$	1 084 \$	59 \$	3 432 \$	2 834 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 750 \$	3 150 \$	4 750 \$	3 050 \$	19 700 \$	18 350 \$
Moins : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués	–	–	–	2 450	2 450	2 150
Moins : Écart d'acquisition et actifs incorporels	2 350	1 250	1 050	–	4 650	4 900
Moyenne du capital de risque (3)	6 400 \$	1 900 \$	3 700 \$	600 \$	12 600 \$	11 300 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30,6 %	13,2 %	30,5 %	2,7 %	23,3 %	20,6 %
Rendement du capital de risque	42,0 %	21,9 %	39,2 %	n.s.	36,4 %	33,5 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies					23,2 %	20,6 %
Rendement du capital de risque lié aux activités poursuivies					36,7 %	33,8 %

(1) La moyenne du capital de risque, l'écart d'acquisition et actifs incorporels, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués et la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document ont été arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document sont établis en fonction des soldes réels non arrondis.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque sectoriels sont calculés pour les activités poursuivies seulement. Le total (consolidé) du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et celui du rendement du capital de risque tiennent compte des activités poursuivies et des activités abandonnées.

(3) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel et commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. De plus amples renseignements sont fournis à la section « Capital économique » de la rubrique « Gestion du capital ».

n.s. non significatif

Total des revenus de négociation

Compte tenu de la nature de nos activités de négociation, les revenus liés aux activités de négociation sont comptabilisés à la fois dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt. Étant donné que les coûts de financement liés aux activités de négociation sont inscrits dans le revenu net d'intérêt, nous examinons et surveillons le total des revenus liés aux activités de négociation, qui, selon nous,

constitue une mesure utile du rendement global de nos activités de négociation et présente un portrait plus complet des résultats de nos activités de négociation. Le total des revenus de négociation constitue une mesure financière hors PCGR, qui pourrait ne pas être comparable aux mesures semblables qu'utilisent d'autres institutions financières.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du total des revenus de négociation.

Rapprochement du total des revenus de négociation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu net d'intérêt – revenus liés aux activités de négociation	(146)\$	(138)\$	(76)\$	(366)\$	8 \$
Revenus autres que d'intérêt – revenus de négociation	683	724	452	1 954	1 286
Total des revenus de négociation	537 \$	586 \$	376 \$	1 588 \$	1 294 \$

Principales mesures financières pour le secteur RBC Marchés des Capitaux**Majoration au montant imposable équivalent**

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2005, le revenu net d'intérêt, les revenus et le bénéfice net avant impôts qui sont présentés dans le secteur RBC Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Ces montants et ratios majorés au montant imposable équivalent constituent des mesures hors PCGR. La majoration au montant imposable équivalent permet de calculer le montant brut du revenu net d'intérêt lié aux dividendes imposables canadiens majoré au montant imposable équivalent. La direction estime que cette majoration accroît la comparabilité des revenus et des ratios connexes concernant les sources imposables et celles qui sont plus efficaces fiscalement et qu'elle permet d'effectuer une comparaison plus significative avec les résultats des autres institutions financières. Il y a toutefois lieu de noter que les sources de revenu plus efficaces fiscalement ne sont pas majorées de façon similaire par les autres institutions financières, ce qui limite l'utilité de cette comparaison.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2005, nous consolidons certaines entités conformément à la Note d'orientation concernant la comptabilité 15, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (*variable interest entities*) ». La consolidation d'une EDDV ne repose pas sur le contrôle des droits de vote. Elle se fonde plutôt sur le risque lié à la variabilité des actifs des EDDV auquel nous sommes exposés. Les revenus et les charges de certaines des EDDV ont été inscrits dans les résultats du secteur RBC Marchés des Capitaux. Toutefois, les montants qui ont été consolidés à titre de montants attribuables aux autres investisseurs dans ces EDDV sont compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales et n'ont pas d'incidence sur le bénéfice net présenté. Comme les montants attribuables aux autres investisseurs n'ont pas d'incidence sur le bénéfice net présenté, la direction estime que les ajustements qui y sont apportés augmentent la comparabilité des résultats et des ratios connexes du secteur RBC Marchés des Capitaux et permettent une comparaison plus utile de notre rendement financier par rapport à celui d'autres institutions financières. Étant donné que les charges ne sont pas considérées comme importantes, nous avons uniquement apporté des ajustements aux revenus attribués aux autres investisseurs.

Rapprochement des revenus du secteur RBC Marchés des Capitaux

Le tableau suivant présente un rapprochement du total des revenus, du revenu net d'intérêt, du résultat net avant impôts sur les bénéfices majoré au montant imposable équivalent, ainsi que du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, du secteur RBC Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le						Pour les neuf mois terminés le			
	31 juillet 2006		30 avril 2006		31 juillet 2005		31 juillet 2006		31 juillet 2005	
	PCGR	Montant imposable équivalent/EDDV	PCGR	Montant imposable équivalent/EDDV	PCGR	Montant imposable équivalent/EDDV	PCGR	Montant imposable équivalent/EDDV	PCGR	Montant imposable équivalent/EDDV
Revenu net d'intérêt	6 \$	6 \$	(13)\$	(13)\$	53 \$	53 \$	24 \$	24 \$	385 \$	385 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	46	–	80	–	25	–	163	–	76
Revenu net d'intérêt	6 \$	52 \$	(13)\$	67 \$	53 \$	78 \$	24 \$	187 \$	385 \$	461 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 131	1 131	1 270	1 270	935	935	3 346	3 346	2 655	2 655
Total des revenus	1 137 \$	1 183 \$	1 257 \$	1 337 \$	988 \$	1 013 \$	3 370 \$	3 533 \$	3 040 \$	3 116 \$
Revenus liés aux EDDV compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle (1)		32 \$		(35)\$		(9)\$		(11)\$		3 \$
Total des revenus en excluant les EDDV		1 151 \$		1 372 \$		1 022 \$		3 544 \$		3 113 \$
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	377 \$	377 \$	445 \$	445 \$	308 \$	308 \$	1 197 \$	1 197 \$	1 086 \$	1 086 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	46	–	80	–	25	–	163	–	76
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	377 \$	423 \$	445 \$	525 \$	308 \$	333 \$	1 197 \$	1 360 \$	1 086 \$	1 162 \$

(1) Correspondent aux revenus liés aux entités à détenteurs de droits variables consolidées attribués aux autres investisseurs et compensés dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales.

RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires ainsi que les services de gestion de trésorerie au Canada, de même que nos services d'assurances mondiaux. Ce secteur fournit des produits et services financiers à plus de 13 millions de particuliers et d'entreprises clientes, par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution comprenant notamment des succursales, des guichets automatiques, des services par téléphone et par Internet et des services fournis par l'entremise d'une équipe de vente interne et de conseillers en placement,

ainsi que par l'intermédiaire d'un vaste réseau de courtiers d'assurance indépendants. Le secteur se compose des services suivants : *Particuliers clients, Services financiers à l'entreprise, Solutions cartes et paiements, Gestion de patrimoine et Assurance mondiale.*

Avec prise d'effet ce trimestre, l'unité *Entreprises clientes et marchés commerciaux* a changé de nom pour celui de *Services financiers à l'entreprise.*

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu net d'intérêt	1 520 \$	1 409 \$	1 367 \$	4 357 \$	3 911 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 867	1 802	1 885	5 539	5 355
Total des revenus	3 387 \$	3 211 \$	3 252 \$	9 896 \$	9 266 \$
Frais autres que d'intérêt	1 539	1 533	1 454	4 574	4 361
Dotation à la provision pour pertes sur créances	121	168	143	431	404
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	627	619	681	1 898	1 885
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	–	–	–	1
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 100 \$	891 \$	974 \$	2 993 \$	2 615 \$
Bénéfice net	742 \$	608 \$	679 \$	2 019 \$	1 800 \$
Revenus par secteurs					
Particuliers clients	942 \$	857 \$	890 \$	2 668 \$	2 499 \$
Services financiers à l'entreprise	541	515	529	1 582	1 497
Solutions cartes et paiements	416	341	394	1 161	1 085
Gestion de patrimoine	667	692	551	2 000	1 675
Assurance mondiale	821	806	888	2 485	2 510
Principaux ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	33,2 %	28,3 %	31,1 %	30,6 %	28,6 %
Rendement du capital de risque (1)	45,3 %	39,1 %	44,8 %	42,0 %	41,8 %
Marge nette d'intérêt	3,26 %	3,22 %	3,22 %	3,22 %	3,17 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens) et autres renseignements					
Total de l'actif	184 700 \$	179 700 \$	168 600 \$	180 700 \$	164 800 \$
Prêts et acceptations	167 900	162 900	151 800	163 800	148 400
Prêts hypothécaires résidentiels	87 000	84 500	79 300	85 200	77 600
Prêts aux particuliers	35 900	34 700	32 100	34 800	30 700
Prêts sur cartes de crédit	10 100	9 600	8 900	9 800	8 700
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	34 900	34 100	31 500	34 000	31 400
Dépôts	147 000	143 500	139 300	144 400	138 200
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance (à la fin de la période)	7 352	7 182	6 914	7 352	6 914
Capitaux propres attribués (1)	8 800	8 750	8 600	8 750	8 350
Capital de risque (1)	6 450	6 350	5 950	6 400	5 700
Biens administrés	196 400	195 700	170 000	196 400	170 000
Biens sous gestion	72 300	72 400	61 900	72 300	61 900

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Le bénéfice net a augmenté de 63 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier. La hausse est en grande partie attribuable à l'accroissement des revenus découlant de la croissance élevée enregistrée relativement aux activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi qu'à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des charges découlant de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable imputable au rendement accru des activités, ainsi que par la hausse des coûts engagés à l'appui de la croissance des activités. Ces résultats continuent de refléter la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance, le maintien d'une conjoncture solide au Canada, ainsi que les conditions de crédit favorables.

Le total des revenus a progressé de 135 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des volumes et des soldes ainsi que de l'amélioration des marges liées aux dépôts s'inscrivant dans le cadre de nos activités bancaires et de gestion de patrimoine. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des revenus liés à nos activités d'assurance ce trimestre ainsi que par l'ajustement cumulatif favorable de 37 millions de dollars constaté à la période précédente relativement à notre participation dans un placement.

La marge nette d'intérêt de 3,26 % s'est améliorée de 4 points de base, résultat qui reflète en grande partie l'amélioration des marges liées aux dépôts ainsi qu'aux produits de placement pour les particuliers s'inscrivant dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine, résultats qui ont été neutralisés en partie par la diminution des écarts liés aux prêts, laquelle reflète le maintien des pressions concurrentielles sur les prix et la hausse des taux d'intérêt.

Les revenus des *Particuliers clients* se sont accrus de 52 millions de dollars ou 6 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance élevée des prêts, principalement en ce qui concerne le financement aux fins d'accession à la propriété et les marges de crédit non garanties. L'amélioration des écarts liés aux dépôts a aussi contribué à la hausse des revenus.

Les revenus des *Services financiers à l'entreprise* se sont améliorés de 12 millions de dollars ou 2 %, résultat qui tient principalement à la croissance élevée des prêts et des dépôts et à l'élargissement des écarts liés aux dépôts. Ces résultats ont été en grande partie neutralisés par la compression des écarts liés aux prêts et par l'incidence d'un ajustement favorable relatif à un placement comptabilisé à la période précédente.

Les revenus des *Solutions cartes et paiements* ont augmenté de 22 millions de dollars ou 6 %, en raison de la croissance élevée des dépenses des clients et des soldes. L'augmentation a été neutralisée en

partie par la hausse des coûts liés au programme de fidélisation des clients, lesquels sont portés en déduction des revenus.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 116 millions de dollars ou 21 %. Ce résultat reflète principalement les ventes nettes élevées et l'appréciation du capital de nos fonds communs de placement, le nombre accru de comptes tarifés et l'accroissement des écarts liés aux produits de placement pour les particuliers. L'augmentation est également attribuable à l'accroissement des volumes d'activités de courtage traditionnel et autogéré.

Les revenus de l'*Assurance mondiale* ont diminué de 67 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution est en grande partie imputable à la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle au Canada et à la diminution des revenus tirés de nos activités d'assurance vie aux États-Unis, laquelle découle de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien et de la diminution des ventes de rentes. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance de nos activités d'assurance vie au Canada. (Aux fins comptables, les revenus de placement garantissant certaines polices d'assurance vie sont constatés à titre de revenus, et une écriture de compensation est constatée dans les indemnités liées aux polices d'assurance.)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 85 millions de dollars ou 6 %, en raison principalement de l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités, de l'expansion du personnel responsable des ventes au sein de notre réseau de distribution, ainsi que de la hausse des frais de marketing et de publicité engagés à l'appui de la croissance de nos activités.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 22 millions de dollars, en raison principalement du classement d'un prêt commercial à titre de prêt douteux l'an dernier et de la diminution des provisions au titre des prêts aux petites entreprises ce trimestre. La diminution a été neutralisée en partie par la hausse des provisions au titre des prêts aux particuliers ce trimestre, laquelle est imputable à l'augmentation des volumes de prêts.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 54 millions de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier. Ce recul est en grande partie attribuable à la baisse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle au Canada et à l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de nos activités d'assurance vie au Canada. (Aux fins comptables, les revenus de placement garantissant certaines polices d'assurance vie sont constatés à titre de revenus liés aux activités d'assurance, et une écriture de compensation est constatée dans les indemnités liées aux polices d'assurance.)

La moyenne de l'actif s'est accrue de 16,1 milliards de dollars ou 10 % comparativement à l'an dernier, en raison de la croissance élevée des prêts pour tous les portefeuilles. Cette croissance des prêts découle de la mise en œuvre réussie de nos initiatives visant la croissance des activités et de la solidité du marché de l'habitation, lequel accuse toutefois un ralentissement, ainsi que du niveau élevé des dépenses de consommation et des dépenses des entreprises, qui tient aux taux d'intérêt relativement faibles et aux niveaux d'emploi élevés. Les dépôts ont augmenté de 7,7 milliards de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la hausse des dépôts des entreprises, laquelle tient à la rentabilité élevée et aux niveaux de liquidités accrus des entreprises canadiennes.

Comparaison du troisième trimestre de 2006 et du troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

Le bénéfice net a augmenté de 219 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance élevée enregistrée relativement aux activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi que des mesures de gestion des coûts permanentes.

Le total des revenus a augmenté de 630 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance élevée enregistrée relativement aux activités bancaires et de gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés de nos activités d'assurance vie aux États-Unis, laquelle découle de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien et de la diminution des ventes de rentes. Par ailleurs, nous

avons continué à réduire de façon stratégique notre risque lié aux activités de réassurance contre les catastrophes, ce qui a donné lieu à une baisse des revenus comparativement à la période précédente. La marge nette d'intérêt de 3,22 % s'est améliorée de 5 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'amélioration des écarts liés aux dépôts et aux produits de placement.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 213 millions de dollars ou 5 %, résultat qui tient surtout à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités, particulièrement en ce qui concerne les activités de gestion de patrimoine, de l'expansion du personnel responsable des ventes au sein de notre réseau de distribution, ainsi que de la hausse des frais de marketing et de publicité engagés à l'appui de la croissance de nos activités.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 27 millions de dollars, en raison principalement de la croissance de nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit. Les résultats l'an dernier comprenaient une provision comptabilisée relativement à notre quote-part de 50 % de la provision liée à Moneris.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 13 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement les charges de 61 millions de dollars liées aux ouragans comptabilisées au premier trimestre de 2006, ainsi que la hausse des sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance découlant de la croissance des activités et des résultats techniques au chapitre de l'assurance invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de la valeur de conversion des provisions techniques libellées en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien, par la réduction stratégique de notre risque lié aux activités de réassurance contre les catastrophes et par la hausse des ajustements nets des provisions techniques à la période précédente. Les éléments susmentionnés ont été partiellement compensés dans les revenus liés aux activités d'assurance.

La moyenne de l'actif s'est accrue de 15,9 milliards de dollars ou 10 % comparativement à l'an dernier, en raison de la croissance élevée des prêts dans la plupart de nos portefeuilles. L'augmentation reflète la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance des activités ainsi que la plus grande solidité de l'économie canadienne. Les dépôts ont augmenté de 6,2 milliards de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la hausse des dépôts des entreprises.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le bénéfice net s'est accru de 134 millions de dollars ou 22 % par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la forte croissance des revenus, principalement en ce qui concerne nos activités bancaires, et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant de facteurs saisonniers.

Le total des revenus a augmenté de 176 millions de dollars ou 5 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient surtout au fait que le trimestre considéré compte trois jours de plus que le deuxième trimestre, à l'amélioration des marges et à la croissance élevée des volumes liés à nos activités bancaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du volume des opérations de courtage traditionnel et autogéré ce trimestre, laquelle est imputable à la baisse des activités qui se produit habituellement en été.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 6 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des charges au titre de la rémunération qui tient au fait que le trimestre considéré compte trois jours de plus que le deuxième trimestre, ainsi qu'aux besoins en dotation en personnel au cours de la saison estivale. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des coûts de soutien.

La diminution de 47 millions de dollars ou 28 % du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances est en grande partie attribuable aux facteurs saisonniers touchant nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux étudiants, pour lesquels les provisions constituées sont habituellement plus élevées au deuxième trimestre. La diminution tient également à la baisse, ce trimestre, des provisions au titre de notre portefeuille de marges de crédit non garanties aux particuliers.

RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL (ACTIVITÉS POURSUIVIES)

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires aux Antilles et les services de gestion privée globale à l'échelle internationale. Il se compose de la *Gestion de patrimoine*, qui comprend la Gestion Privée Globale et certaines activités de détail de RBC Dain Rauscher, et des *Services bancaires*, qui comprennent nos activités bancaires aux États-Unis et dans les Antilles.

Le 30 novembre 2005, nous avons conclu l'acquisition d'Abacus, qui nous permettra d'élargir nos services de *Gestion de patrimoine*.

Le 1^{er} février 2006, les activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation, qui faisaient auparavant partie des *Services bancaires*, ont été transférées au secteur RBC Marchés des Capitaux.

Le 9 août 2006, nous avons annoncé notre intention d'acquérir Flag Financial Corporation. Cette acquisition est assujettie aux conditions de clôture habituelles et elle devrait être conclue d'ici la fin de l'année civile.

Tous les montants présentés se rapportent uniquement aux activités poursuivies (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005 (1)	31 juillet 2006 (1)	31 juillet 2005 (1)
Revenu net d'intérêt	276 \$	275 \$	288 \$	830 \$	830 \$
Revenus autres que d'intérêt	425	446	411	1 302	1 224
Total des revenus	701 \$	721 \$	699 \$	2 132 \$	2 054 \$
Frais autres que d'intérêt	550	568	554	1 685	1 645
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	6	18	21	47
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	146 \$	147 \$	127 \$	426 \$	362 \$
Bénéfice net	111 \$	106 \$	80 \$	318 \$	255 \$
Revenus par secteurs					
Gestion de patrimoine	430 \$	460 \$	422 \$	1 336 \$	1 245 \$
Services bancaires	271	261	277	796	809
Principaux ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	13,1 %	13,2 %	9,5 %	13,2 %	10,2 %
Rendement du capital de risque (2)	21,6 %	22,5 %	15,7 %	21,9 %	16,9 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens) et autres renseignements					
Total de l'actif	39 800 \$	39 500 \$	39 500 \$	38 700 \$	37 800 \$
Prêts et acceptations	20 500	20 600	21 700	20 600	20 600
Dépôts	34 500	34 000	35 000	33 500	33 700
Capitaux propres attribués (2)	3 300	3 250	3 250	3 150	3 300
Capital de risque (2)	2 000	1 900	1 950	1 900	2 000
Biens administrés	297 300	292 200	246 900	297 300	246 900
Biens sous gestion	42 300	41 300	43 000	42 300	43 000

(1) Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte du transfert des activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation au secteur RBC Marchés des Capitaux, avec prise d'effet le 1^{er} février 2006. Au cours du deuxième trimestre, nous avons également reclassé la variation de la valeur de marché de la juste valeur des instruments dérivés et de nos actions désignées comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Ainsi, les montants inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt ont été reclassés au poste Frais autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter le but visé par ces instruments ainsi que la gestion de notre régime de rémunération. Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte de ce reclassement. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir de plus amples renseignements.

(2) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats libellés en dollars américains. Le tableau ci-dessous illustre l'incidence de la conversion des résultats libellés en dollars américains du trimestre et de la période de neuf mois considérés au taux de change en vigueur par rapport aux taux de change des périodes historiques. Nous sommes d'avis que cela permet aux lecteurs d'évaluer les résultats sous jacents sur une base davantage

comparable, particulièrement compte tenu de l'importance des variations récentes du taux de change et de l'incidence de ces variations sur nos résultats.

Le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est apprécié de 11 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de 2 % par rapport au trimestre précédent et de 8 % comparativement à la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent.

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains

(en millions de dollars canadiens)

	Pour le trimestre terminé au		Pour les neuf mois terminés au
	T3 2006 par rapport à la période correspondante terminée au T2 2006	T3 2005	T3 2006 par rapport à la période correspondante terminée au T3 2005
Total des revenus : diminution	12 \$	57 \$	129 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution	9	43	99
Bénéfice net : diminution	2	10	21
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	2 %	11 %	8 %

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Le bénéfice net a progressé de 31 millions de dollars ou 39 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'est produite malgré la réduction de 10 millions de dollars constatée comparativement à l'an dernier, qui est imputable à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 34 millions de dollars US, ou 52 %. Ces résultats à la hausse reflètent la forte augmentation des revenus de la *Gestion de patrimoine*, ainsi que la croissance solide des revenus et l'amélioration de la qualité du crédit des *Services bancaires*. Ces résultats reflètent la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance des activités, ainsi que le maintien de conjonctures favorables aux États-Unis et à l'étranger. Les résultats de la période précédente tenaient également compte d'une charge d'impôts de 11 millions de dollars US liée à la cession de nos activités abandonnées, laquelle a été contrebalancée en partie par un recouvrement d'assurance de 8 millions de dollars US avant impôts (5 millions de dollars US après impôts).

Les revenus se sont accrus de 2 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Libellés en dollars américains, ils ont progressé de 62 millions de dollars US ou 11 %.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 8 millions de dollars ou 2 %. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 44 millions de dollars US ou 13 %. Cette amélioration tient principalement à la prise en compte des résultats d'Abacus, à la hausse des commissions de courtage en valeurs mobilières de la Gestion Privée Globale, ainsi qu'à la croissance des actifs liés aux services tarifés de RBC Dain Rauscher. Ces facteurs favorables ont été neutralisés en partie par la perte à la valeur de marché sur certaines valeurs mobilières utilisées à titre de couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher que nous avons constatée ce trimestre, un gain ayant été comptabilisé l'an dernier (la perte a été en grande partie contrebalancée par la diminution de la charge au titre de la rémunération à base d'actions dont il est fait mention à la section concernant les frais autres que d'intérêt ci-dessous).

Les revenus des *Services bancaires* ont diminué de 6 millions de dollars ou 2 %. Libellés en dollars américains, ils ont augmenté de 18 millions de dollars US ou 8 %, résultat qui reflète la croissance élevée des volumes de prêts et de dépôts ainsi que des services tarifés.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 4 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 43 millions de dollars US ou 10 %, résultat qui reflète principalement la prise en compte des résultats d'Abacus ainsi que l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable découlant de la croissance élevée des revenus de la *Gestion de patrimoine*. L'augmentation reflète également le recouvrement d'assurance de 8 millions de dollars US constaté à la période précédente relativement à certains prêts hypothécaires qui auraient apparemment fait l'objet d'un montage frauduleux en 2001 et en 2002. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la charge au titre de la rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 13 millions de dollars. Libellée en dollars américains, elle a diminué de 10 millions de dollars US, résultat qui reflète l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts de RBC Centura.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

Le bénéfice net a progressé de 63 millions de dollars ou 25 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'est produite malgré la réduction de 21 millions de dollars constatée comparativement à l'an dernier, qui est imputable à l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 71 millions de dollars US, ou 34 %, résultat qui reflète la forte hausse des revenus de la *Gestion de patrimoine*, ainsi que la croissance solide des revenus et l'amélioration de la qualité du crédit des *Services bancaires*.

Les revenus se sont accrus de 78 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. Libellés en dollars américains, ils ont progressé de 198 millions de dollars US ou 12 %.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 91 millions de dollars ou 7 %. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 158 millions de dollars US ou 16 %. Cette amélioration tient principalement à la prise en compte des résultats d'Abacus, à la hausse des commissions de courtage en valeurs mobilières de la Gestion Privée Globale, ainsi qu'à la croissance des actifs de clients liés aux services tarifés de RBC Dain Rauscher.

Les revenus des *Services bancaires* ont diminué de 13 millions de dollars ou 2 %. Libellés en dollars américains, ils ont augmenté de 40 millions de dollars US ou 6 %, résultat qui reflète la croissance élevée des volumes de prêts et de dépôts ainsi que des services tarifés.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 40 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 138 millions de dollars US ou 10 %, résultat qui reflète la prise en compte des résultats d'Abacus, l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable, principalement dans le secteur *Gestion de patrimoine*, découlant de la croissance élevée des revenus, et la hausse des dépenses liées aux projets engagées à l'appui de la croissance des activités.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 26 millions de dollars. Libellée en dollars américains, elle a diminué de 20 millions de dollars US, résultat qui reflète l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts de RBC Centura.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Comparativement au deuxième trimestre de 2006, le bénéfice net a augmenté de 5 millions de dollars ou 5 %. Le bénéfice net libellé en dollars américains s'est accru de 7 millions de dollars US ou 8 %, résultat qui reflète la baisse des frais autres que d'intérêt et des impôts sur les bénéfices, laquelle a été contrebalancée en partie par la diminution des revenus.

Les revenus ont diminué de 20 millions de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent. Libellés en dollars américains, ils ont reculé de 3 millions de dollars US. La baisse reflète principalement la perte à la valeur de marché sur certaines valeurs mobilières utilisées à titre de couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher que nous avons constatée ce trimestre, un gain ayant été comptabilisé au trimestre précédent. La diminution est également imputable au gain net de 7 millions de dollars US lié à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX comptabilisé par RBC Dain Rauscher au trimestre précédent. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par l'incidence favorable des trois jours supplémentaires que le trimestre considéré comptait, ainsi que par la croissance continue des activités.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 18 millions de dollars ou 3 %. Libellés en dollars américains, ils ont diminué de 6 millions de dollars US ou 1 %, résultat qui reflète principalement la diminution de la charge au titre de la rémunération à base d'actions, des frais liés aux avantages sociaux et des coûts liés aux projets. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, principalement en ce qui concerne la Gestion Privée Globale, laquelle découle de l'amélioration du rendement.

RBC MARCHÉS DES CAPITAUX

Le secteur RBC Marchés des Capitaux fournit une vaste gamme de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, au secteur public et aux clients institutionnels en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Ce secteur se compose des *Marchés mondiaux*, des *Services mondiaux de banque d'investissement* et *marchés boursiers*, de *RBC Dexia IS* et des *Autres services*.

Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos Services aux institutions et aux investisseurs avec les activités de Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans la coentreprise RBC Dexia IS.

Le 1^{er} février 2006, les activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation ont été transférées du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005 (1)	31 juillet 2006 (1)	31 juillet 2005 (1)
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (2)	52 \$	67 \$	78 \$	187 \$	461 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 131	1 270	935	3 346	2 655
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (2)	1 183 \$	1 337 \$	1 013 \$	3 533 \$	3 116 \$
Frais autres que d'intérêt	767	835	698	2 288	2 020
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(7)	(23)	(18)	(115)	(66)
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle (majoré au montant imposable équivalent)	423 \$	525 \$	333 \$	1 360 \$	1 162 \$
Bénéfice net	329 \$	433 \$	255 \$	1 092 \$	817 \$
Revenus (majorés au montant imposable équivalent) (2) par secteurs d'exploitation					
Marchés mondiaux	644 \$	754 \$	560 \$	1 972 \$	1 776 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	306	351	246	931	736
RBC Dexia IS (3)	160	159	130	403	372
Autres	73	73	77	227	232
Principaux ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	26,5 %	35,0 %	24,6 %	30,5 %	26,2 %
Rendement du capital de risque (4)	34,4 %	45,2 %	32,5 %	39,2 %	34,5 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens) et autres renseignements					
Total de l'actif	272 500 \$	262 600 \$	235 500 \$	262 600 \$	224 500 \$
Capitaux propres attribués (4)	4 900	5 050	4 100	4 750	4 100
Capital de risque (4)	3 750	3 900	3 100	3 700	3 150
Biens administrés – RBC	–	–	1 310 100	–	1 310 100
– RBC Dexia IS (5)	1 832 700	1 832 100	–	1 832 700	–

(1) Tous les montants ont été retraités afin de tenir compte du transfert des activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International.

(2) Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) et le bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

(3) Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités des Services aux institutions et aux investisseurs avec les activités des services aux investisseurs institutionnels de Dexia et créé RBC Dexia IS, une nouvelle société. Compte tenu de la similarité des activités de ces entreprises, nous avons présenté les revenus de nos anciennes activités de Services aux institutions et aux investisseurs et notre quote-part de 50 % de RBC Dexia IS dans un même poste, à des fins de comparaison. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats selon le trimestre civil, il existe un décalage de un mois dans la présentation de son bénéfice. Les chiffres correspondants du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2005 représentent uniquement le bénéfice des Services aux institutions et aux investisseurs. Les montants pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006 comprennent les revenus des Services aux institutions et aux investisseurs pour une période de deux mois au trimestre terminé le 31 janvier 2006, et notre quote-part de 50 % des revenus de RBC Dexia IS pour une période de six mois au semestre terminé le 30 juin 2006.

(4) La moyenne des capitaux propres attribués et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %. RBC Dexia IS a été créée le 2 janvier 2006, et nous avons fourni des biens administrés de 1 400 milliards de dollars à la coentreprise au moment de sa création. Étant donné que RBC Dexia IS présente ses résultats avec un décalage de un mois, le montant figurant au poste Biens administrés – RBC Dexia IS pour le troisième trimestre de 2006 est présenté au 30 juin 2006.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, ainsi qu'entre la livre sterling et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, ainsi qu'entre la livre sterling et le dollar canadien, influent sur nos résultats libellés en dollars américains et en livres sterling. Le tableau ci-dessous illustre l'incidence de la conversion des résultats libellés en dollars américains et en livres sterling du trimestre et de la période de neuf mois considérés aux taux de change en vigueur par rapport aux taux de change de la période historique. Nous sommes d'avis que cela permet aux lecteurs d'évaluer les résultats sous jacents sur une base davantage comparable, particulièrement compte tenu de l'importance

des variations récentes du taux de change et de l'incidence de ces variations sur nos résultats.

Le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est apprécié de 11 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de 2 % par rapport au trimestre précédent, et de 8 % comparativement à la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent. Le taux de change moyen du dollar canadien par rapport à la livre sterling s'est apprécié de 6 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, il s'est déprécié de 3 % comparativement au trimestre précédent, et il s'est apprécié de 12 % comparativement à la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent.

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains et en livres sterling

(en millions de dollars canadiens)

	Pour le trimestre terminé au		Pour les neuf mois terminés au
	T3 2006 par rapport à la période correspondante terminée au		T3 2006 par rapport à la période correspondante terminée au
	T2 2006	T3 2005	T3 2005
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) : diminution	18 \$	55 \$	143 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution	4	40	95
Bénéfice net : diminution	9	8	31
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	2 %	11 %	8 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling (1)	(3) %	6 %	12 %

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Le bénéfice net s'est accru de 74 millions de dollars ou 29 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus tirés des activités de négociation découlant de l'amélioration des conditions du marché, ainsi que la diminution du taux d'imposition effectif, l'expansion des activités et les nombreuses activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités ainsi que par la diminution des recouvrements de pertes sur créances au titre des prêts aux grandes entreprises par rapport à l'an dernier.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a progressé de 170 millions de dollars ou 17 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient principalement aux résultats à la hausse liés aux activités de négociation, lesquels découlent de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités. L'augmentation est également attribuable aux nombreuses activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada, ainsi qu'à l'augmentation des commissions attribuables aux niveaux élevés des activités de négociation des clients, qui visent particulièrement les titres du secteur des ressources. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des revenus tirés des activités de montage de prêts et de titres de participation découlant du niveau réduit de titres de créance émis au Canada et en Europe, ainsi que par la diminution des émissions dans le secteur des fiducies de revenu au Canada par rapport aux niveaux élevés enregistrés l'an dernier. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, s'est établi à 1 151 millions de dollars, en hausse de 129 millions ou 13 % par rapport à l'an dernier. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour un rapprochement du total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV.

Le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) a diminué de 26 millions de dollars, en raison surtout de l'accroissement des volumes et de la hausse des taux sur les positions de financement liées à certaines stratégies au chapitre de la négociation de titres de participation, résultat qui a été neutralisé en partie par une hausse du revenu de dividendes et des soldes des dépôts. La hausse de 196 millions de dollars des revenus autres que d'intérêt découle en grande partie de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation et des activités de fusion et d'acquisition, contrebalancée en partie par la réduction des activités de montage de prêts et de titres de participation.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont progressé de 84 millions de dollars ou 15 %, en raison principalement de l'amélioration des résultats liés aux activités de négociation, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des gains sur les placements privés et des activités de montage de prêts.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont augmenté de 60 millions de dollars ou 24 %, en raison principalement de la hausse des honoraires tirés des services-conseils et des commissions d'engagement découlant de l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition. L'augmentation est aussi attribuable aux volumes accrus des activités de négociation des clients, qui tiennent en grande partie à la forte demande visant les titres du secteur des ressources au Canada, et aux distributions sur les placements privés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des activités de montage de titres de participation.

Les revenus de *RBC Dexia IS* se sont établis à 160 millions de dollars ce trimestre, résultat qui reflète principalement les revenus importants tirés des opérations de change et les volumes élevés des dépôts découlant du niveau élevé des activités sur les marchés.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 69 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient principalement à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement solide des activités. L'augmentation des autres charges a été contrebalancée en partie par le paiement de 31 millions de dollars (25 millions de dollars US) que nous avons versé relativement à la poursuite *MegaClaims* intentée par Enron contre nous et un certain nombre d'autres institutions financières.

La qualité du crédit demeure élevée, et le recouvrement de pertes sur créances s'est chiffré à 7 millions de dollars ce trimestre, comparativement à 18 millions l'an dernier.

Les impôts sur les bénéfices ont reculé de 38 millions de dollars, malgré la hausse du bénéfice avant impôts, principalement en raison de la baisse du taux d'imposition effectif. Ce recul est principalement attribuable à la hausse du bénéfice des filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles et au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenus plus efficaces fiscalement comme les dividendes.

La moyenne de l'actif a augmenté de 37 milliards de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des titres de négociation, lequel est lié à la croissance découlant de certaines stratégies au chapitre de la négociation des titres de participation, ainsi qu'à l'augmentation des actifs acquis dans le cadre de conventions de rachat et des prêts aux grandes entreprises.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

Le bénéfice net s'est accru de 275 millions de dollars ou 34 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la hausse des résultats liés aux activités de négociation et l'augmentation des commissions liées aux activités de fusion et d'acquisition découlant de l'amélioration des conditions du marché et de l'expansion des activités. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution du taux d'imposition effectif et à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale en 2006. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la

hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités ainsi que par la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a progressé de 417 millions de dollars ou 13 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient principalement aux résultats à la hausse liés aux activités de négociation pour toutes les catégories de produits, lesquels découlent de l'amélioration des conditions du marché et de la croissance liée à plusieurs stratégies de négociation. L'augmentation est également attribuable au nombre accru d'activités de fusion et d'acquisition, aux distributions plus élevées sur les placements privés, à l'augmentation des commissions de crédit et au gain net découlant de l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX, au cours de la période considérée. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une baisse des activités de montage de prêts et de titres de participation. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, s'est établi à 3 544 millions de dollars, en hausse de 431 millions ou 14 % par rapport à l'an dernier.

Le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) a diminué de 274 millions de dollars, en raison surtout de l'accroissement des coûts de financement liés à certaines stratégies de négociation de titres de participation, résultat qui a été neutralisé en partie par une hausse du revenu de dividendes et des soldes des dépôts. Les revenus autres que d'intérêt se sont accrus de 691 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus liés aux activités de négociation, les commissions liées aux activités de fusion et d'acquisition et les gains réalisés en 2006 à l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 268 millions de dollars ou 13 %. Cette augmentation reflète principalement la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement solide des activités et l'augmentation des dépenses engagées à l'appui de la croissance des activités, résultats qui ont été neutralisés en partie par le paiement que nous avons comptabilisé à la période précédente relativement à la poursuite *MegaClaims* intentée par Enron.

Le recouvrement de pertes sur créances de 115 millions de dollars constaté pendant la période considérée comprend un recouvrement de 65 millions au titre de prêts aux grandes entreprises classés précédemment à titre de prêts douteux et la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale constatée plus tôt au cours de la période. L'an dernier, nous avons constaté un recouvrement de pertes sur créances de 66 millions de dollars au titre de prêts aux grandes entreprises classés précédemment à titre de prêts douteux.

Les impôts sur les bénéfices ont reculé de 125 millions de dollars comparativement à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts, résultat qui tient en grande partie à la baisse du taux d'imposition effectif. La diminution du taux d'intérêt effectif est principalement attribuable à la hausse du bénéfice des filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles, ainsi qu'au niveau plus élevé de bénéfices tirés de sources de revenus plus efficaces fiscalement comme les dividendes.

La moyenne de l'actif a augmenté de 38 milliards de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des titres de négociation à l'appui de certaines stratégies au chapitre de la négociation des titres de participation, à l'augmentation des actifs acquis dans le cadre de conventions de rachat et à la croissance du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le bénéfice net a reculé de 104 millions de dollars ou 24 %, car les revenus de la plupart des secteurs d'activité ont diminué par rapport aux niveaux élevés enregistrés au trimestre précédent. Le recul reflète principalement les résultats à la baisse liés aux activités de négociation ainsi que la diminution du revenu de dividendes imputable à des facteurs saisonniers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du taux d'imposition effectif et par la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement des activités.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a diminué de 154 millions de dollars ou 12 % comparativement aux niveaux records du deuxième trimestre. La diminution est en grande partie imputable à la réduction des résultats liés aux activités de négociation de titres de créance, aux opérations de change et aux opérations sur marchandises, ainsi qu'à la diminution du revenu de dividendes tiré des titres de participation à l'extérieur de l'Amérique du Nord, à l'égard desquels les dividendes sont versés semestriellement. La diminution est aussi imputable au gain net de la période précédente découlant de l'échange de sièges à la NYSE contre des actions de NYX, ainsi qu'à la baisse des activités de fusion et d'acquisition et des activités de montage de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse des revenus de négociation liés à des EDDV consolidées et par l'amélioration des revenus tirés des activités de prêts. Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), compte non tenu des EDDV, s'est établi à 1 151 millions de dollars, en baisse de 221 millions ou 16 % par rapport au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 68 millions de dollars ou 8 %, en raison principalement de la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement des activités et de la baisse des coûts de soutien par rapport au trimestre précédent.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 7 millions de dollars, comparativement à 23 millions au trimestre précédent.

SERVICES DE SOUTIEN GÉNÉRAUX

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière d'exploitation et de technologie de l'information, la trésorerie générale, les finances, les ressources humaines, la gestion du risque et d'autres fonctions générales, dont les coûts sont attribués aux secteurs d'exploitation.

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les ajustements de consolidation et les activités mises en œuvre au profit de l'organisation, telles que les activités de titrisation, et ils ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005 (1)	31 juillet 2006 (1)	31 juillet 2005 (1)
Revenu net d'intérêt	(45)\$	(62)\$	(51)\$	(170)\$	(113)\$
Revenus autres que d'intérêt	26	(5)	41	60	141
Total des revenus	(19)\$	(67)\$	(10)\$	(110)\$	28 \$
Frais autres que d'intérêt	5	(8)	26	(7)	21
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(20)	(27)	(15)	(67)	(33)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	-	-	1	-	4
Bénéfice net (perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(4)\$	(32)\$	(22)\$	(36)\$	36 \$
Bénéfice net (perte nette)	12 \$	(19)\$	(13)\$	65 \$	22 \$
Principales données figurant au bilan (soldes moyens) et autres renseignements					
Total de l'actif	12 300 \$	11 800 \$	11 100 \$	12 200 \$	10 400 \$
Capitaux propres attribués (2)	3 050	2 650	3 200	3 050	2 600
Titrisations					
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	16 109 \$	15 863 \$	10 920 \$	16 109 \$	10 920 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	1 442	1 295	641	5 470	3 141

(1) Au deuxième trimestre de 2006, nous avons reclassé la variation à la valeur de marché de la juste valeur des instruments dérivés et de nos actions désignés comme des couvertures économiques du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. Ainsi, les montants inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt ont été reclassés au poste Revenus autres que d'intérêt. Toutes les éliminations de consolidation ont été retraitées afin de tenir compte du reclassement.

(2) La moyenne des capitaux propres attribués constitue une mesure financière hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières hors PCGR » pour une analyse plus détaillée.

(3) Les créances titrisées vendues et impayées se composent de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels.

(4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels titrisées et vendues ce trimestre. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples détails à ce sujet.

Étant donné la nature des activités présentées dans ce secteur, nous estimons qu'il n'est pas pertinent d'effectuer l'analyse des tendances d'une période par rapport à l'autre. Les paragraphes ci-après traitent des éléments importants qui ont influé sur les résultats présentés dans chacune des périodes.

Troisième trimestre de 2006

La perte nette avant impôts de 4 millions de dollars constatée ce trimestre résulte principalement du calendrier d'exécution des opérations de titrisation et elle a été neutralisée en partie par les gains à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques constatés ce trimestre. Le bénéfice net de 12 millions de dollars enregistré ce trimestre reflète en grande partie le calendrier d'exécution des opérations de titrisation et les impôts, qui avaient essentiellement trait aux activités de financement générales et n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation.

Deuxième trimestre de 2006

La perte nette de 19 millions de dollars constatée au cours du trimestre reflète le calendrier d'exécution des opérations de titrisation ainsi que les pertes à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques.

Troisième trimestre de 2005

La perte nette de 13 millions de dollars constatée au cours de la période

découlait principalement des pertes à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques, lesquelles ont été neutralisées en partie par des remboursements d'intérêts relatifs au règlement favorable de questions fiscales visant des périodes antérieures.

Troisième trimestre de 2006 (résultats pour les neuf premiers mois)

La perte nette avant impôts de 36 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006 résulte principalement du calendrier d'exécution des opérations de titrisation au cours de la période. Le bénéfice net de 65 millions de dollars enregistré au cours de la période reflète les impôts, qui avaient essentiellement trait aux activités de financement générales et n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation. Le règlement favorable de questions fiscales visant des périodes antérieures a également été constaté au cours de la période.

Troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

Le bénéfice net de 22 millions de dollars comptabilisé pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2005 reflète en grande partie un gain à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires, un gain à la cession de certains placements de titres de participation, ainsi que les remboursements d'intérêts reçus par suite du règlement de questions fiscales. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques.

FAITS SAILLANTS DU BILAN

Principales données figurant au bilan (à la fin de la période)	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005
(en millions de dollars canadiens)			
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 430 \$	8 878 \$	6 476 \$
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation	137 672 \$	127 026 \$	117 545 \$
Titres du compte de placement et de substitut de prêt	35 131	36 965	38 137
Total des valeurs mobilières	172 803 \$	163 991 \$	155 682 \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	63 981 \$	56 301 \$	44 471 \$
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	95 688 \$	92 506 \$	88 029 \$
Prêts aux particuliers	44 022	42 441	40 628
Cartes de crédit	6 792	6 051	6 013
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	59 418	57 583	52 381
Total des prêts	205 920 \$	198 581 \$	187 051 \$
Autres actifs	67 436 \$	71 355 \$	65 927 \$
Total de l'actif	523 969 \$	502 893 \$	463 325 \$
Dépôts	334 702 \$	322 787 \$	304 497 \$
Autres passifs	156 398 \$	147 879 \$	127 240 \$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 800 \$	1 947 \$	815 \$
Capitaux propres	21 547 \$	20 751 \$	20 242 \$

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Le total de l'actif a progressé de 60,6 milliards de dollars ou 13 % comparativement à l'an dernier, résultat qui est en grande partie attribuable à l'augmentation des biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés, du total des prêts et du total des valeurs mobilières.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques se sont accrues de 5,0 milliards de dollars, en raison principalement de la consolidation de notre quote-part de 50 % de RBC Dexia IS et de la vente accrue de titres du compte de placement.

Le total des valeurs mobilières a augmenté de 17,1 milliards de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement de nos activités de négociation de titres de participation.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 19,5 milliards de dollars ou 44 %, à l'appui de nos stratégies visant la négociation de titres de participation et de l'expansion de nos activités.

Le total des prêts s'est accru de 18,9 milliards de dollars ou 10 % comparativement à l'an dernier, résultat qui découle de l'accroissement des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux entreprises et aux gouvernements, lequel est attribuable à la solidité de l'économie, aux dépenses de consommation élevées et aux investissements effectués par les entreprises.

Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 7,7 milliards de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation est attribuable au marché de l'habitation, lequel demeure relativement solide malgré un ralentissement, aux taux d'intérêt relativement faibles et à nos efforts continus au chapitre des activités de vente. Cette augmentation est présentée déduction faite des prêts de 11,3 milliards de dollars titrisés au cours des 12 derniers mois.

Les prêts aux particuliers se sont accrues de 3,4 milliards de dollars ou 8 %, résultat qui reflète la croissance continue des marges de crédit garanties et non garanties découlant de la forte demande visant les prêts à la consommation et des conditions de crédit favorables.

Les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,8 milliard de dollars ou 13 %, malgré l'effet de compensation créé par le montant net de 550 millions en soldes titrisés depuis l'exercice précédent. Cette augmentation reflète surtout les efforts fructueux déployés au chapitre des ventes et les dépenses accrues engagées par les clients. Le montant net de 550 millions de dollars en soldes titrisés représente des soldes de 1,2 milliard titrisés au premier trimestre de 2006 et l'arrivée à échéance, au cours du trimestre considéré, d'un montant de 650 millions en soldes titrisés antérieurement, qui fait en sorte que les prêts sont de nouveau constatés dans notre bilan.

Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont progressé de 7,0 milliards de dollars ou 13 %, résultat qui reflète la hausse des dépenses engagées par les entreprises pour soutenir l'augmentation des niveaux de stocks, ainsi que les activités de notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS.

Les autres actifs ont progressé de 1,5 milliard de dollars ou 2 %, en raison surtout de l'accroissement des activités des entreprises liées aux montants se rapportant aux engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Passif

Les dépôts se sont accrues de 30,2 milliards de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance du volume des dépôts des entreprises, des gouvernements et des banques, qui reflète l'accroissement des activités des entreprises découlant des liquidités

élevées dont disposent les entreprises.

Les autres passifs ont augmenté de 29,2 milliards de dollars ou 23 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des activités des entreprises liées aux montants se rapportant aux conventions de rachat, aux prêts de titres et aux titres vendus à découvert.

La part des actionnaires sans contrôle dans les filiales s'est accrue de 1,0 milliard de dollars comparativement à l'an dernier, en raison des instruments de capital innovateurs émis par RBC Fiducie de capital au premier trimestre de 2006.

Les capitaux propres ont augmenté de 1,3 milliard de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier, en raison de la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le total de l'actifs s'est accru de 21,1 milliards de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation du total des valeurs mobilières, des biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés, et du total des prêts, qui a été contrebalancée en partie par la diminution des autres actifs.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 2,6 milliards de dollars, en raison en partie de l'accroissement des ventes de titres du compte de placement.

Le total des valeurs mobilières a augmenté de 8,8 milliards de dollars ou 5 %, résultat qui tient en grande partie à l'expansion de certaines activités de négociation de titres de participation.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 7,7 milliards de dollars ou 14 %, en raison principalement de l'expansion des activités et de nos efforts visant à profiter des occasions se présentant sur le marché.

Le total des prêts s'est accru de 7,3 milliards de dollars ou 4 %, malgré l'effet de compensation créé par la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels de 2,4 milliards ce trimestre. L'augmentation reflète principalement l'accroissement des activités de prêt découlant de la solidité de la conjoncture et la poursuite fructueuse de la mise en œuvre de nos initiatives visant la croissance.

Les autres actifs ont diminué de 3,9 milliards de dollars ou 5 %, en raison surtout des montants se rapportant aux produits dérivés découlant des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt.

Passif

Les dépôts ont augmenté de 11,9 milliards de dollars ou 4 %, résultat qui tient principalement à la croissance des dépôts des entreprises et des gouvernements ainsi que des dépôts bancaires, laquelle reflète l'accroissement des activités.

Les autres passifs ont augmenté de 8,5 milliards de dollars ou 6 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des activités des entreprises liées aux obligations se rapportant aux titres vendus à découvert en vertu de conventions de rachat et aux prêts de titres, résultat qui a été neutralisé en partie par la hausse des montants se rapportant aux produits dérivés.

Les capitaux propres ont augmenté de 0,8 milliard de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, en raison de la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes et des actions ordinaires rachetées au cours du trimestre.

GESTION DU CAPITAL

Nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et le désir de conserver des cotes de crédit élevées ainsi que la volonté de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous tenons compte des exigences de diverses parties prenantes, notamment des organismes de réglementation, des agences de notation, des déposants et des actionnaires, ainsi que de nos plans d'affaires futurs, de nos comparaisons avec les pairs et de notre position relativement aux objectifs en matière de ratios de capital approuvés par le Conseil d'administration. Nous tenons également compte des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles, et des besoins de trésorerie.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, il y a lieu de se reporter aux pages 59 à 63 de notre rapport annuel 2005.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital et les ratios de capital des banques canadiennes sont réglementés suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux.

Le tableau suivant illustre notre capital réglementaire et nos ratios de capital réglementaire.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 octobre 2005
Capital de première catégorie	20 888 \$	19 990 \$	18 901 \$
Capital total	27 148	26 280	25 813
Total de l'actif ajusté en fonction des risques (1)	218 482	210 965	197 004
Ratios de capital			
Ratio du capital de première catégorie	9,6 %	9,5 %	9,6 %
Ratio du capital total	12,4 %	12,5 %	13,1 %

(1) Calculé en fonction des lignes directrices du BSIF.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Au 31 juillet 2006, le ratio de capital de première catégorie et le ratio de capital total s'élevaient à 9,6 % et à 12,4 %, respectivement. Le ratio de capital de première catégorie est demeuré inchangé par rapport à la fin de l'exercice précédent, et le ratio de capital total a diminué de 70 points de base. Cette diminution découle en grande partie de la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques et des rachats nets de capitaux, compte non tenu des niveaux élevés de capitaux autogénérés et de la gestion active du bilan. L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 21,5 milliards de dollars comparativement à la fin de l'exercice, résultat qui reflète principalement la conclusion de l'opération visant la coentreprise RBC Dexia IS et la croissance des prêts, des titres du compte de placement et des facilités de garantie de liquidités.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le ratio de capital de première catégorie a augmenté de 10 points de base et le ratio de capital total a diminué de 10 points de base par rapport à la fin du dernier trimestre. L'augmentation du ratio de capital de première catégorie tient en grande partie au bénéfice solide enregistré, au montant net des émissions de capitaux et au reclassement dans le capital de première catégorie du montant excédentaire des instruments de capital de première catégorie de type innovateur qui était classé dans le capital

de deuxième catégorie, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques. La diminution du ratio de capital total est principalement imputable au fait que la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques a excédé la croissance du capital total. L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 7,5 milliards de dollars comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la croissance des prêts, des prêts hypothécaires résidentiels et des titres du compte de placement.

Données concernant les actions

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	31 juillet 2006		30 avril 2006		31 juillet 2005	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions privilégiées de premier rang						
À dividende non cumulatif, série N ⁽¹⁾	12 000	300 \$	12 000	300 \$	12 000	300 \$
À dividende non cumulatif, série O ⁽¹⁾	6 000	150	6 000	150	6 000	150
En dollars américains, à dividende non cumulatif, série P	–	–	–	–	4 000	132
À dividende non cumulatif, série S ⁽¹⁾	10 000	250	10 000	250	10 000	250
À dividende non cumulatif, série W ⁽¹⁾	12 000	300	12 000	300	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA ⁽²⁾	12 000	300	12 000	300	–	–
À dividende non cumulatif, série AB ⁽³⁾	12 000	300	–	–	–	–
		1 600 \$		1 300 \$		1 132 \$
Actions ordinaires en circulation ⁽⁴⁾	1 281 279	7 176 \$	1 286 064	7 191 \$	1 294 476	7 126 \$
Actions de trésorerie – privilégiées	(1 760)	(43)	(213)	(5)	–	–
Actions de trésorerie – ordinaires ⁽⁴⁾	(5 526)	(181)	(5 512)	(178)	(7 037)	(215)
Options sur actions ⁽⁴⁾						
Octroyées	33 748		34 629		39 502	
Pouvant être levées	28 410		29 240		31 870	

(1) Au 31 juillet 2006, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de séries N et O s'élevait à environ 6 900 000 et 3 484 000, respectivement. Au 31 juillet 2006, les actions privilégiées de premier rang de séries S et W n'étaient pas encore convertibles.

(2) Le 4 avril 2006, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de premier rang de série AA. Ces actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion.

(3) Le 20 juillet 2006, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de premier rang de série AB. Ces actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion.

(4) Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Cette opération a eu la même incidence qu'un fractionnement d'actions ordinaires à raison de deux actions pour chaque action ordinaire. Le nombre d'actions ordinaires, d'actions de trésorerie et d'options sur actions a été retraité afin de tenir compte du dividende en actions.

Au 17 août 2006, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation se chiffrait à 1 281 084 000 et à 33 583 000, respectivement. Au 17 août 2006, le nombre des autres titres était identique à celui

présenté au 31 juillet 2006 dans le tableau ci-dessus. Se reporter aux notes 17 et 18 qui figurent à la page 112 de notre rapport annuel 2005 pour obtenir de plus amples détails.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet 2006	31 juillet 2006
Capital de première catégorie		
Dividendes – Actions privilégiées	13 \$	34 \$
– Actions ordinaires	461	1 336
Ventes nettes (achats nets) d'actions de trésorerie – ordinaires	(3)	35
Rachat d'actions ordinaires – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités 24 juin 2005 au 23 juin 2006	(32)	(533)
26 juin 2006 au 31 octobre 2006	(221)	(221)

Le 25 août 2006, nous avons annoncé que nous rachèterons, en contrepartie d'un montant en espèces, la totalité des 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série S émises et en circulation, au prix de 26 \$ l'action. Le rachat aura lieu le 6 octobre 2006 et il sera financé à même les fonds pour les besoins généraux de l'entreprise.

Troisième trimestre de 2006

Au cours du trimestre, nous avons effectué une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, dans le but de racheter, à des fins d'annulation, un maximum de 7 millions de nos actions ordinaires. Cette offre publique de rachat a débuté le 26 juin 2006 et elle prendra fin le 31 octobre 2006. En vertu de cette offre, nous avons racheté 4,8 millions d'actions pour un total de 221 millions de dollars. Au cours du trimestre, nous avons également racheté 0,7 million d'actions pour un total de 32 millions de dollars, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a pris fin le 23 juin 2006.

Au cours du trimestre, nous avons acheté une tranche de 22 millions de dollars des débentures à taux variable en circulation d'un capital de 250 millions de dollars venant à échéance en 2083. Depuis l'annonce

faite le 22 mars 2005, nous avons acheté une tranche de 26 millions de dollars des débentures en circulation venant à échéance en 2083, et une tranche de 87 millions de dollars US (104 millions de dollars) des débentures à taux variable en circulation d'un capital de 300 millions de dollars US venant à échéance en 2085.

Le 20 juillet 2006, nous avons émis pour 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AB.

Le 27 juin 2006, nous avons annoncé que nous comptons rembourser la totalité des débentures subordonnées à 6,75 % en circulation venant à échéance le 24 octobre 2011, d'un montant de 300 millions de dollars US, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement, soit le 24 octobre 2006. Le remboursement sera financé à même les fonds pour les besoins généraux de l'entreprise.

Le 26 mai 2006, nous avons annoncé que nous comptons rembourser la totalité des débentures subordonnées à 6,50 % en circulation d'un capital de 350 millions de dollars venant à échéance le 12 septembre 2011, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement, soit le 12 septembre 2006. Le remboursement sera financé à même les fonds pour les besoins généraux de l'entreprise.

À compter du troisième trimestre de 2006, nous incluons, dans notre capital de catégorie 2B, des débentures subordonnées de second rang d'un capital de 120 millions de dollars US émises par RBC Centura avant l'acquisition, puisque nous avons reçu l'approbation du BSIF à cet égard. L'inclusion permanente de ces instruments dans notre capital de catégorie 2B et les remboursements ou rachats possibles sont assujettis à certaines conditions réglementaires.

Deuxième trimestre de 2006

Le 26 avril 2006, nous avons remboursé nos débentures subordonnées à 8,20 % d'un capital de 100 millions de dollars échéant le 26 avril 2011, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement.

Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions à raison de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. Cette opération a eu la même incidence qu'un fractionnement d'actions ordinaires à raison de deux actions pour chaque action ordinaire.

Le 4 avril 2006, nous avons émis pour 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AA.

Le 13 février 2006, nous avons remboursé nos débentures subordonnées à 5,50 % d'un capital de 125 millions de dollars échéant le 13 février 2011, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement.

Capital économique

Le capital économique représente la quantification par la direction des risques liés à nos activités commerciales. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction du risque inhérent aux activités commerciales. Il fournit directement des mesures de comparaison du rendement telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, pour lesquelles une analyse détaillée est présentée à la rubrique « Mesures du rendement et mesures hors PCGR ». De plus, le capital économique aide la haute direction à prendre des décisions en matière de planification stratégique et d'affectation des ressources, et il sert de point de référence

Capital économique

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
<i>(soldes moyens en millions de dollars canadiens)</i>					
Risque de crédit	5 850 \$	5 700 \$	5 000 \$	5 650 \$	5 000 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 600	2 400	2 300	2 500	2 150
Risque opérationnel	2 500	2 500	2 350	2 450	2 350
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	1 750	1 850	1 600	1 750	1 600
Risque d'assurance	250	250	250	250	200
Capital de risque	12 950 \$	12 700 \$	11 500 \$	12 600 \$	11 300 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	4 800	4 900	4 950	4 650	4 900
Capital attribué (capital économique)	17 750 \$	17 600 \$	16 450 \$	17 250 \$	16 200 \$
Capitaux propres non attribués (1)	2 300	2 100	2 700	2 450	2 150
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 050 \$	19 700 \$	19 150 \$	19 700 \$	18 350 \$

(1) Les capitaux propres non attribués sont présentés dans les Services de soutien généraux.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

Le capital économique attribué a augmenté de 1,3 milliard de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation tient en grande partie à la hausse du risque de crédit et du risque de marché. La hausse du risque de crédit est principalement imputable à la croissance élevée des prêts et à l'incidence de l'opération visant la coentreprise RBC Dexia IS qui a été conclue en janvier 2006. La hausse du risque de marché découle en grande partie de l'augmentation des activités de négociation et du risque accru concernant les engagements liés aux taux.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006 (résultats pour les neuf premiers mois)

Le capital économique attribué s'est accru de 1,1 milliard de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat découle principalement de la hausse du risque de crédit et du risque de marché, laquelle a été neutralisée en partie par la diminution du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. La hausse du risque de

Premier trimestre de 2006

Le 22 décembre 2005, nous annonçons notre intention d'émettre, de temps à autre, des titres de créance prioritaire et des titres de créance subordonnée aux États-Unis, à hauteur de 6 milliards de dollars US, en vertu d'un prospectus préalable de base déposé aux États-Unis.

aux fins de l'évaluation de notre goût du risque général en fonction de nos ressources financières, laquelle doit tenir compte de facteurs non liés au capital économique. Le capital économique est une mesure clé de notre capacité à composer avec les pertes non prévues et à poursuivre nos activités, compte tenu de notre volonté de maintenir une cote de crédit AA. Il reflète l'optique des actionnaires et favorise l'optimisation du rendement pour les actionnaires exprimé en fonction du risque-rendement.

Le capital économique est une mesure hors PCGR. Son calcul et son attribution nécessitent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et de jugements. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter à la page 62 de notre rapport annuel 2005.

crédit est principalement imputable à la croissance élevée des prêts et à l'incidence de l'opération visant la coentreprise RBC Dexia IS. La hausse du risque de marché découle en grande partie de l'augmentation des activités de négociation et du risque accru concernant les engagements liés aux taux. La diminution du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels tient en grande partie à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés en dollars américains, ainsi qu'à la vente de certains actifs de RBC Mortgage Company au quatrième trimestre de 2005, facteurs qui ont été partiellement neutralisés par l'incidence de RBC Dexia IS et par l'acquisition d'Abacus.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

Le capital économique attribué a augmenté de 150 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du risque de marché et du risque de crédit. La hausse du risque de marché est en grande partie imputable à de nouveaux produits de crédit structurés et aux positions liées aux swaps sur défaillance, et la hausse du risque de crédit découle principalement de la croissance des activités.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan. Les opérations hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement, soit pour notre propre compte, soit pour des clients. Ces opérations incluent des instruments financiers dérivés, les opérations avec des entités ad hoc et l'émission de garanties. Elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque d'illiquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la section Gestion du risque. Une analyse de chacun de ces types d'arrangements, y compris leur nature, leur utilisation commerciale, leur importance et leur incidence financière importante, est présentée aux pages 63 à 66 de notre rapport annuel 2005.

Titrisation

Nous titrisons périodiquement certains de nos soldes de cartes de crédit et de nos prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre situation de liquidité. Nous titrisons les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de la création de titres adossés à des prêts hypothécaires et nous vendons régulièrement une tranche de ces titres à une entité ad hoc autonome. La tranche des titres adossés à des créances hypothécaires que nous conservons est comptabilisée dans les titres du compte

de placement de notre bilan consolidé. Les paragraphes suivants indiquent les activités de titrisation qui ont eu une incidence sur notre bilan consolidé intermédiaire et présentent des comparaisons avec les résultats respectifs des périodes précédentes. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples renseignements à ce sujet.

Troisième trimestre de 2006

Au cours du troisième trimestre de 2006, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels de 2,4 milliards de dollars dont une tranche de 1,4 milliard a été vendue, la tranche restante de 1,0 milliard étant conservée dans les titres du compte de placement. Au cours de ce trimestre, un montant de 650 millions de dollars en soldes de cartes de crédit titrisés antérieurement est arrivé à échéance, ce qui fait en sorte que les prêts sont de nouveau constatés dans notre bilan.

Troisième trimestre de 2006 (résultats pour les neuf premiers mois)

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels de 8,8 milliards de dollars, dont une tranche de 4,3 milliards de dollars a été vendue, la tranche restante de 4,5 milliards de dollars étant conservée dans les titres du compte de placement. Nous avons également titrisé des prêts hypothécaires commerciaux de 0,4 milliard de dollars et des soldes de cartes de

crédit de 1,2 milliard de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006. Au troisième trimestre de 2006, un montant de 650 millions de dollars en soldes de cartes de crédit titrisés antérieurement est arrivé à échéance.

Troisième trimestre de 2006 (résultats pour la période de douze mois)

Au cours de la période de douze mois terminée le 31 juillet 2006, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels de 11,3 milliards de dollars, dont une tranche de 6,1 milliards de dollars a été vendue, la tranche restante de 5,2 milliards de dollars étant conservée dans les titres du compte de placement. Nous avons également titrisé des prêts hypothécaires commerciaux de 0,9 milliard de dollars et des soldes de cartes de crédit de 1,2 milliard de dollars au cours de la période de douze

mois terminée le 31 juillet 2006. Au troisième trimestre de 2006, un montant de 650 millions de dollars en soldes de cartes de crédit titrisés antérieurement est arrivé à échéance.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie ». Se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour obtenir des renseignements sur les garanties importantes que nous avons fournies à des tiers au 31 juillet 2006. Il n'existe aucune différence importante par rapport au trimestre précédent, et la quasi-totalité de nos activités de prêts de titres sont maintenant effectuées par l'entremise de notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les opérations entre apparentés sont décrites en détail à la page 80 de notre rapport annuel 2005. Nos politiques et procédures concernant les opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante par rapport aux politiques et procédures énoncées dans notre rapport annuel 2005.

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires et des facilités de crédit à nos coentreprises ainsi qu'à certaines

entreprises dans lesquelles notre participation est comptabilisée à la valeur de consolidation, selon des modalités semblables à celles accordées à des parties non apparentées. Au cours du trimestre, ces opérations entre apparentés n'ont pas eu une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

GESTION DU RISQUE

Des pratiques judicieuses en matière de gestion du risque sont essentielles à la réussite à long terme des institutions financières. Notre gestion du risque est une compétence essentielle étayée par une culture de gestion du risque bien établie ainsi que par un cadre de gestion du risque efficace. La gestion du risque permet de s'assurer que les risques pris s'alignent sur notre goût du risque et qu'ils sont évalués en fonction

du rapport risque-rendement. À cette fin, nous avons adopté une démarche de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise afin de cerner, d'évaluer, de contrôler et de signaler les risques importants avec lesquels nous devons composer. Pour une analyse plus détaillée, se reporter aux pages 66 à 79 de notre rapport annuel 2005.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut également être imputable à la diminution de la valeur de marché causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Une contrepartie peut être un émetteur, un débiteur, un emprunteur, un réassureur ou un garant.

Notre tolérance au risque ainsi que nos politiques et procédures rigoureuses guident la gestion quotidienne du risque de crédit. Afin d'atteindre nos objectifs, nous tenons à nous assurer que la volatilité des revenus et les risques liés au défaut de paiement par une grande entreprise se situent dans les limites de notre goût du risque approuvé par le

Conseil d'administration, et qu'ils ne compromettent pas notre position concurrentielle sur le marché.

Bien que le processus de gestion du risque soit centralisé d'un point de vue stratégique, chaque secteur d'exploitation doit assumer ses risques et en être responsable. Ainsi, notre unité fonctionnelle d'évaluation du risque, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, travaille en étroite collaboration avec les secteurs d'exploitation afin d'assurer la concordance du goût du risque et des stratégies commerciales.

Pour de plus amples détails, se reporter aux pages 68 à 72 de notre rapport annuel 2005.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Le tableau suivant illustre notre rendement au chapitre de la qualité du crédit.

	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Montant brut des prêts douteux			
Prêts à la consommation	316 \$	355 \$	290 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	475	438	576
Total du montant brut des prêts douteux	791 \$	793 \$	866 \$
Provision pour pertes sur créances			
Prêts à la consommation	101 \$	117 \$	104 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	161	169	248
Provisions spécifiques	262 \$	286 \$	352 \$
Provision générale	1 223	1 219	1 287
Total de la provision pour pertes sur créances	1 485 \$	1 505 \$	1 639 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances			
Prêts à la consommation	96 \$	130 \$	108 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1	(4)	26
Dotation aux provisions spécifiques	97 \$	126 \$	134 \$
Dotation à la provision générale	2	(2)	(6)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	99 \$	124 \$	128 \$
Principaux ratios de qualité du crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,37 %	0,38 %	0,45 %
Provision pour pertes sur créances en pourcentage du montant brut des prêts douteux	188 %	190 %	189 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,18 %	0,26 %	0,28 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,24 %	0,25 %	0,31 %

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 Montant brut des prêts douteux

Le montant brut des prêts douteux a diminué de 75 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier, en raison du maintien d'une conjoncture favorable et des importantes mesures de recouvrement liées aux prêts aux grandes entreprises.

Le montant brut des prêts à la consommation classés comme des prêts douteux a augmenté de 26 millions de dollars ou 9 %, en raison surtout de la croissance continue du volume des prêts.

Le montant brut des prêts aux entreprises et aux gouvernements classés comme des prêts douteux a diminué de 101 millions de dollars ou 18 %, en raison principalement du règlement favorable d'un certain nombre de prêts aux grandes entreprises du secteur RBC Marchés des Capitaux qui avaient précédemment été classés à titre de prêts douteux.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 154 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier. La provision spécifique pour pertes sur créances a reculé de 90 millions de dollars ou 26 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la réduction du nombre de prêts aux grandes entreprises classés comme des prêts douteux. Les provisions spécifiques liées au portefeuille de prêts à la consommation sont comparables à celles constatées l'an dernier. La provision générale a diminué de 64 millions de dollars ou 5 %, résultat qui tient surtout à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale au premier trimestre de 2006, laquelle reflète des conditions de crédit favorables et l'amélioration du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 29 millions de dollars ou 23 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution reflète la solidité continue de la qualité du crédit de nos portefeuilles ainsi que les conditions de crédit favorables. Elle tient aussi en grande partie à la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada et aux États-Unis, et a été neutralisée en partie par la diminution des recouvrements liés aux prêts aux grandes entreprises et par l'augmentation des provisions au titre des prêts aux particuliers au Canada, laquelle découle de la croissance du portefeuille.

Les provisions spécifiques pour pertes sur créances au titre des prêts à la consommation ont reculé de 12 millions de dollars ou 11 % comparativement à l'an dernier. Cette diminution est en grande partie attribuable aux changements apportés au chapitre de la gestion de notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, à l'incidence favorable du nombre accru de soldes de cartes de crédit titrisés, ainsi qu'à la réduction des provisions au titre de notre portefeuille de prêts à la consommation aux États-Unis neutralisée en partie par la hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux particuliers au Canada, laquelle découle de la croissance des prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts aux gouvernements et aux entreprises a reculé de 25 millions de dollars ou 96 % comparativement à l'an dernier. Ce recul reflète en grande partie la baisse des provisions au titre de nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada et aux États-Unis, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises ce trimestre.

L'augmentation de 8 millions de dollars de la dotation à la provision générale par rapport à l'an dernier est principalement imputable aux fluctuations trimestrielles des montants répartis entre les provisions spécifiques et la provision générale relativement à nos activités aux États-Unis, selon les exigences imposées par les organismes de réglementation locaux.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque de perte sur les positions causé par les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition de notre portefeuille de négociation. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif entraînent un risque de marché. Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux activités sur les marchés boursiers, les marchés du change, les marchés des marchandises, les marchés des taux d'intérêt et les marchés du crédit. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter aux pages 73 à 75 de notre rapport annuel 2005.

Activités de négociation

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous participons également à des opérations concernant des

Ces montants ont été constatés au titre du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et ils n'ont eu aucune incidence sur le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de ce secteur.

Ratios de qualité du crédit

Le montant brut des prêts douteux, des provisions spécifiques pour pertes sur créances et le total des radiations nettes se sont améliorés par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la qualité élevée du crédit de nos portefeuilles et le maintien de conditions de crédit favorables. La provision pour pertes sur créances est demeurée relativement stable par rapport à l'an dernier.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006 Montant brut des prêts douteux

Le montant brut des prêts douteux a diminué de 2 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le montant brut des prêts à la consommation classés comme des prêts douteux a reculé de 39 millions de dollars ou 11 %, en raison principalement de la diminution du nombre de prêts aux étudiants, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers classés comme des prêts douteux. Le montant brut des prêts aux entreprises et aux gouvernements classés comme des prêts douteux a augmenté de 37 millions de dollars ou 8 % par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du nombre de prêts aux petites entreprises au pays classés comme des prêts douteux.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a reculé de 20 millions de dollars ou 1 % comparativement au trimestre précédent. Les provisions spécifiques pour pertes sur créances ont diminué de 24 millions de dollars, résultat qui tient surtout à la réduction des prêts à la consommation au pays classés à titre de prêts douteux. La provision générale a augmenté de 4 millions de dollars, en raison principalement de nos activités aux États-Unis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 25 millions de dollars ou 20 % par rapport au dernier trimestre. Ce recul reflète en grande partie divers facteurs, notamment les facteurs saisonniers liés à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux étudiants, pour lesquels les pertes subies sont habituellement plus élevées au deuxième trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises.

Les provisions spécifiques liées aux prêts à la consommation ont diminué de 34 millions de dollars ou 26 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est attribuable aux changements apportés au chapitre de la gestion de nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de marges de crédit non garanties, ainsi qu'aux facteurs saisonniers liés à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux étudiants, pour lesquels les provisions constituées sont habituellement plus élevées au deuxième trimestre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts aux entreprises et aux gouvernements a augmenté de 5 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la diminution des recouvrements au titre des prêts aux grandes entreprises ce trimestre.

Ratios de qualité du crédit

La provision spécifique pour pertes sur créances s'est améliorée par rapport au trimestre précédent, tandis que le montant brut des prêts douteux, la provision pour pertes sur créances et le total des radiations nettes sont demeurés comparables aux résultats constatés au trimestre précédent, en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

produits dérivés structurés. Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les autorisations accordées par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation se compose de positions détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteurs et vendeurs ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter aux pages 73 à 75 de notre rapport annuel 2005. Ces politiques, processus et méthodes n'ont pas changé de façon importante comparativement à ceux qui sont énoncés dans notre rapport annuel 2005.

Valeur à risque (VAR) globale

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le			
	31 juillet 2006				30 avril 2006				31 juillet 2005			
	Au	Haut	Moyenne	Bas	Au	Haut	Moyenne	Bas	Au	Haut	Moyenne	Bas
Actions	6 \$	11 \$	7 \$	5 \$	8 \$	11 \$	8 \$	6 \$	6 \$	9 \$	5 \$	4 \$
Change	2	3	1	1	2	4	2	1	2	5	2	1
Marchandises	1	2	1	–	1	2	1	1	1	2	1	–
Taux d'intérêt	14	19	13	9	11	17	14	10	10	16	12	9
Risque spécifique lié à la dette	3	4	3	3	4	4	3	3	1	3	2	1
VAR globale	17 \$	22 \$	18 \$	14 \$	21 \$	25 \$	20 \$	15 \$	13 \$	17 \$	14 \$	10 \$

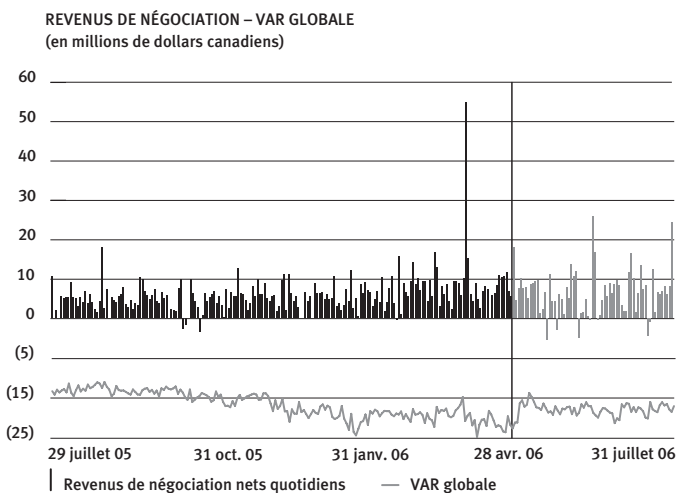
(en millions de dollars canadiens)	Pour les neuf mois terminés le				Pour les neuf mois terminés le			
	31 juillet 2006				31 juillet 2005			
	Au	Haut	Moyenne	Bas	Au	Haut	Moyenne	Bas
Actions	6 \$	11 \$	8 \$	5 \$	6 \$	9 \$	5 \$	4 \$
Change	2	4	2	1	2	5	2	1
Marchandises	1	2	1	–	1	2	1	–
Taux d'intérêt	14	20	13	9	10	16	10	6
Risque spécifique lié à la dette	3	4	3	2	1	3	2	1
VAR globale	17 \$	25 \$	19 \$	13 \$	13 \$	17 \$	12 \$	8 \$

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005

La moyenne de la VAR globale s'est établie à 18 millions de dollars ce trimestre, en hausse par rapport à 14 millions l'an dernier. Cette augmentation découle principalement de l'accroissement de la VAR liée aux actions et aux taux d'intérêt ainsi qu'au risque spécifique lié à la dette, résultat qui reflète l'accroissement des activités de négociation.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au troisième trimestre de 2005 (résultats pour les neuf premiers mois)

La moyenne de la VAR globale a augmenté pour s'établir à 19 millions de dollars, comparativement à 12 millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation reflète principalement l'accroissement de nos activités de négociation et l'augmentation récente de la corrélation des risques de taux d'intérêt au cours des deux derniers trimestres.

**Activités de gestion de l'actif et du passif**

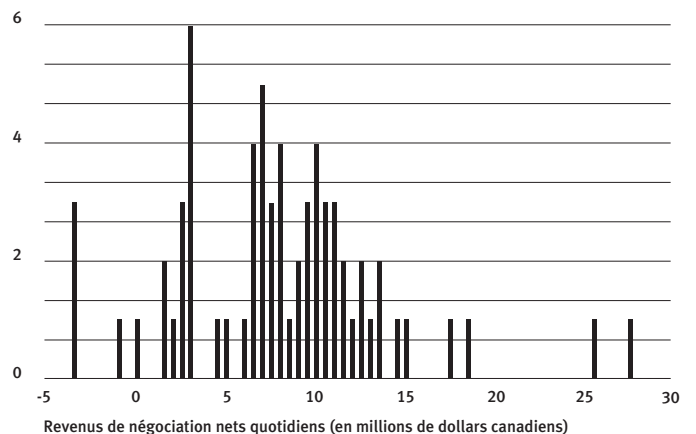
Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent aux risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui est la principale composante de ces risques. Nous avons établi des politiques qui nous permettent de surveiller, de contrôler et de gérer ce risque de taux d'intérêt au moyen de plafonds au titre du risque lié à la valeur économique de nos capitaux propres et du risque lié au revenu net d'intérêt, ainsi que d'autres mesures. De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures concernant la gestion des risques de marché liés aux activités autres que de négociation sont fournis à la page 75 de notre rapport annuel 2005. Ces politiques et ces procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2005.

Troisième trimestre de 2006 par rapport au deuxième trimestre de 2006

La moyenne de la VAR globale a diminué pour s'établir à 18 millions de dollars, comparativement à 20 millions au trimestre précédent. Cette diminution reflète le recours accru à des dérivés de crédit pour atténuer le risque de marché à l'échelle de l'entreprise évalué selon une démarche fondée sur les modèles.

Revenus liés aux activités de négociation

Ce trimestre, nous avons connu cinq séances de négociation marquées par une perte nette. La perte la plus importante, qui s'est élevée à 4 millions de dollars, n'a pas excédé la VAR globale estimative pour cette séance. Au cours des neuf premiers mois de 2006, nous avons connu six séances de négociation marquées par une perte nette. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation.

REVENUS DE NÉGOCIATION POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 JUILLET 2006
(nombre de jours)

Le tableau ci-dessous présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiates et soutenues de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures se basent sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont authentifiées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt se basent sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au cours des neuf premiers mois de 2006, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2006		30 avril 2006		31 juillet 2005	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
Incidence avant impôts :						
d'une augmentation de 100 points de base des taux	(454)\$	93 \$	(415)\$	103 \$	(493)\$	62 \$
d'une diminution de 100 points de base des taux	335	(173)	273	(183)	348	(137)
Incidence avant impôts :						
d'une augmentation de 200 points de base des taux	(946)	165	(873)	163	(1 060)	85
d'une diminution de 200 points de base des taux	588	(357)	441	(387)	613	(308)

RISQUE D'ILLIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

La gestion du risque d'illiquidité et de financement est essentielle pour protéger notre capital, maintenir la confiance du marché et garantir que nous pouvons profiter des possibilités d'expansion rentables qui se présentent. Notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement est conçu de manière à s'assurer que nous avons accès à des sources de liquidités fiables et économiques afin de satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs. Nos importants et stables dépôts de détail et dépôts commerciaux ainsi que nos nombreuses sources diversifiées de financement de gros constituent des composantes clés de nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité et de financement.

Le risque d'illiquidité et de financement est géré de façon dynamique, et les risques sont périodiquement mesurés, surveillés et, le cas échéant, atténués. Deux exigences clés de notre cadre de gestion des liquidités sont i) le maintien de niveaux minimaux d'actifs liquides non grevés et distincts qui peuvent immédiatement être vendus ou donnés en nantissement pour satisfaire les demandes de financement extraordinaires et ii) l'établissement de limites prudentielles relativement aux sorties nettes de fonds maximales sur des horizons temporels définis à plus court terme. Au cours du trimestre, nous avons exercé nos activités dans des conditions normales et nous respectons ces exigences. Ces éléments ainsi que les autres éléments du cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement font l'objet d'une analyse plus détaillée aux pages 75 à 77 de notre rapport annuel 2005. Nous n'avons apporté aucun changement important à notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement ni aux niveaux de risque d'illiquidité et de financement depuis le 31 octobre 2005.

Nous sommes d'avis que la situation de nos liquidités et de notre financement est solide et adéquate et qu'elle nous permettra de concrétiser notre stratégie. Aucune tendance, aucune demande, aucune incertitude, aucun engagement ni aucun événement n'est actuellement susceptible d'avoir une incidence importante sur la situation actuelle de nos liquidités et de notre financement.

Cotes de crédit

Le tableau suivant illustre nos principales cotes de crédit au 24 août 2006 :

	Au 24 août 2006		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aa2	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Service	R-1(middle)	AA (low)	stable

Nos principales cotes de crédit demeurent inchangées par rapport au 30 avril 2006. Ces cotes élevées soutiennent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti. Nos cotes de crédit sont au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de cotation (nos cotes actuelles se situent dans la même catégorie que celles des autres principales banques canadiennes, ou dans une catégorie supérieure).

Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ou sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	31 juillet 2006				Total	30 avril 2006	31 octobre 2005
	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		Total	Total
Financement à long terme non garanti	10 242 \$	10 299 \$	9 357 \$	2 993 \$	32 891 \$	33 150 \$	24 004 \$
Débitures subordonnées	—	141	—	7 681	7 822	7 839	8 167
Obligations en vertu de contrats de location (2)	102	655	523	1 290	2 570	2 263	2 508
	10 344 \$	11 095 \$	9 880 \$	11 964 \$	43 283 \$	43 252 \$	34 679 \$

(1) Représente le capital uniquement et exclut les intérêts courus.

(2) La quasi-totalité de nos engagements au titre des contrats de location ont trait à des contrats de location-exploitation.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes. Ce risque est inhérent à toutes nos activités. Nous gérons le risque opérationnel en assurant la mise en place efficace de l'infrastructure, des contrôles, des systèmes et des ressources humaines voulus au sein de l'entreprise, et nous avons aussi recours à un cadre de

gestion du risque opérationnel. Ce cadre fait appel à un langage commun et il est combiné avec des programmes et méthodes mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise afin de permettre l'établissement, l'évaluation, le contrôle et la gestion des risques opérationnels. Se reporter aux pages 78 et 79 de notre rapport annuel 2005 pour de plus amples détails.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

BILANS CONSOLIDÉS (non vérifié)				
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005
(en millions de dollars canadiens)				
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 814 \$	5 222 \$	5 001 \$	5 287 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 430	8 878	5 237	6 476
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation	137 672	127 026	125 760	117 545
Titres du compte de placement	34 475	36 301	34 060	37 462
Titres de substitut de prêt	656	664	675	675
	172 803	163 991	160 495	155 682
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	63 981	56 301	42 973	44 471
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	95 688	92 506	91 043	88 029
Prêts aux particuliers	44 022	42 441	41 045	40 628
Prêts sur cartes de crédit	6 792	6 051	6 200	6 013
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	59 418	57 583	53 626	52 381
	205 920	198 581	191 914	187 051
Provision pour pertes sur prêts	(1 415)	(1 435)	(1 498)	(1 569)
	204 505	197 146	190 416	185 482
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 606	8 876	7 074	7 005
Montants se rapportant aux produits dérivés	37 139	42 192	38 834	38 677
Locaux et matériel	1 717	1 699	1 708	1 722
Écart d'acquisition	4 137	4 105	4 203	4 278
Autres actifs incorporels	644	686	409	475
Actifs liés aux activités destinées à la vente	167	172	263	1 625
Autres actifs	14 026	13 625	12 908	12 145
	67 436	71 355	65 399	65 927
	523 969 \$	502 893 \$	469 521 \$	463 325 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	113 590 \$	113 437 \$	111 618 \$	112 370 \$
Entreprises et gouvernements	178 598	170 145	160 593	156 970
Banques	42 514	39 205	34 649	35 157
	334 702	322 787	306 860	304 497
Autres				
Acceptations	9 606	8 876	7 074	7 005
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 508	36 014	32 391	34 202
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	38 030	28 315	23 381	20 998
Montants se rapportant aux produits dérivés	40 839	47 072	42 592	42 391
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 352	7 182	7 117	6 914
Passifs liés aux activités destinées à la vente	36	32	40	50
Autres passifs	20 027	20 388	18 408	15 680
	156 398	147 879	131 003	127 240
Débitures subordonnées	7 822	7 839	8 167	8 839
Titres de fiducie de capital	1 400	1 390	1 400	1 392
Passifs liés aux actions privilégiées	300	300	300	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 800	1 947	1 944	815
Capitaux propres				
Actions privilégiées	1 300	1 000	700	832
Actions ordinaires (1) (émises – 1 281 279 227; 1 286 064 042; 1 293 501 544 et 1 294 476 444)	7 176	7 191	7 170	7 126
Surplus d'apport	287	278	265	254
Bénéfices non répartis	15 120	14 649	13 704	13 748
Actions de trésorerie – privilégiées (détenues – 1 759 566; 212 920; 90 600 et aucune)	(43)	(5)	(2)	–
– ordinaires (1) (détenues – 5 526 196; 5 512 017; 7 052 552 et 7 037 382)	(181)	(178)	(216)	(215)
Écart de conversion, montant net	(2 112)	(2 184)	(1 774)	(1 503)
	21 547	20 751	19 847	20 242
	523 969 \$	502 893 \$	469 521 \$	463 325 \$

(1) Le nombre d'actions ordinaires émises et le nombre d'actions ordinaires détenues à titre d'actions de trésorerie ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 277 \$	3 066 \$	2 767 \$	9 313 \$	7 931 \$
Valeurs mobilières	1 569	1 502	1 084	4 515	3 312
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	839	594	377	1 918	919
Dépôts à des banques	155	87	55	314	170
	5 840	5 249	4 283	16 060	12 332
Frais d'intérêt					
Dépôts	2 853	2 488	1 829	7 667	4 961
Autres passifs	1 126	1 046	683	3 034	2 025
Débitures subordonnées	104	106	114	318	333
	4 083	3 640	2 626	11 019	7 319
Revenu net d'intérêt	1 757	1 609	1 657	5 041	5 013
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	821	806	886	2 485	2 472
Revenus tirés des activités de négociation	683	724	452	1 954	1 286
Commissions de gestion de placements et de services de garde	331	334	313	980	915
Commissions de courtage en valeurs mobilières	291	347	274	947	863
Frais bancaires	306	290	289	890	847
Revenus tirés des fonds communs de placement	328	316	245	905	703
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	253	259	251	731	793
Revenus sur cartes	158	46	158	349	427
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	118	118	109	332	289
Commissions de crédit	66	56	46	178	139
Revenus tirés de la titrisation	61	61	65	171	202
Gain à la vente de titres du compte de placement	11	22	33	72	73
Autres	22	134	151	253	366
Revenus autres que d'intérêt	3 449	3 513	3 272	10 247	9 375
Total des revenus	5 206	5 122	4 929	15 288	14 388
Dotations à la provision pour pertes sur créances	99	124	128	270	352
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	627	619	681	1 898	1 885
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 848	1 870	1 715	5 511	5 109
Matériel	233	236	247	700	715
Frais d'occupation	196	189	188	567	559
Communications	168	173	155	487	458
Honoraires	159	156	132	452	359
Impartition de services de traitement	70	80	73	223	223
Amortissement des autres actifs incorporels	20	20	16	54	51
Autres	167	204	206	546	573
	2 861	2 928	2 732	8 540	8 047
Charges liées au réaligement de l'entreprise	-	-	1	-	5
Bénéfice lié aux activités poursuivies avant impôts	1 619	1 451	1 387	4 580	4 099
Charge d'impôts	381	348	392	1 061	1 188
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 238	1 103	995	3 519	2 911
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	44	(25)	(6)	25	17
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 194	1 128	1 001	3 494	2 894
Perte nette liée aux activités abandonnées	(17)	(10)	(22)	(28)	(29)
Bénéfice net	1 177 \$	1 118 \$	979 \$	3 466 \$	2 865 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(13)	(11)	(11)	(34)	(31)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 164 \$	1 107 \$	968 \$	3 432 \$	2 834 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (1) (en milliers)	1 279 300	1 282 694	1 286 204	1 281 815	1 281 748
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,91 \$	0,86 \$	0,75 \$	2,68 \$	2,21 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	0,92 \$	0,87 \$	0,77 \$	2,70 \$	2,23 \$
Bénéfice (perte) de base par action lié(e) aux activités abandonnées (en dollars)	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,02)\$	(0,02)\$	(0,02)\$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (1) (en milliers)	1 297 340	1 301 645	1 306 047	1 301 165	1 303 044
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,90 \$	0,85 \$	0,74 \$	2,64 \$	2,17 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	0,91 \$	0,86 \$	0,76 \$	2,66 \$	2,19 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action lié(e) aux activités abandonnées (en dollars)	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,02)\$	(0,02)\$	(0,02)\$
Dividendes par action (1) (en dollars)	0,36 \$	0,36 \$	0,31 \$	1,04 \$	0,86 \$

(1) Le nombre moyen d'actions ordinaires, le nombre moyen d'actions ordinaires dilués, le bénéfice de base et dilué par action de même que les dividendes par action ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Actions privilégiées					
Solde au début	1 000 \$	700 \$	832 \$	700 \$	532 \$
Émises	300	300	–	600	300
Solde à la fin	1 300	1 000	832	1 300	832
Actions ordinaires					
Solde au début	7 191	7 189	7 091	7 170	6 988
Émises	16	38	35	97	149
Achetées aux fins d'annulation	(31)	(36)	–	(91)	(11)
Solde à la fin	7 176	7 191	7 126	7 176	7 126
Surplus d'apport					
Solde au début	278	299	242	265	169
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	(1)	–	–	(1)	(2)
Attributions de rémunération à base d'actions	10	(19)	13	(20)	12
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	–	–	–	54
Autres	–	(2)	(1)	43	21
Solde à la fin	287	278	254	287	254
Bénéfices non répartis					
Solde au début	14 649	14 284	13 173	13 704	12 065
Bénéfice net	1 177	1 118	979	3 466	2 865
Dividendes sur actions privilégiées	(13)	(11)	(11)	(34)	(31)
Dividendes sur actions ordinaires	(461)	(463)	(393)	(1 336)	(1 098)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(222)	(272)	–	(663)	(53)
Frais d'émission et autres	(10)	(7)	–	(17)	–
Solde à la fin	15 120	14 649	13 748	15 120	13 748
Actions de trésorerie privilégiées					
Solde au début	(5)	(3)	–	(2)	–
Ventes nettes (achats nets)	(38)	(2)	–	(41)	–
Solde à la fin	(43)	(5)	–	(43)	–
Actions de trésorerie ordinaires					
Solde au début	(178)	(199)	(227)	(216)	(294)
Ventes nettes (achats nets)	(3)	21	12	35	133
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	–	–	–	(54)
Solde à la fin	(181)	(178)	(215)	(181)	(215)
Écart de conversion, montant net					
Solde au début	(2 184)	(2 035)	(1 305)	(1 774)	(1 556)
Gain (perte) de change non réalisé(e)	276	(253)	(713)	(590)	31
Gain (perte) de change lié(e) aux activités de couverture	(204)	104	515	252	22
Solde à la fin	(2 112)	(2 184)	(1 503)	(2 112)	(1 503)
Capitaux propres à la fin	21 547 \$	20 751 \$	20 242 \$	21 547 \$	20 242 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 194 \$	1 128 \$	1 001 \$	3 494 \$	2 894 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	99	124	128	270	352
Amortissement	102	99	104	299	311
Charges liées au réaligement de l'entreprise	—	—	—	—	(3)
Paiements liés au réaligement de l'entreprise	(14)	(16)	(20)	(57)	(64)
Impôts futurs	154	19	(51)	194	(199)
Amortissement des autres actifs incorporels	20	20	16	54	51
(Gain) perte à la vente de locaux et de matériel	(4)	(4)	(6)	(13)	(15)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	8	(1)	(15)	18	(72)
(Gain) perte à la vente de titres du compte de placement	(11)	(22)	(33)	(72)	(73)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	170	32	54	235	426
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	234	(143)	(71)	104	(158)
Impôts exigibles	(261)	(119)	336	(415)	(57)
Actifs se rapportant aux produits dérivés	5 053	(3 955)	(2 262)	1 695	220
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(6 233)	4 404	1 162	(1 753)	190
Titres du compte de négociation	(10 646)	4 525	(15 737)	(11 912)	(28 223)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	836	(1 655)	(1 181)	(1 435)	(859)
Autres	(1 359)	3 052	1 050	2 062	1 362
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités poursuivies	(10 658)	7 488	(15 525)	(7 232)	(23 917)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités abandonnées	(4)	(27)	11	(18)	23
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(10 662)	7 461	(15 514)	(7 250)	(23 894)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(2 552)	2 035	567	(6 193)	(209)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(9 701)	(8 002)	(8 693)	(24 354)	(19 761)
Produit de la titrisation de prêts	1 406	1 665	637	5 770	3 315
Produit de la vente de titres du compte de placement	2 821	2 456	1 445	8 955	22 237
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	6 950	8 979	2 829	22 972	13 091
Acquisitions de titres du compte de placement	(7 014)	(12 355)	(4 200)	(27 784)	(31 837)
Variation des titres de substitut de prêt	8	10	—	19	26
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(121)	(63)	(72)	(302)	(295)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(7 680)	(8 737)	(890)	(21 008)	2 478
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	—	—	—	(242)	—
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement liées aux activités poursuivies	(15 883)	(14 012)	(8 377)	(42 167)	(10 955)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement liées aux activités abandonnées	(4)	18	2	82	768
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(15 887)	(13 994)	(8 375)	(42 085)	(10 187)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	11 915	7 915	21 005	27 842	32 638
Émission de débentures subordonnées	—	—	800	—	800
Remboursement de débentures subordonnées	(22)	(246)	(16)	(268)	(86)
Émission d'actions privilégiées	300	300	—	600	300
Frais d'émission	(5)	(7)	—	(12)	(3)
Émission d'actions ordinaires	14	34	33	88	138
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(253)	(308)	—	(754)	(64)
Ventes nettes (achats nets) d'actions de trésorerie	(41)	19	11	(6)	126
Dividendes versés	(474)	(422)	(365)	(1 321)	(1 065)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	—	49	(4)	(17)	(7)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	9 715	(526)	1 426	14 649	(5 475)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	4 494	158	2 021	8 117	9 197
Variation des emprunts à court terme des filiales	(524)	144	175	(697)	(818)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement liées aux activités poursuivies	25 119	7 110	25 086	48 221	35 681
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	25 119	7 110	25 086	48 221	35 681
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	22	(37)	(46)	(73)	(24)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(1 408)	540	1 151	(1 187)	1 576
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	5 222	4 682	4 136	5 001	3 711
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	3 814 \$	5 222 \$	5 287 \$	3 814 \$	5 287 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	4 040 \$	3 356 \$	2 587 \$	10 643 \$	7 121 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	432 \$	504 \$	324 \$	1 511 \$	1 410 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2005 figurant aux pages 88 à 136 du rapport annuel 2005. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 : Principales conventions comptables

Principales modifications comptables

Droits variables implicites

Le 1^{er} novembre 2005, nous avons adopté l'abrégié n° 157 du Comité sur les problèmes nouveaux, *Droits variables implicites au regard de la NOC-15* (CPN-157). Cet abrégié précise que les droits variables implicites constituent des intérêts financiers implicites dans une entité qui fluctuent en fonction des variations de la juste valeur de son actif net, compte non tenu des droits variables. Un droit variable implicite est semblable à un droit variable explicite sauf qu'il absorbe la variabilité ou en bénéficie indirectement. La détermination d'un droit variable implicite est une question de jugement tribunaire des faits et circonstances pertinents. L'adoption de cet abrégié n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats financiers consolidés.

Modification de la présentation des états financiers

Au cours du deuxième trimestre de 2006, nous avons examiné la présentation de certains postes de nos états consolidés des résultats et nous avons décidé de reclasser la variation de la juste valeur de certains produits dérivés désignés comme couverture économique de nos régimes de rémunération à base d'actions, laquelle était auparavant inscrite dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, dans le poste Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, afin de mieux rendre compte de l'utilité de ces produits dérivés et de notre gestion des risques liés à la rémunération. Nous avons reclassé un montant de 18 millions de dollars pour les trimestres terminés le 30 avril 2006 et le 31 janvier 2006. Nous avons reclassé des montants de 9 millions de dollars et de 12 millions pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2005, respectivement.

Modifications comptables futures

En 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Ces normes entreront en vigueur pour nous le 1^{er} novembre 2006. L'incidence de ces nouvelles normes sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés ne peut être établie en ce moment et sera tribunaire des positions en cours de nos instruments financiers et de leur juste valeur au moment de la transition.

Résultat étendu

Par suite de l'adoption de ces normes, une nouvelle rubrique, Autres éléments du résultat étendu cumulés, sera ajoutée aux capitaux propres dans le bilan consolidé. Les principales composantes de cette rubrique comprendront les gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers susceptibles de vente, les montants non réalisés liés à la conversion des devises, déduction faite des opérations de couverture, découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

En vertu de la nouvelle norme, tous les instruments financiers seront classés dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : Placements détenus jusqu'à l'échéance,

Prêts et créances, Instruments détenus à des fins de négociation ou Actifs financiers susceptibles de vente. Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation seront évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes seront comptabilisés dans le bénéfice net. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de négociation seront évalués au coût non amorti. Les instruments susceptibles de vente seront évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Sous réserve de l'établissement de conditions supplémentaires par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), la norme permet aussi le classement dans les instruments détenus à des fins de négociation pour tout instrument financier au moment de sa constatation initiale, à condition que la juste valeur puisse être évaluée de façon fiable.

Couvertures

La nouvelle norme définit les critères d'application de la comptabilité de couverture ainsi que la façon d'appliquer la comptabilité de couverture à chacune des stratégies de couverture permises : les couvertures de la juste valeur, les couvertures des flux de trésorerie et les couvertures du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome. Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert sera ajustée selon les gains ou les pertes attribuables au risque couvert et constatés dans le bénéfice net. Cette variation de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, sera contrebalancée par la variation de la juste valeur du dérivé de couverture. Dans une relation de couverture des flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. La tranche inefficace sera comptabilisée dans le bénéfice net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu cumulés seront reclassés dans le bénéfice net au cours des périodes où le bénéfice net subira l'incidence de la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert. Dans le cas de la couverture du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome, les gains et pertes de change des instruments de couverture seront comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

Rémunération à base d'actions

Le 6 juillet 2006, le Comité sur les problèmes nouveaux a publié l'abrégié n° 162, *Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition* (CPN-162). Cet abrégié précise que le coût de rémunération associé aux options et aux attributions octroyées aux salariés admissibles à la retraite ou à ceux qui y deviendront admissibles au cours de la période d'acquisition des droits doit être constaté immédiatement si le salarié est admissible à la retraite au moment de l'octroi ou sur la période allant de la date d'octroi à la date où le salarié devient admissible à la retraite. Le CPN-162 entrera en vigueur en ce qui nous concerne le 1^{er} novembre 2006 et s'appliquera rétroactivement à toutes les attributions de rémunération à base d'actions comptabilisées conformément au chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations et autres paiements à base d'actions*. La convention que nous utilisons actuellement à l'égard de la constatation de la rémunération à base d'actions est conforme à cette ligne directrice.

Note 2 : Charges liées au réaligement de l'entreprise

Au cours du trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts supplémentaires définies au cours de l'exercice 2005 (mesures supplémentaires). Les objectifs liés à ces mesures supplémentaires sont conformes à ceux approuvés par le Conseil d'administration en septembre 2004 relativement au réaligement de notre entreprise. Ces objectifs sont les suivants : réduire les coûts, accélérer la croissance des revenus et améliorer l'efficacité de

nos activités de manière à mieux servir nos clients. Nous prévoyons que la plupart de ces mesures supplémentaires seront finalisées au cours de l'exercice 2006, bien que les paiements de protection salariale aux employés licenciés et certaines obligations liées à des baux comportent une échéance plus éloignée. Les modifications apportées aux charges liées aux employés et aux locaux depuis le 30 avril 2006 sont présentées dans le tableau qui suit.

	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Total
Solde au 30 avril 2006 – activités poursuivies	74 \$	– \$	74 \$
Versements en espèces	(14)	–	(14)
Solde au 31 juillet 2006 – activités poursuivies	60 \$	– \$	60 \$
Solde au 30 avril 2006 – activités abandonnées	– \$	15 \$	15 \$
Versements en espèces	–	–	–
Solde au 31 juillet 2006 – activités abandonnées	– \$	15 \$	15 \$
Solde total au 31 juillet 2006	60 \$	15 \$	75 \$

Les charges liées au réaligement de l'entreprise comprennent les paiements liés à la protection salariale relativement au licenciement d'employés. En ce qui a trait aux activités poursuivies, le nombre de postes ciblés pour suppression s'établissait à 2 063 au 31 juillet 2006 (2 063 au 30 avril 2006). Au 31 juillet 2006, 1 815 employés avaient été licenciés, et 164 de ces licenciements étaient liés à RBC Mortgage

Company (1 690 et 164, respectivement, au 30 avril 2006).

Nos charges liées au réaligement de l'entreprise comprennent la juste valeur des obligations futures restantes en vertu de baux, déduction faite des revenus de sous-location prévus, relativement aux locaux que nous avons quittés, mais dont nous demeurons le locataire.

Note 3 : Activités abandonnées

Le 2 septembre 2005, nous avons conclu la vente de RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) à New Century Mortgage Corporation et à Home123 Corporation (Home123), en vertu de laquelle Home123 a acquis certains actifs de RBC Mortgage, y compris ses succursales, et embauché la presque totalité de ses employés.

RBC Mortgage procède actuellement à la cession des actifs et des obligations résiduels qui n'ont pas été transférés à Home123. Ces actifs et obligations sont

constatés séparément au bilan consolidé dans le poste Actifs liés aux activités destinées à la vente et dans le poste Passifs liés aux activités destinées à la vente. Les résultats d'exploitation de RBC Mortgage ont été reclassés à titre d'activités abandonnées pour toutes les périodes présentées dans les états consolidés des résultats. Les charges liées au réaligement de RBC Mortgage (se reporter à la note 2) ont aussi été reclassées dans les activités abandonnées.

Note 4 : Coentreprise

Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos Services aux investisseurs institutionnels, qui étaient principalement exploités par l'intermédiaire de nos filiales en propriété exclusive, la Société Trust Royal du Canada, la Compagnie Trust Royal et RBC Global Services Australia Pty Limited, avec les activités de Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia) exploitées sous la dénomination Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS), la nouvelle coentreprise formée. En vertu de l'accord conclu avec Dexia, nous avons fourni des actifs nets d'une valeur comptable d'environ 898 millions de dollars, dont une tranche de 84 millions vise l'écart d'acquisition des Services aux investisseurs institutionnels. Nous n'avons pas constaté de gain ni de perte à l'égard de cette opération.

RBC Dexia IS, qui propose une gamme intégrée de produits, incluant des services de garde internationale, d'administration de fonds et de caisses de retraite, de prêt de titres, de services aux actionnaires et d'analyse et divers autres services connexes destinés aux investisseurs institutionnels du monde entier, est une société de portefeuille dont le siège se trouve à Londres, au Royaume-Uni. Les activités de la coentreprise sont effectuées principalement par l'intermédiaire de RBC Dexia Investor Services Trust au Canada et de RBC Dexia Investor Services Bank au Luxembourg, ainsi que par leurs filiales et succursales respectives ailleurs dans le monde.

Pour le mois de janvier de notre premier trimestre de 2006, nous n'avons pas constaté notre quote-part des revenus et des charges de RBC Dexia IS, car nous présentons les résultats de cette dernière avec un décalage de un mois. Pour nos trimestres terminés le 31 juillet 2006 et le 30 avril 2006, nous avons inclus notre quote-part des résultats financiers et des flux de trésorerie que RBC Dexia IS a enregistrés au cours de ses trimestres terminés le 30 juin 2006 et le 31 mars 2006, respectivement. Les actifs et les passifs qui représentent notre participation dans RBC Dexia IS et notre quote-part de ses résultats financiers et de ses flux de trésorerie sont présentés dans les tableaux suivants :

	Au 31 juillet 2006	Au 30 avril 2006
Bilans consolidés		
Actifs (1)	13 184 \$	13 225 \$
Passifs	12 268	12 301

(1) Comprend un écart d'acquisition de 70 millions de dollars (90 millions au 30 avril 2006) et des actifs incorporels de 201 millions (208 millions au 30 avril 2006).

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le
	31 juillet 2006	30 avril 2006 (1)	31 juillet 2006 (2)
États consolidés des résultats			
Revenu net d'intérêt	28 \$	20 \$	48 \$
Revenus autres que d'intérêt	123	119	242
Frais autres que d'intérêt	101	101	202
Bénéfice net	31	24	55
États consolidés des flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(352)\$	336 \$	(16)\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(215)	(909)	(1 124)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(32)	1 169	1 137

- (1) Nous avons modifié les flux de trésorerie du trimestre terminé le 30 avril 2006 par suite du reclassement de certains postes figurant dans notre quote-part du bilan de RBC Dexia IS.
- (2) Représente notre quote-part des résultats financiers et des flux de trésorerie de RBC Dexia IS pour son semestre terminé le 30 juin 2006.

En vertu de la convention de coentreprise, les participants ont la capacité, pendant une période donnée, d'effectuer des ajustements à leur apport initial respectif à la coentreprise après la clôture de l'opération. Par conséquent, l'information présentée a été mise à jour pour tenir compte de ces ajustements et elle continuera de l'être.

En collaboration avec Dexia, nous fournissons certains services d'exploitation à RBC Dexia IS, notamment des services de soutien administratif et technologique et des services liés aux ressources humaines. Par ailleurs, Dexia et nous fournissons, sur une base égale, des facilités de crédit et des facilités bancaires à RBC Dexia IS aux fins de ses activités. RBC Dexia IS fournit certains services à Dexia et à nous, notamment des services de garde et d'administration fiduciaire, des services d'administration de fonds et de placements, des services d'agent de transfert et des services aux investisseurs. Ces services et ces facilités sont fournis entre les parties respectives dans le cours normal des activités, selon des modalités semblables à celles offertes à des parties non liées. L'incidence financière des opérations conclues entre RBC Dexia IS et nous prises en compte dans les postes de l'état des résultats présentés dans le tableau précédent est la suivante :

	Pour le trimestre terminé le		Pour la période de neuf mois terminée le
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2006 (1)
Revenu net d'intérêt	35 \$	29 \$	64 \$
Revenus autres que d'intérêt	5	5	10
Frais autres que d'intérêt	7	9	16

(1) Comprend notre quote-part des données de l'état consolidé des résultats de RBC Dexia IS pour son semestre terminé le 30 juin 2006.

Note 5 : Écart d'acquisition

Au cours du deuxième trimestre de 2006, nous avons transféré les activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux.

Par conséquent, un écart d'acquisition de 6 millions de dollars, auparavant attribué au secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, a été attribué au secteur RBC Marchés des Capitaux.

Note 6 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	31 juillet 2006 (1)	30 avril 2006 (3)		31 juillet 2005 (1)
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)
Prêts titrisés et vendus	1 442 \$	396 \$	1 295 \$	641 \$
Produit net en espèces reçu	1 406	397	1 268	637
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	28	–	27	19
Gain (perte) à la vente avant impôts	(8)	1	–	15
Titres créés et conservés comme des titres du compte de placement	920	–	1 926	398

Activités de titrisation pour la période de neuf mois terminée le

	31 juillet 2006			31 juillet 2005		
	Prêts sur cartes de crédit (4)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Prêts sur cartes de crédit (5)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)
Prêts titrisés et vendus	1 200 \$	396 \$	4 270 \$	1 200 \$	176 \$	1 941 \$
Produit net en espèces reçu	400	397	4 173	600	181	1 934
Titres adossés à des créances mobilières acquis	794	—	—	596	—	—
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	9	—	75	8	—	70
Gain (perte) à la vente avant impôts	3	1	(22)	4	5	63
Titres créés et conservés comme des titres du compte de placement	—	—	4 482	—	—	1 953

(1) Nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial ni aucun prêt sur cartes de crédit au cours des trimestres terminés les 31 juillet 2006 et 2005.

(2) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont garantis par le gouvernement.

(3) Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 30 avril 2006.

(4) Le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1 200 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 800 millions.

(5) Le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1 200 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 600 millions.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation pour les activités du trimestre terminé le 31 juillet 2006. Tous les taux sont annualisés.

Outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nous avons effectué au cours du trimestre la vente de prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 815 millions de dollars, ce qui a donné lieu à une perte avant impôts de 3,3 millions.

Hypothèses clés

	Prêts hypothécaires résidentiels	
	Taux variable	Taux fixe
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	2,57	3,57
Taux de remboursement	30,00 %	15,68 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	0,50	0,68
Taux d'actualisation	4,93	4,65
Pertes sur créances prévues	s.o.	s.o.

s.o. sans objet

Note 7 : Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, à l'égard des nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Selon cette méthode, la juste valeur d'une attribution à la date de l'octroi est

amortie à titre de charge de rémunération sur la période d'acquisition applicable. En ce qui a trait aux attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002, le bénéfice net et le bénéfice par action pro forma sont présentés dans le tableau suivant afin de rendre compte de l'incidence de l'amortissement sur les périodes d'acquisition :

Bénéfice net et bénéfice par action pro forma

	Pour le trimestre terminé le				Pour la période de neuf mois terminée le			
	Tel que déclaré			Pro forma	Tel que déclaré			Pro forma
	31 juillet 2006 (1)	30 avril 2006 (1)	31 juillet 2005	31 juillet 2005	31 juillet 2006 (1)	31 juillet 2005	31 juillet 2005	
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 194 \$	1 128 \$	1 001 \$	998 \$	3 494 \$	2 894 \$	2 883 \$	
Perte nette liée aux activités abandonnées (2)	(17)	(10)	(22)	(22)	(28)	(29)	(29)	
Bénéfice net	1 177 \$	1 118 \$	979 \$	976 \$	3 466 \$	2 865 \$	2 854 \$	
Bénéfice (perte) de base par action (3)								
Activités poursuivies	0,92 \$	0,87 \$	0,77 \$	0,77 \$	2,70 \$	2,23 \$	2,22 \$	
Activités abandonnées	(0,01)	(0,01)	(0,02)	(0,02)	(0,02)	(0,02)	(0,02)	
Total	0,91 \$	0,86 \$	0,75 \$	0,75 \$	2,68 \$	2,21 \$	2,20 \$	
Bénéfice (perte) dilué(e) par action (3)								
Activités poursuivies	0,91 \$	0,86 \$	0,76 \$	0,76 \$	2,66 \$	2,19 \$	2,19 \$	
Activités abandonnées	(0,01)	(0,01)	(0,02)	(0,02)	(0,02)	(0,02)	(0,02)	
Total	0,90 \$	0,85 \$	0,74 \$	0,74 \$	2,64 \$	2,17 \$	2,17 \$	

(1) Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2006, toutes les attributions octroyées avant l'adoption de la méthode de la juste valeur ont été entièrement acquises, et leur juste valeur aux différentes dates d'octroi a été entièrement amortie; par conséquent, il n'y a aucune donnée à présenter pour les trimestres terminés le 31 juillet 2006 et le 30 avril 2006 et pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006.

(2) Se reporter à la note 3.

(3) Le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.

Note 8 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
	Charge au titre des prestations constituées	99 \$	99 \$	81 \$	297 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi (1)	27	26	47	86	144

(1) Nous avons modifié notre présentation de la charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi afin d'inclure, outre les avantages postérieurs au départ à la retraite, certains avantages postérieurs à l'emploi. Les avantages comprennent une assurance-invalidité de longue durée, une assurance-maladie, une assurance dentaire et une assurance-vie.

Nous avons annoncé des modifications à notre régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite au Canada, lesquelles seront en vigueur pour les employés admissibles qui prendront leur retraite à compter du 1^{er} janvier 2010. Le nouveau régime d'avantages postérieurs au départ à la retraite prévoit l'attribution d'un crédit annuel fixe aux employés retraités admissibles, qui sera calculé en fonction

du nombre d'années de service admissibles. Le crédit peut être affecté à l'adhésion à des régimes de soins médicaux et dentaires après le départ à la retraite. Selon les hypothèses actuelles, nous nous attendons à ce que ces modifications se traduisent par une diminution d'environ 510 millions de dollars de notre obligation au titre des prestations constituées.

Note 9 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 20 juillet 2006, nous avons émis un montant de 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AB, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,29375 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,70 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 août 2011, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 27 juin 2006, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos 300 millions de dollars US de débentures subordonnées à 6,75 % en circulation échéant le 24 octobre 2011 pour un montant correspondant à 100 % de leur capital, plus les intérêts courus. Le remboursement sera effectué le 24 octobre 2006. Nous financerons ce remboursement à même nos fonds généraux.

Le 20 juin 2006, nous avons annoncé le début de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 7 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les rachats peuvent commencer le 26 juin 2006 et se poursuivre jusqu'au 31 octobre 2006. En vertu de l'offre précédente, qui prenait fin le 23 juin 2006, nous avons racheté 6,3 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 88,34 \$, avant le dividende en actions, et 2,9 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 47,52 \$, après le dividende en actions, pour un total de 9,2 millions d'actions ordinaires d'un montant de 696 millions de dollars. Au cours du trimestre, nous avons racheté 0,7 million d'actions ordinaires à un coût moyen de 45,73 \$ et 4,8 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 46,44 \$ en vertu de l'offre précédente et de l'offre actuelle, respectivement.

Le 26 mai 2006, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos 350 millions de dollars de débentures subordonnées à 6,50 % en circulation échéant le 12 septembre 2011 pour un montant correspondant à 100 % de leur capital, plus les intérêts courus. Le remboursement sera effectué le 12 septembre 2006. Nous financerons ce remboursement à même nos fonds généraux.

Le 26 avril 2006, nous avons remboursé la totalité de nos débentures subordonnées à 8,20 % en circulation échéant le 26 avril 2011, d'un montant de 100 millions de dollars, plus les intérêts courus.

Le 6 avril 2006, nous avons versé un dividende en actions sous forme de une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation. L'incidence est la même que dans le cas d'une division d'actions à raison de deux pour une.

Le 4 avril 2006, nous avons émis un montant de 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série AA, à 25 \$ l'action. Les porteurs ont le droit de recevoir trimestriellement des dividendes privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,278125 \$ par action, ce qui correspond à un rendement annuel de 4,45 %. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions à compter du 24 mai 2011, en totalité ou en partie, contre une prime dégressive.

Le 13 février 2006, nous avons remboursé la totalité de nos débentures subordonnées à 5,50 % en circulation échéant le 13 février 2011, d'un montant de 125 millions de dollars, plus les intérêts courus.

Le 22 décembre 2005, nous avons annoncé notre intention d'émettre aux États-Unis, de temps à autre, des titres d'emprunt de premier rang et des titres d'emprunt subordonnés pour un montant maximal de 6 milliards de dollars US.

Le 22 mars 2005, nous avons annoncé que nous pourrions de temps à autre rembourser, aux fins d'annulation, une partie ou la totalité de nos débentures à taux variable en circulation échéant en 2083, d'un montant de 250 millions de dollars, et de nos débentures à taux variable en circulation échéant en 2085, d'un montant de 300 millions de dollars US. Le moment, le prix et les autres modalités sont déterminés à notre seule appréciation. Au cours du trimestre considéré, nous avons remboursé une tranche de 22 millions de dollars des débentures à taux variable échéant en 2083. Depuis l'annonce, nous avons remboursé une tranche totalisant 26 millions de dollars des débentures à taux variable échéant en 2083 et une tranche de 87 millions de dollars US (104 millions de dollars) des débentures à taux variable échéant en 2085.

Note 10 : Bénéfice par action (1)

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 194 \$	1 128 \$	1 001 \$	3 494 \$	2 894 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (2)	(17)	(10)	(22)	(28)	(29)
Bénéfice net	1 177	1 118	979	3 466	2 865
Dividendes sur actions privilégiées	(13)	(11)	(11)	(34)	(31)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 164 \$	1 107 \$	968 \$	3 432 \$	2 834 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 279 300	1 282 694	1 286 204	1 281 815	1 281 748
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies	0,92 \$	0,87 \$	0,77 \$	2,70 \$	2,23 \$
Activités abandonnées	(0,01)	(0,01)	(0,02)	(0,02)	(0,02)
Total	0,91 \$	0,86 \$	0,75 \$	2,68 \$	2,21 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 164 \$	1 107 \$	968 \$	3 432 \$	2 834 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 279 300	1 282 694	1 286 204	1 281 815	1 281 748
Options sur actions (3)	13 316	14 498	14 187	14 075	13 353
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	4 724	4 453	5 656	5 275	7 943
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers)	1 297 340	1 301 645	1 306 047	1 301 165	1 303 044
Bénéfice (perte) dilué(e) par action					
Activités poursuivies	0,91 \$	0,86 \$	0,76 \$	2,66 \$	2,19 \$
Activités abandonnées	(0,01)	(0,01)	(0,02)	(0,02)	(0,02)
Total	0,90 \$	0,85 \$	0,74 \$	2,64 \$	2,17 \$

(1) Le nombre moyen d'actions ordinaires, le nombre moyen d'actions ordinaires dilués et le bénéfice de base et dilué par action ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.

(2) Se reporter à la note 3.

(3) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour les trimestres terminés le 31 juillet 2006, le 30 avril 2006 et le 31 juillet 2005, ainsi que pour les périodes de neuf mois terminées les 31 juillet 2006 et 2005, il n'y avait aucune option en cours dont le prix de levée excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires.

Note 11 : Garanties et éventualités*Garanties*

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 14, intitulée *Informations à fournir sur les garanties* (NOC-14). Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximale en cas de défaut

complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties

	Au		
	31 juillet 2006	31 octobre 2005	31 juillet 2005
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres (1)	– \$	32 550 \$	28 086 \$
Facilités de garantie de liquidités	34 432	29 611	29 556
Dérivés de crédit et options vendues (2)	29 996	28 662	26 865
Lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution	14 744	14 417	13 639
Produits à valeur stable (2)	15 704	12 567	12 800
Rehaussements de crédit	4 159	3 179	3 423
Prêts hypothécaires vendus avec garantie (3)	253	388	350

(1) La presque totalité de nos activités de prêt de titres sont maintenant exercées par l'intermédiaire de notre nouvelle contrepartie, RBC Dexia IS. Au 31 juillet 2006, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 40 502 millions de dollars; de ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

(2) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

(3) Au 31 juillet 2006, un montant d'environ 13 millions de dollars avait trait aux activités abandonnées (174 millions au 31 octobre 2005; 185 millions au 31 juillet 2005). Se reporter à la note 3. Le montant au 31 octobre 2005 a été revu pour y inclure 174 millions de dollars.

La valeur comptable actuelle de notre obligation au titre des produits dérivés de crédit, des options vendues et des produits à valeur stable se chiffrait à 266 millions de dollars au 31 juillet 2006 (465 millions au 31 octobre 2005; 359 millions au 31 juillet 2005) et a été incluse dans le poste Autres – Montants se rapportant aux produits dérivés de nos bilans consolidés. La valeur comptable actuelle de l'obligation au titre des autres garanties importantes que nous avons accordées à des tiers s'établissait à 18 millions de dollars au 31 juillet 2006 (16 millions au 31 octobre 2005; 16 millions au 31 juillet 2005).

Veuillez vous reporter à la note 25 de notre rapport annuel 2005 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron Corp. (Enron)

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal présumé des actionnaires d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières, des cabinets d'avocats, des cabinets d'experts-comptables et certains cadres et administrateurs actuels et antérieurs d'Enron. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de six poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada

est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesse serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Nous surveillons le déroulement de ces poursuites sur une base continue et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler dans ce que nous déterminerons être notre intérêt. Comme pour tout litige, il existe des incertitudes importantes quant à la durée et à l'issue. Ces incertitudes sont accrues en raison du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées et du contexte judiciaire actuel difficile. Il est donc impossible de déterminer l'issue ultime de ces poursuites ou le moment de leur règlement; cependant, au quatrième trimestre de 2005, nous avons constitué une provision pour litiges de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions de dollars après impôts (276 millions de dollars US après impôts). Nous croyons que la résolution définitive de ces poursuites et d'autres procédures, qui ne devrait pas avoir une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, pourrait cependant avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle un règlement pourrait avoir lieu, compte non tenu de la provision que nous avons constituée au quatrième trimestre de 2005. Dans chacune de ces affaires, nous continuerons de nous défendre vigoureusement.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel qui pourrait découler de ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation consolidés.

Note 12 : Résultats par secteurs d'exploitation*Bénéfice trimestriel*

	RBC Particuliers et entreprises – Canada			RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International			RBC Marchés des Capitaux		
	T3/06	T2/06	T3/05	T3/06	T2/06	T3/05	T3/06	T2/06	T3/05
Revenu net d'intérêt	1 520 \$	1 409 \$	1 367 \$	276 \$	275 \$	288 \$	6 \$	(13) \$	53 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 867	1 802	1 885	425	446	411	1 131	1 270	935
Total des revenus	3 387	3 211	3 252	701	721	699	1 137	1 257	988
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	121	168	143	5	6	18	(7)	(23)	(18)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	627	619	681	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 539	1 533	1 454	550	568	554	767	835	698
Charges liées au réalignement de l'entreprise	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 100	891	974	146	147	127	377	445	308
Charge d'impôts	358	283	295	33	40	45	22	53	60
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	–	–	2	1	2	26	(41)	(7)
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	742	608	679	111	106	80	329	433	255
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	(17)	(10)	(22)	–	–	–
Bénéfice net (perte nette)	742 \$	608 \$	679 \$	94 \$	96 \$	58 \$	329 \$	433 \$	255 \$

	Services de soutien généraux			Total		
	T3/06	T2/06	T3/05	T3/06	T2/06	T3/05
Revenu net d'intérêt	(45)\$	(62)\$	(51)\$	1 757 \$	1 609 \$	1 657 \$
Revenus autres que d'intérêt	26	(5)	41	3 449	3 513	3 272
Total des revenus	(19)	(67)	(10)	5 206	5 122	4 929
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(20)	(27)	(15)	99	124	128
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	627	619	681
Frais autres que d'intérêt	5	(8)	26	2 861	2 928	2 732
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	–	1	–	–	1
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(4)	(32)	(22)	1 619	1 451	1 387
Charge d'impôts	(32)	(28)	(8)	381	348	392
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	16	15	(1)	44	(25)	(6)
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	12	(19)	(13)	1 194	1 128	1 001
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	(17)	(10)	(22)
Bénéfice net (perte nette)	12 \$	(19)\$	(13)\$	1 177 \$	1 118 \$	979 \$

Bénéfice pour la période de neuf mois

	RBC Particuliers et entreprises – Canada		RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International		RBC Marchés des Capitaux	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Revenu net d'intérêt	4 357 \$	3 911 \$	830 \$	830 \$	24 \$	385 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 539	5 355	1 302	1 224	3 346	2 655
Total des revenus	9 896	9 266	2 132	2 054	3 370	3 040
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	431	404	21	47	(115)	(66)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 898	1 885	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	4 574	4 361	1 685	1 645	2 288	2 020
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	1	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	2 993	2 615	426	362	1 197	1 086
Charge d'impôts	974	815	103	101	131	256
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	–	–	5	6	(26)	13
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 019	1 800	318	255	1 092	817
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(28)	(29)	–	–
Bénéfice net	2 019 \$	1 800 \$	290 \$	226 \$	1 092 \$	817 \$

	Services de soutien généraux		Total	
	2006	2005	2006	2005
Revenu net d'intérêt	(170)\$	(113)\$	5 041 \$	5 013 \$
Revenus autres que d'intérêt	60	141	10 247	9 375
Total des revenus	(110)	28	15 288	14 388
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(67)	(33)	270	352
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 898	1 885
Frais autres que d'intérêt	(7)	21	8 540	8 047
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	4	–	5
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(36)	36	4 580	4 099
Charge d'impôts	(147)	16	1 061	1 188
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	46	(2)	25	17
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	65	22	3 494	2 894
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(28)	(29)
Bénéfice net	65 \$	22 \$	3 466 \$	2 865 \$

Nous avons, à des fins de gestion, procédé à la réorganisation de nos activités et classé ces dernières dans les trois secteurs d'exploitation suivants : le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada comprend nos activités canadiennes de services bancaires et de gestion de patrimoine et nos activités d'assurance à l'échelle mondiale. Le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend nos services bancaires et de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur RBC Marchés des Capitaux comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les services de banque d'investissement, les services de garde de titres et le traitement des opérations.

Au cours du deuxième trimestre de 2006, nous avons transféré nos activités de syndication de crédits d'impôt à l'habitation du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International au secteur RBC Marchés des Capitaux. Les résultats correspondants ont été retraités pour tenir compte de ce transfert.

Les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent les revenus et les charges liés à la conduite des affaires de ces secteurs. Les charges peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement au nom des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation,

nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'aux fins de l'attribution du capital et de l'établissement des prix de cession interne des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre du modèle d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons mis en œuvre certaines révisions apportées à nos méthodes d'établissement des coûts indirects et des prix de cession interne, qui sont reflétées dans les résultats correspondants présentés.

Note 13 : Entités à détenteurs de droits variables

Nous administrons des programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) qui acquièrent des actifs financiers auprès des clients et qui financent ces acquisitions au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des créances. Nous ne consolidons pas les fonds multicédants en vertu de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15), puisque nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire. Toutefois, nous détenons des droits variables significatifs dans ces fonds multicédants en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis et de notre droit à des honoraires résiduels.

Compte tenu de l'augmentation des activités depuis la fin de l'exercice, l'actif total de nos fonds multicédants s'établissait à 34,4 milliards de dollars au 31 juillet 2006 (29,3 milliards au 31 octobre 2005; 29,3 milliards au 31 juillet

2005). Notre risque de perte maximal s'établissait à 35,2 milliards de dollars au 31 juillet 2006 (29,4 milliards au 31 octobre 2005; 29,6 milliards au 31 juillet 2005).

Nous détenons également des droits variables importants dans des fonds multicédants de tiers composés de titres adossés à des créances mobilières principalement par l'intermédiaire de la prestation de concours de trésorerie et de facilités de rehaussement de crédit. Toutefois, nous ne sommes pas tenus de consolider ces fonds en vertu de la NOC-15 puisque nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire. Depuis la fin de l'exercice, le nombre de fonds multicédants de tiers dans lesquels nous détenons une participation a augmenté. L'actif total de ces fonds multicédants se chiffrait à 16,9 milliards de dollars au 31 juillet 2006 (2,2 milliards au 31 octobre 2005; 2,6 milliards au 31 juillet 2005). Notre risque de perte maximal s'établissait à 1,2 milliard de dollars au 31 juillet 2006 (0,7 milliard au 31 octobre 2005; 0,9 milliard au 31 juillet 2005).

Note 14 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers doivent être dressés selon les PCGR du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les différences

importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis sont quantifiées ci-après. Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis, se reporter à la note 29 aux pages 127 à 136 de notre rapport annuel 2005.

Bilans consolidés condensés

	Au 31 juillet 2006			Au 31 octobre 2005			Au 31 juillet 2005		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 814 \$	(165)\$	3 649 \$	5 001 \$	– \$	5 001 \$	5 287 \$	– \$	5 287 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 430	(4 776)	6 654	5 237	(32)	5 205	6 476	(32)	6 444
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	137 672	895	138 567	125 760	(977)	124 783	117 545	1 196	118 741
Titres du compte de placement	34 475	(34 475)	–	34 060	(34 060)	–	37 462	(37 462)	–
Titres de substitut de prêt	656	(656)	–	675	(675)	–	675	(675)	–
Titres susceptibles de vente	–	34 646	34 646	–	34 729	34 729	–	38 439	38 439
	172 803	410	173 213	160 495	(983)	159 512	155 682	1 498	157 180
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	63 981	(2 524)	61 457	42 973	–	42 973	44 471	–	44 471
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	204 505	(213)	204 292	190 416	939	191 355	185 482	971	186 453
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 606	–	9 606	7 074	–	7 074	7 005	–	7 005
Montants se rapportant aux produits dérivés	37 139	714	37 853	38 834	1 157	39 991	38 677	1 314	39 991
Locaux et matériel	1 717	(72)	1 645	1 708	(33)	1 675	1 722	(30)	1 692
Écart d'acquisition	4 137	(61)	4 076	4 203	45	4 248	4 278	45	4 323
Autres actifs incorporels	644	(204)	440	409	–	409	475	–	475
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 155	1 155	–	1 190	1 190	–	1 208	1 208
Actifs liés aux comptes distincts	–	108	108	–	105	105	–	110	110
Actifs liés aux activités destinées à la vente	167	–	167	263	–	263	1 625	(3)	1 622
Autres actifs	14 026	24 463	38 489	12 908	26 917	39 825	12 145	26 049	38 194
	67 436	26 103	93 539	65 399	29 381	94 780	65 927	28 693	94 620
	523 969 \$	18 835 \$	542 804 \$	469 521 \$	29 305 \$	498 826 \$	463 325 \$	31 130 \$	494 455 \$
Passifs et capitaux propres									
Dépôts	334 702 \$	(10 705)\$	323 997 \$	306 860 \$	28 \$	306 888 \$	304 497 \$	84 \$	304 581 \$
Autres									
Acceptations	9 606	–	9 606	7 074	–	7 074	7 005	–	7 005
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	40 508	136	40 644	32 391	1 647	34 038	34 202	(287)	33 915
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	38 030	(1 066)	36 964	23 381	–	23 381	20 998	–	20 998
Montants se rapportant aux produits dérivés	40 839	448	41 287	42 592	579	43 171	42 391	790	43 181
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 352	2 631	9 983	7 117	2 643	9 760	6 914	2 602	9 516
Passifs liés aux comptes distincts	–	108	108	–	105	105	–	110	110
Passifs liés aux activités destinées à la vente	36	–	36	40	–	40	50	–	50
Autres passifs	20 027	27 166	47 193	18 408	23 916	42 324	15 680	27 124	42 804
	156 398	29 423	185 821	131 003	28 890	159 893	127 240	30 339	157 579
Débtentures subordonnées	7 822	203	8 025	8 167	407	8 574	8 839	450	9 289
Titres de fiducie de capital	1 400	(1 400)	–	1 400	(1 400)	–	1 392	(1 392)	–
Passif lié aux actions privilégiées	300	(300)	–	300	(300)	–	300	(300)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 800	1 380	3 180	1 944	1 434	3 378	815	1 400	2 215
Capitaux propres	21 547	234	21 781	19 847	246	20 093	20 242	549	20 791
	523 969 \$	18 835 \$	542 804 \$	469 521 \$	29 305 \$	498 826 \$	463 325 \$	31 130 \$	494 455 \$

États consolidés condensés des résultats

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR du Canada	1 194 \$	1 128 \$	1 001 \$	3 494 \$	2 894 \$
Différences :					
Revenu net d'intérêt					
Produits dérivés et opérations de couverture	–	13	12	20	28
Coentreprises (1)	(28)	(20)	–	(48)	–
Passif et capitaux propres	29	30	29	87	86
Revenus autres que d'intérêt					
Comptabilisation des activités d'assurance	(146)	(142)	(157)	(428)	(461)
Produits dérivés et opérations de couverture	(6)	6	10	(33)	7
Reclassement de valeurs mobilières	(54)	58	–	7	–
Sociétés en commandite	1	3	(2)	3	(6)
Coentreprises (1)	(140)	(128)	(39)	(308)	(124)
Autres	(6)	(7)	–	(25)	(4)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances					
Coentreprises (1)	1	1	1	1	18
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance					
Comptabilisation des activités d'assurance	133	147	155	382	533
Frais autres que d'intérêt					
Droits à la plus-value des actions	(4)	7	3	9	18
Comptabilisation des activités d'assurance	21	19	20	56	53
Coentreprises (1)	132	127	27	289	85
Autres	6	7	–	21	–
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	49	(14)	(4)	57	(39)
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales					
Passif et capitaux propres	(25)	(26)	(26)	(76)	(76)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis	1 157 \$	1 209 \$	1 030 \$	3 508 \$	3 012 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR du Canada	(17)\$	(10)\$	(22)\$	(28)\$	(29)\$
Écart – Autres éléments	–	–	–	–	2
Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis	(17)\$	(10)\$	(22)\$	(28)\$	(27)\$
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 140 \$	1 199 \$	1 008 \$	3 480 \$	2 985 \$
Bénéfice de base par action (2), (3)					
PCGR du Canada	0,91 \$	0,86 \$	0,75 \$	2,68 \$	2,21 \$
PCGR des États-Unis	0,87 \$	0,92 \$	0,77 \$	2,67 \$	2,29 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies					
PCGR du Canada	0,92 \$	0,87 \$	0,77 \$	2,70 \$	2,23 \$
PCGR des États-Unis	0,88 \$	0,93 \$	0,79 \$	2,69 \$	2,31 \$
Bénéfice (perte) de base par action lié(e) aux activités abandonnées					
PCGR du Canada	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,02)\$	(0,02)\$	(0,02)\$
PCGR des États-Unis	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,02)\$	(0,02)\$	(0,02)\$
Bénéfice dilué par action (2), (3)					
PCGR du Canada	0,90 \$	0,85 \$	0,74 \$	2,64 \$	2,17 \$
PCGR des États-Unis	0,86 \$	0,91 \$	0,76 \$	2,63 \$	2,25 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies					
PCGR du Canada	0,91 \$	0,86 \$	0,76 \$	2,66 \$	2,19 \$
PCGR des États-Unis	0,87 \$	0,92 \$	0,78 \$	2,65 \$	2,27 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action lié(e) aux activités abandonnées					
PCGR du Canada	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,02)\$	(0,02)\$	(0,02)\$
PCGR des États-Unis	(0,01)\$	(0,01)\$	(0,02)\$	(0,02)\$	(0,02)\$

(1) En vertu des PCGR du Canada, nous comptabilisons nos placements dans des coentreprises autres que des EDDV selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, ces placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

(2) Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action : l'incidence de ce calcul a réduit le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour toutes les périodes présentées.

(3) Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action ont été ajustés rétroactivement de façon à tenir compte du dividende en actions versé le 6 avril 2006. Se reporter à la note 9.

États consolidés condensés des flux de trésorerie (1)

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2006	2006	2005	2006	2005
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR du Canada	(10 662)\$	7 461 \$	(15 514)\$	(7 250)\$	(23 894)\$
Ajustements selon les PCGR des États-Unis à l'égard du bénéfice net	(37)	81	29	14	118
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(1)	–	(1)	(1)	(18)
Amortissement	(5)	(5)	(1)	(14)	(3)
Impôts futurs	24	(44)	11	31	45
Amortissement des autres actifs incorporels	(6)	(6)	–	(12)	–
Gain net à la vente de titres du compte de placement	–	–	–	–	3
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(51)	13	(502)	(12)	(479)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	116	(133)	91	63	122
Actifs se rapportant aux produits dérivés	178	163	(28)	443	(113)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(85)	(8)	69	(131)	121
Titres du compte de négociation	(613)	(2 004)	(249)	(1 872)	(2 883)
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	(5)	(21)	(512)	(35)	(493)
Variation nette des montants à payer aux ou à recevoir de courtiers	377	228	612	2 619	1 603
Autres	2 051	(1 757)	905	3 111	811
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis	(8 719)	3 968	(15 090)	(3 046)	(25 060)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR du Canada	(15 887)	(13 994)	(8 375)	(42 085)	(10 187)
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	318	(176)	(1)	4 744	48
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(115)	(540)	26	1 152	(4)
Produit de la vente de titres du compte de placement	(2 821)	(2 456)	(1 445)	(8 955)	(22 237)
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	(6 950)	(8 979)	(2 829)	(22 972)	(13 091)
Acquisitions de titres du compte de placement	7 014	12 355	4 200	27 784	31 837
Produit de la vente de titres susceptibles de vente	2 829	2 466	1 445	8 973	22 260
Produit de l'arrivée à échéance de titres susceptibles de vente	6 950	8 979	2 829	22 973	13 091
Acquisitions de titres susceptibles de vente	(6 844)	(12 270)	(4 224)	(27 305)	(31 902)
Variation des titres de substitut de prêt	(8)	(10)	–	(19)	(26)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	12	–	3	53	8
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(45)	1 643	–	2 524	–
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR des États-Unis	(15 547)	(12 982)	(8 371)	(33 133)	(10 203)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement selon les PCGR du Canada	25 119	7 110	25 086	48 221	35 681
Variation des dépôts	(11 915)	(7 915)	(21 005)	(27 842)	(32 638)
Variation des dépôts – Canada	(4 494)	287	3 855	(10 474)	9 047
Variation des dépôts – Autres pays	16 567	6 428	16 898	27 583	23 959
Émission d'actions privilégiées	(4)	(3)	–	(7)	–
Frais d'émission	4	3	–	7	–
Ventes nettes (achats nets) d'actions de trésorerie	–	–	1	–	(23)
Dividendes versés	(4)	(3)	(4)	(11)	(11)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et titres prêtés	(104)	(40)	–	(1 066)	–
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	(51)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(198)	1 428	(173)	(1 511)	903
Variation des emprunts à court terme des filiales	–	–	–	–	(4)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement selon les PCGR des États-Unis	24 971 \$	7 295 \$	24 658 \$	34 900 \$	36 863 \$
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	22 \$	(37)\$	(46)\$	(73)\$	(24) \$
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	727	(1 756)	1 151	(1 352)	1 576
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	2 922 \$	4 678 \$	4 136 \$	5 001 \$	3 711 \$
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin selon les PCGR des États-Unis	3 649 \$	2 922 \$	5 287 \$	3 649 \$	5 287 \$

(1) Les éléments du rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis relatifs aux flux de trésorerie liés aux activités abandonnées étaient négligeables.

Autres éléments du résultat étendu cumulés, déduction faite des impôts sur les bénéfices (1)

	Au		
	31 juillet	31 octobre	31 juillet
	2006	2005	2005
Gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	(62)\$	83 \$	232 \$
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(2 108)	(1 768)	(1 498)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(30)	(165)	(276)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	(313)	(313)	(67)
Autres éléments du résultat étendu cumulés, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(2 513)\$	(2 163)\$	(1 609)\$

(1) Les autres éléments du résultat étendu cumulés constituent une composante distincte des capitaux propres en vertu des PCGR des États-Unis.

États consolidés du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2006	2006	2005	2006	2005
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 140 \$	1 199 \$	1 008 \$	3 480 \$	2 985 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	94	(206)	20	(145)	54
Variation des gains et pertes de change non réalisés	259	(243)	(713)	(593)	31
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	(204)	105	515	253	22
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(44)	36	(62)	34	(164)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	31	29	28	101	80
Total du résultat étendu	1 276 \$	920 \$	796 \$	3 130 \$	3 008 \$
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :					
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	50 \$	(109) \$	12 \$	(77) \$	31 \$
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	(103)	49	263	119	15
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(23)	20	(33)	20	(87)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	15	15	15	51	43
Total de la charge (l'économie) d'impôts	(61) \$	(25) \$	257 \$	113 \$	2 \$

Éléments importants du rapprochement pour le bilan

Les tableaux suivants présentent les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

	Produits dérivés et actifs de couverture	Coentreprises (1)	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Total
Au 31 juillet 2006													
Actif													
Encaisse et montants à recevoir de banques	-\$	(165)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(165) \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(34) \$	(4 742)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4 776) \$
Valeurs mobilières	-\$	(289)	-	(38)	(159)	-	-	-	895	-	-	1	410 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	-\$	(2 524)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 524) \$
Prêts	41 \$	(1 113)	-	-	-	-	-	-	-	-	859	-	(213) \$
Autres actifs	293 \$	(3 486)	2 849	13	148	(20)	-	167	6 715	19 321	-	103	26 103 \$
Passif et capitaux propres													
Dépôts	(142) \$	(10 563)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(10 705) \$
Autres passifs	138 \$	(1 728)	2 723	-	-	(51)	(8)	480	7 610	19 321	859	79	29 423 \$
Débitures subordonnées	203 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	203 \$
Titres de fiducie de capital	-\$	-	-	-	-	-	(1 400)	-	-	-	-	-	(1 400) \$
Passifs liés aux actions privilégiées	-\$	-	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	(300) \$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	-\$	(28)	-	-	-	-	1 408	-	-	-	-	-	1 380 \$
Capitaux propres	101 \$	-	126	(25)	(11)	31	300	(313)	-	-	-	25	234 \$

Au 31 octobre 2005

Actif													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(32) \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(32) \$
Valeurs mobilières	-\$	-	-	165	(140)	-	-	-	(977)	-	-	(31)	(983) \$
Prêts	42 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	897	-	939 \$
Autres actifs	813 \$	(74)	2 819	(61)	127	(17)	-	167	9 143	16 339	-	125	29 381 \$
Passif et capitaux propres													
Dépôts	28 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28 \$
Autres passifs	416 \$	(74)	2 661	-	-	(45)	(34)	480	8 166	16 339	897	84	28 890 \$
Débitures subordonnées	407 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	407 \$
Titres de fiducie de capital	-\$	-	-	-	-	-	(1 400)	-	-	-	-	-	(1 400) \$
Passifs liés aux actions privilégiées	-\$	-	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	(300) \$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	-\$	-	-	-	-	-	1 434	-	-	-	-	-	1 434 \$
Capitaux propres	(28) \$	-	158	104	(13)	28	300	(313)	-	-	-	10	246 \$

Au 31 juillet 2005

Actif													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(32) \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(32) \$
Valeurs mobilières	-\$	-	-	468	(135)	-	-	-	1 196	-	-	(31)	1 498 \$
Prêts	42 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	929	-	971 \$
Autres actifs	1 067 \$	(84)	3 476	(166)	124	(15)	-	35	7 501	16 636	-	119 (2)	28 693 \$
Passif et capitaux propres													
Dépôts	84 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84 \$
Autres passifs	712 \$	(84)	3 315	-	-	(42)	(8)	102	8 697	16 636	929	82	30 339 \$
Débitures subordonnées	450 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	450 \$
Titres de fiducie de capital	-\$	-	-	-	-	-	(1 392)	-	-	-	-	-	(1 392) \$
Passifs liés aux actions privilégiées	-\$	-	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	(300) \$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	-\$	-	-	-	-	-	1 400	-	-	-	-	-	1 400 \$
Capitaux propres	(169) \$	-	161	302	(11)	27	300	(67)	-	-	-	6	549 \$

(1) En vertu des PCGR du Canada, nous comptabilisons nos placements dans des coentreprises autres que des EDDV selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, ces placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

(2) Déduction faite d'un montant de 3 millions de dollars lié aux activités abandonnées. Se reporter à la note 3.

Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis

Paiements à base d'actions

Le 1^{er} novembre 2005, nous avons adopté le Financial Accounting Standards Board (FASB) Statement No. 123 (révisé en 2004), intitulé *Share-Based Payment* (FAS 123R), ainsi que les prises de position du FASB s'y rapportant (FSP), et nous l'avons appliqué prospectivement aux nouvelles attributions et à la tranche des attributions existantes pour lesquelles les droits ne sont pas acquis. Le FAS 123R exige que la charge de rémunération ayant trait aux paiements à base d'actions soit mesurée selon la juste valeur des instruments de capitaux propres ou d'emprunt émis et constatée dans les états financiers. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Directives à l'égard de la perte de valeur de certains placements

Le 1^{er} février 2006, nous avons adopté les FSP FAS 115-1 et FAS 124-1, *The Meaning of Other-Than-Temporary Impairment and Its Application to Certain Investments*, qui sanctionne les directives actuelles sur la façon de déterminer à quel moment un placement a subi une perte de valeur, comment cette perte de valeur doit être calculée et quels renseignements doivent être présentés à l'égard des valeurs mobilières qui ont subi une perte de valeur. L'adoption de ces FSP n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

Modifications comptables futures

Comptabilisation de certains instruments financiers hybrides

Le 16 février 2006, le FASB a publié le FASB Statement No. 155, intitulé *Accounting for Certain Hybrid Financial Instruments – an amendment of FASB Statement No. 133 and 140* (FAS 155), en vertu duquel une entité peut choisir d'évaluer la totalité de certains instruments financiers hybrides à la juste valeur et de constater les variations de la juste valeur dans les résultats. L'adoption de l'évaluation à la juste valeur supprimera la nécessité de constater distinctement certains produits dérivés intégrés dans des instruments financiers hybrides en vertu du FASB Statement No. 133, intitulé *Accounting for Derivative Instruments & Hedging Activities*. En ce qui nous concerne, le FAS 155 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2006.

Comptabilisation des actifs financiers de gestion

Le 17 mars 2006, le FASB a publié le FASB Statement No. 156, intitulé *Accounting for Servicing of Financial Assets – an amendment of FASB Statement No. 140* (FAS 156). En vertu du FAS 156, une entité doit initialement évaluer ses droits de gestion à la juste valeur, mais peut par la suite choisir soit d'amortir la juste valeur initiale sur la période applicable aux droits, soit de réévaluer ces droits à la juste valeur avec comptabilisation dans les résultats. La possibilité de réévaluer les droits de gestion à la juste valeur avec comptabilisation dans les résultats supprimera la disparité comptable entre les droits de gestion et les produits dérivés connexes qui, autrement, empêcherait l'application de la comptabilité de couverture. En ce qui nous concerne, le FAS 156 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2006.

Directives à l'égard de l'application de la norme portant sur les entités à détenteurs de droits variables

Le 13 avril 2006, le FASB a publié le FSP FIN 46(R)-6, intitulé *Determining the Variability to be Considered in Applying FASB Interpretation No. FIN 46(R)* (FSP FIN 46(R)-6), qui clarifie la façon d'analyser les entités à détenteurs de droits variables et l'exigence de consolidation à leur égard. En ce qui nous concerne, le FSP FIN 46(R)-6 entrera en vigueur le 1^{er} août 2006.

Directives à l'égard de la comptabilisation des impôts sur les bénéfices

Le 13 juillet 2006, le FASB a publié le FASB Interpretation No. 48, intitulé *Accounting for Uncertainty in Income Taxes – an interpretation of FASB Statement No. 109* (FIN 48), qui fournit des directives supplémentaires sur la façon de constater, d'évaluer et de présenter les économies d'impôts. En ce qui nous concerne, le FIN 48 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Nous évaluons actuellement l'incidence qu'aura l'adoption des normes ci-dessus sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

Note 15 : Événements postérieurs à la date du bilan

Acquisition importante

Le 9 août 2006, RBC Centura Banks, Inc. (RBC Centura) a annoncé la conclusion d'une convention de fusion ferme en vertu de laquelle RBC Centura fera l'acquisition de Flag Financial Corporation d'Atlanta, en Géorgie, et de sa filiale, Flag Bank. En vertu de cette convention, les actionnaires de Flag Financial Corporation recevront 25,50 \$ US par action pour un prix d'achat total d'environ 456 millions de dollars US. L'acquisition est assujettie aux conditions de clôture habituelles, dont l'approbation par les organismes de réglementation américains et canadiens et par la majorité des actionnaires de Flag Financial Corporation. Cette opération devrait être conclue d'ici la fin de l'année civile 2006.

Opération sur capitaux propres importante

Le 25 août 2006, nous avons annoncé que nous rachèterons, au comptant, la totalité des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série S, émises et en circulation, d'un montant de 250 millions de dollars, à un prix de rachat de 26 \$ l'action. Le rachat aura lieu le 6 octobre 2006 et sera financé à même nos fonds généraux.

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare
du Canada

Adresse :
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635
Télécopieur : 514-982-7635

Site Web :
computershare.com

Co-agent des transferts (États-Unis)

The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Co-agent des transferts (Royaume-Uni)

Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgewater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada
Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis
Bourse de New York (NYSE)
Suisse
Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Les dividendes en actions de une action pour une, versés en octobre 2000 et en avril 2006, n'ont eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 514-982-7555
ou 1-866-586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416-955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Régime de réinvestissement de dividendes

Le régime de réinvestissement de dividendes de RBC constitue, pour les détenteurs d'actions ordinaires inscrits de RBC résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de RBC.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Investor Services, Inc.
Attn : Dividend Reinvestment Dept.
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 1-866-586-7635 (Canada et États-Unis)
514-982-7555
Télécopieur : 416-263-9394
ou 1-888-453-0330
Courriel :
service@computershare.com

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416-955-7808
Télécopieur : 416-955-7800

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période commençant le 26 juin 2006 et se terminant le 31 octobre 2006, nous pourrions racheter jusqu'à 7 millions de nos actions sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

Assemblée annuelle de 2007

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le vendredi 2 mars 2007 au Palais des congrès du Toronto métropolitain, édifice nord, au 255 Front Street West, Toronto (Ontario), Canada.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2006

Premier trimestre	3 mars
Deuxième trimestre	26 mai
Troisième trimestre	25 août
Quatrième trimestre	30 novembre

Dates de paiement des dividendes pour 2006

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O et W	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série AA	25 avril 26 juillet 26 octobre	24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série AB	26 octobre	24 novembre



Le présent rapport a été imprimé sur du papier édition Domtar Opaque – Plainfield, certifié Forest Stewardship Council (FSC). La fibre certifiée FSC utilisée lors de la fabrication du papier Domtar Opaque – Plainfield provient de forêts bien gérées, certifiées de façon indépendante par SmartWood et conformément aux règles du Forest Stewardship Council.